

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 342 - SEPTEMBRE 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 342

Viandes bovines

Gros bovins

France

- La décapitalisation s'accélère
- L'inflation alimentaire française reste moins forte qu'ailleurs en UE

Jeunes bovins

Europe

- Hausse des cours

Femelles

Europe

- Les cotations oscillent à des niveaux supérieurs aux années précédentes

Maigre

- Les prix se maintiennent

Veaux de boucherie

- L'offre contenue a soutenu les cours durant l'été

Veaux nourrissons

- Les exports de veaux laitiers toujours dynamiques

Lait de vache

Collecte laitière

- Comment la météo estivale a-t-elle joué sur la production laitière mondiale et européenne ?

Marché des produits laitiers

- Pourquoi les prix de la poudre de lait écrémé ont-ils baissé cet été ?

France

- France : les indicateurs virent à l'orange

Viande ovine

France

- Un marché particulièrement calme

UE et monde

- Le manque d'offre soutient les prix, malgré une demande modeste

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Bonne tenue de la collecte de lait de chèvre

Marchés des grains : stabilisation sur des cours hauts pour la rentrée

Entre sécheresse, décapitalisation, manque d'offre et inflation

Dernière révision le 13 septembre 2022

En France, alors que les éleveurs sont affectés par une hausse continue des charges depuis plusieurs mois, la décapitalisation s'est amplifiée au cœur de l'été sous l'effet cumulé de la sécheresse et des fortes chaleurs. Mais l'offre en gros bovins finis reste toutefois limitée. Et le recul des naissances pèse désormais sur les disponibilités en broustards alors que la demande italienne s'est renforcée.

L'offre restreinte en veaux de boucherie a soutenu les cours durant l'été et la demande espagnole en veau laitier français a persisté malgré l'envolée des charges. L'inflation alimentaire a poursuivi sa progression partout en Europe. En France, elle reste toutefois moins forte que dans le reste de la zone euro.

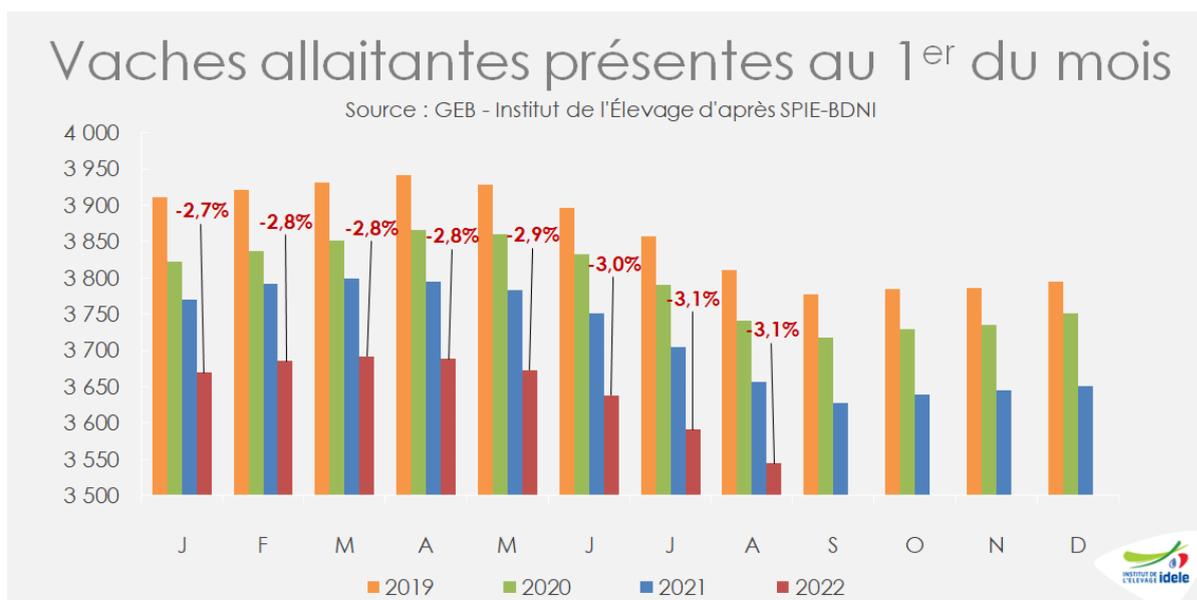
Viandes bovines » Gros bovins » France » La décapitalisation s'accélère

Dernière révision le 13 septembre 2022

Sécheresse et fortes chaleurs ont donné un coup d'accélérateur à la décapitalisation, tant en élevage laitier qu'allaitant. L'offre en gros bovins finis reste toutefois très limitée en France ce qui permet de maintenir les cours à des niveaux historiquement hauts et sur une pente légèrement ascendante. Mais ces prix ne permettent pas toujours de couvrir l'ensemble des coûts de production qui flambent.

La décapitalisation allaitante commence à affecter la production

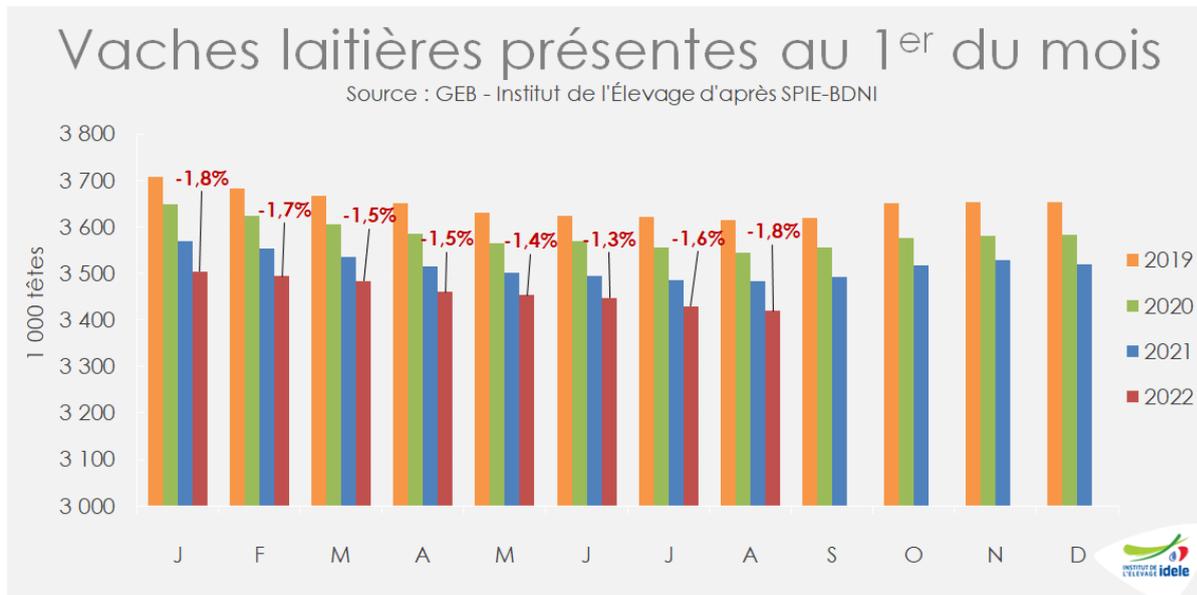
Le recul du cheptel allaitant s'est encore accéléré en début d'été. Au 1^{er} août, le nombre de vaches allaitantes présentes en France était en recul de -3,1% /2021, contre -3,0% au 1^{er} juin ou -2,7% au 1^{er} janvier. Cette accentuation de la baisse a surtout été le résultat d'une forte chute des entrées de génisses dans le troupeau de vaches : -7% en juin /2021 et -8% en juillet alors que les réformes ne se sont pas accélérées (-1% en juin et -5% en juillet). Les effectifs de génisses de 24 à 36 mois étaient par ailleurs en repli de -1,7% au 1^{er} août, une baisse moindre qu'au 1^{er} juin (-2,3%), mais qui conduira à un nouveau recul des entrées dans les mois qui viennent.



La décapitalisation qui dure maintenant depuis la fin 2016 commence à affecter les abattages. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, le nombre de vaches allaitantes abattues sur les semaines 31 à 35 a reculé de -4% /2021, et celui de génisses de type viande de -1%. Le poids moyen en baisse de -1,2% pour les vaches suggère une moins bonne finition dans un contexte de sécheresse et de cherté des aliments achetés. Le poids moyen des génisses était stable sur la même période.

Accélération de la décapitalisation laitière

Entre mars et mai, la hausse continue du prix du lait dans un contexte de prix élevé de l'aliment avait poussé les éleveurs à conserver un peu plus de vaches en maximisant l'alimentation au pâturage. Mais les conditions caniculaires et sèches de l'été ont limité la pousse de l'herbe et incité certaines à ajuster le cheptel. Ainsi, le nombre de vaches laitières était en chute de -1,8% /2021 au 1^{er} août, contre -1,3% au 1^{er} juin. Celui de génisses laitières âgées de 18 à 36 mois étaient en baisse de -4,5% /2021, de quoi fortement limiter les entrées dans le cheptel prochainement.

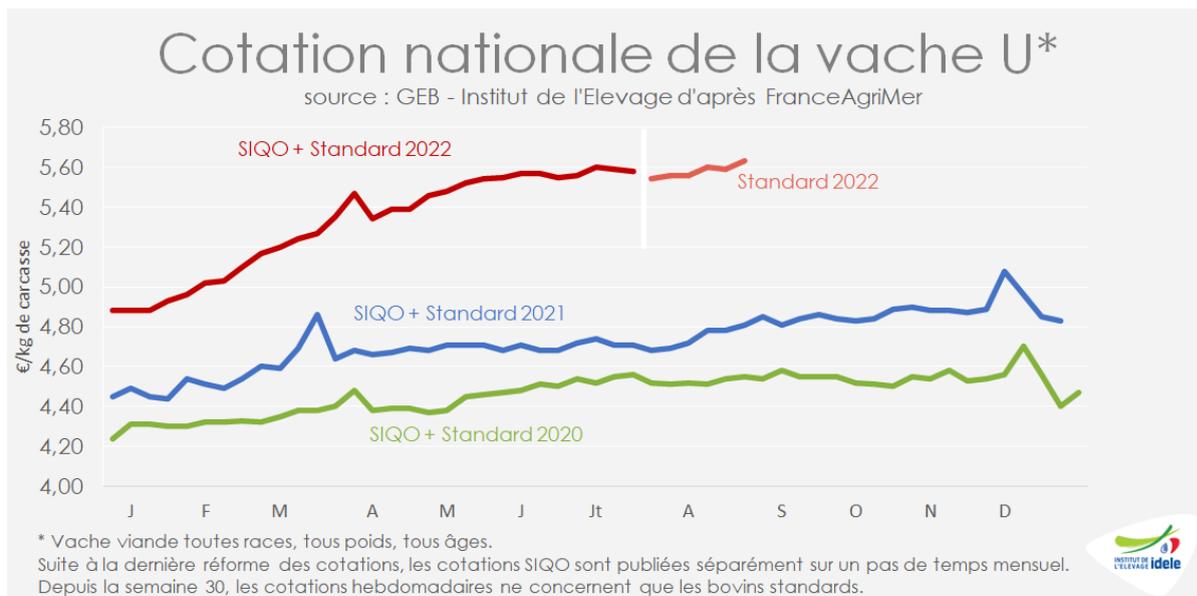


En août, les réformes laitières ont été nombreuses, suggérant une nouvelle accélération de la décapitalisation. Sur les semaines 31 à 35, les abattages de vaches laitières étaient en hausse de +3% /2021. Le poids moyen en baisse de -0,8% /2021 témoigne d'une moins bonne finition liée au manque de fourrages.

Cotations en hausse pour les vaches allaitantes, stables pour les vaches laitières et JB

Sur les semaines 31 à 35, le nombre total de vaches abattues (laitières et allaitantes) était finalement stable par rapport à l'an dernier. Mais les baisses dans les autres catégories (-7% pour les JB viande et -12% pour les JB lait) ont conduit à une offre un recul de -3% /2021 pour l'ensemble des gros bovins.

Cette offre restreinte a soutenu la hausse des prix. La vache U standard cotait 5,63 €/kg de carcasse en semaine 35, soit 11 centimes de plus qu'en semaine 30. Elle se situait par ailleurs bien au-dessus (+17%) de la cotation 2021 qui incluait alors les SIQO (Label rouge principalement).



Depuis juillet, FranceAgriMer publie des cotations SIQO sur un pas de temps mensuel. Celle de la vache de type viande tous poids toutes races de conformation U= était à 5,77 €/kg de carcasse. La valeur d'août n'était pas encore sortie lors du bouclage. Toutes les cotations sont à retrouver sur le site Visionet de FranceAgriMer.

Les cotations des vaches laitières sont restées globalement stables ces dernières semaines. La cotation de la vache laitière P+, à 4,89 €/kg de carcasse en semaine 35, dépassait de +47% son niveau de 2021.

Cotation nationale de la vache laitière P+

source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



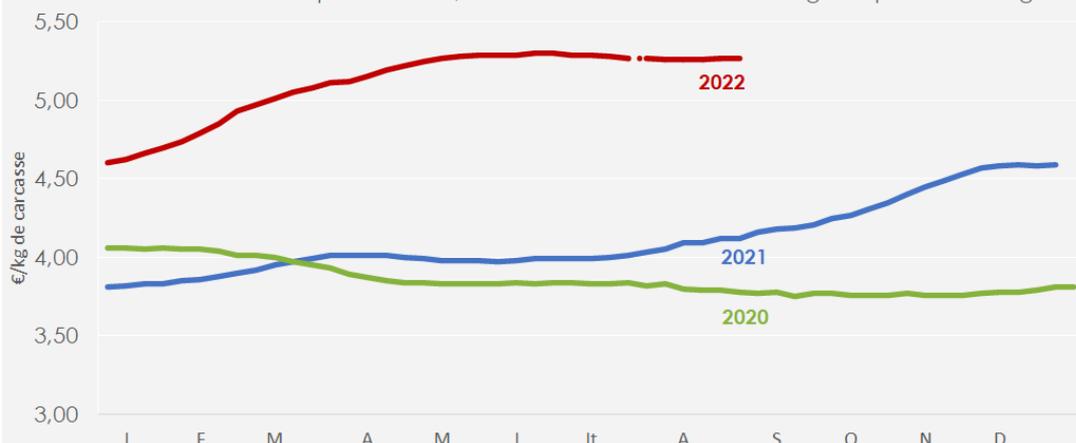
Suite à la dernière réforme, les cotations SIQO et satandard sont publiées séparément alors qu'elles étaient auparavant agrégées. Toutefois, les vaches laitières P ne pouvant prétendre aux SIQO, elles ne sont pas concernées par la rupture de série



Les cotations des jeunes bovins sont restées relativement stables tout l'été. A 5,29 €/kg de carcasse en semaine 35, celle du JB U dépassait de +27% son niveau de 2021. Le JB R cotait 5,16 €/kg (+31% /2021) et le JB O 4,96 €/kg (+43%).

Cotation nationale du JB type viande U=

Hors Blonds et parethenais ; source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Suite à la dernière réforme, les cotations SIQO et satandard sont publiées séparément alors qu'elles étaient auparavant agrégées. Toutefois, la part de SIQO dans la production de JB est très faible, nous pouvons donc considérer qu'il n'y a pas vraiment de rupture de série



Des charges en très forte hausse

Les évolutions des prix des animaux finis sont à mettre en regard de leurs prix de revient qui a considérablement augmenté du fait de la flambée des matières premières. L'Institut de l'Élevage calcule pour l'interprofession bovine un prix de revient sur une base semestrielle pour chaque catégorie de bovin. Au premier semestre 2022, il était de 5,82 €/kg pour la vache de type viande (+72 centimes pour les animaux label rouge), et de 5,64 €/kg pour les jeunes bovins de type viande. Ces prix de revient seront sans doute encore plus élevés au second semestre étant donnée l'évolution actuelle des prix des intrants.

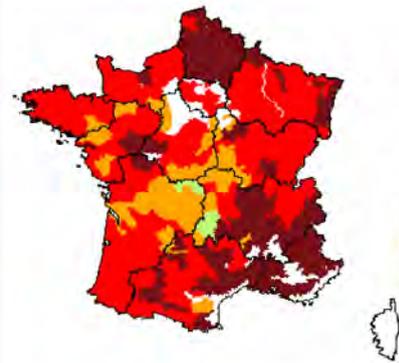
En juillet 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 136,9, en très léger recul par rapport à juin grâce à un apaisement momentané du prix des carburants, mais surtout en très forte hausse depuis deux ans (+21% /2021 et +32% /2020). L'indice des prix des aliments achetés était supérieur de +28% /2021 et +44% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +56% /2021 et +97% /2020 et celui des engrais et amendements de +86% /2021 et +135% /2020.

La sécheresse et les vagues de chaleur ont fortement impacté la productivité des prairies

D'après l'indicateur ISOP d'Agreste, la production cumulée des prairies permanentes depuis le début de l'année jusqu'au 20 août était inférieure de -31% à celle de la période de référence 1989-2018. La sécheresse extrême et les vagues de chaleur exceptionnelles enregistrées depuis mai ont en effet fortement réduit la pousse de l'herbe.

Indicateur de rendement des prairies permanentes, par région fourragère, au 20 août 2022

Source : Agreste - Isop - Météo-France - INRAE



L'indicateur de rendement des prairies permanentes Isop, à une date donnée, est égal au rapport entre la pousse cumulée à cette date depuis le début de l'année et la pousse cumulée à la même date calculée sur la période de référence 1989-2018.

La légende des graphiques et cartes présentant des ratios de pousse cumulée par rapport à une valeur de référence correspond aux classes suivantes :

- Absence de données
- Déficit important : 75 % et moins ;
- Déficit faible : de plus de 75 % à 90 % ;
- Normale : de plus de 90 % à 110 % ;
- Excédent : plus de 110 %.

Alors que selon Arvalis ou Tallage-Stratégie Grains, les rendements des céréales à paille n'ont pas été aussi médiocres que ce qu'on aurait pu craindre, les inquiétudes demeurent sur la production de maïs fourrage, car la floraison semble avoir été très affectée par les épisodes caniculaires du début d'été, tandis que la sécheresse a ensuite affecté la croissance malgré des orages épars.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

L'inflation alimentaire française reste moins forte qu'ailleurs en UE

Dernière révision le 13 septembre 2022

L'inflation alimentaire a poursuivi sa progression en France, à un degré moindre que dans le reste de la zone euro. Les ventes au détail ont ainsi progressé en valeur mais pas en volume. Le dynamisme de la RHD continue de soutenir la demande à l'import.

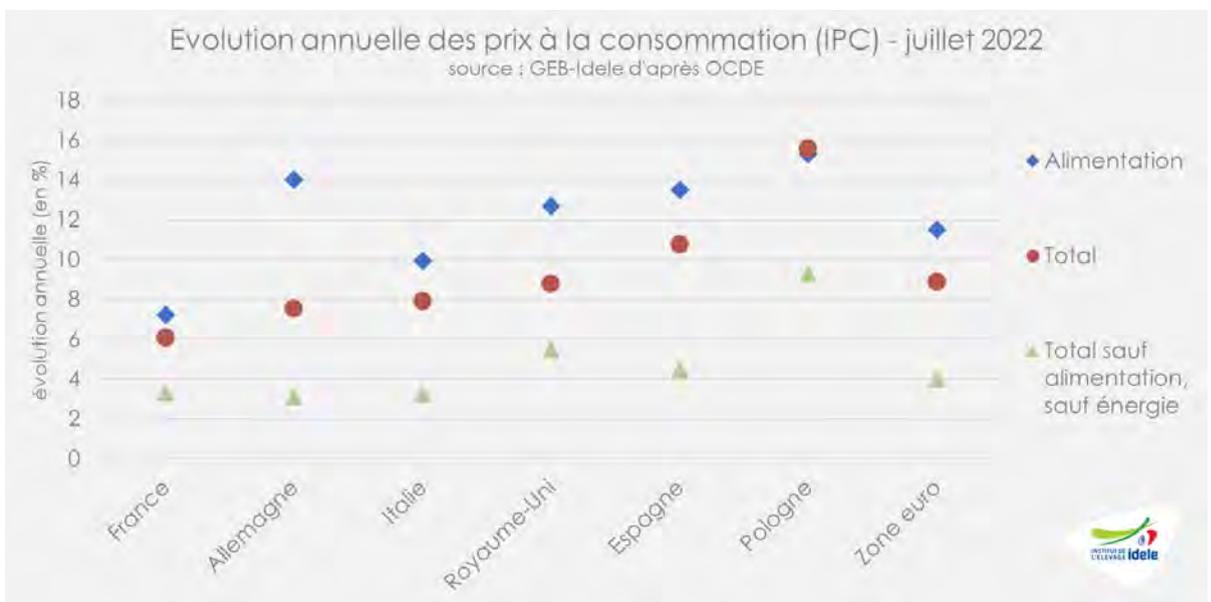
Inflation alimentaire toujours soutenue

En août 2022, le rythme de progression de l'indice général des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a légèrement ralenti (+6,5% sur un an, après le +6,8% de juillet) d'après les estimations de l'INSEE. Mais l'inflation sur les produits alimentaires reste soutenue : l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'alimentation était à nouveau en hausse (+7,7%/août 2021 après le +6,8% de juillet).

Indices des prix à la consommation			
Évolutions annuelles (en %) ; base 100 : année 2015			
Source : Idele-GEB d'après INSEE			
	Août 2021	Juillet 2022	Août 2022 (p)
Ensemble IPC*	1,9	6,1	5,8
Alimentation	1,3	6,8	7,7
- Produits frais	6,8	5,2	3,0
- Autre alimentation	0,4	7,1	8,5
Tabac	5,1	0,1	0,1
Energie	12,7	28,5	22,2
Produits manufacturés	1,1	2,7	3,5
Service	0,7	3,9	3,9
Ensemble IPCH**	2,4	6,8	6,5

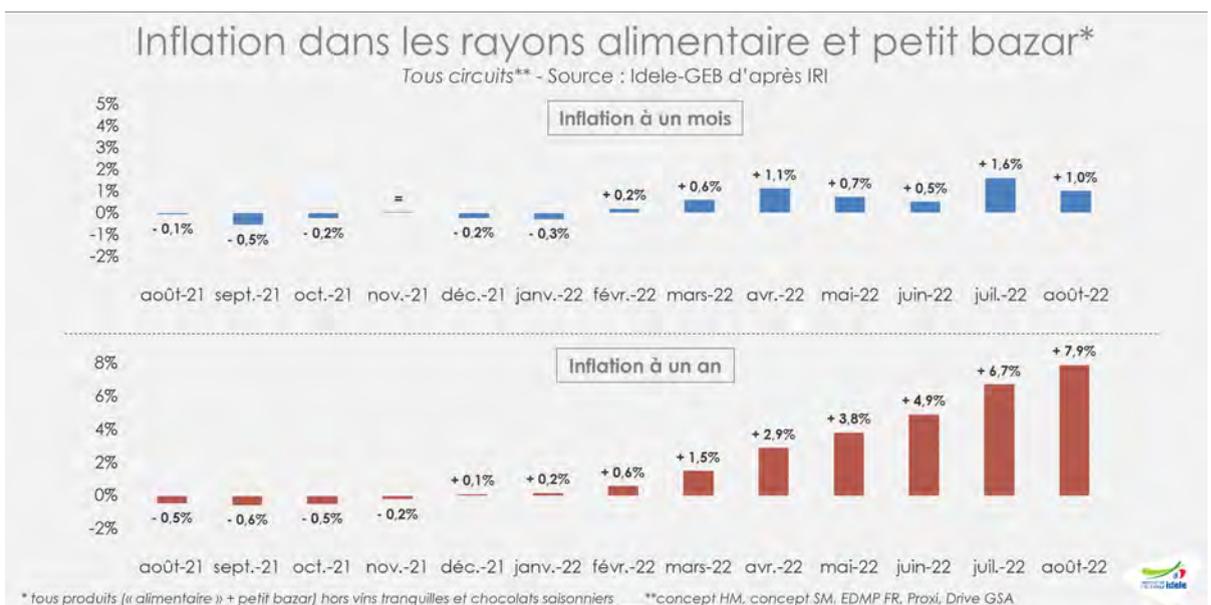
(p) : données provisoires
* Indice des prix à la consommation ** Indice des prix à la consommation harmonisé (la principale différence entre l'IPCH et l'IPC porte sur les dépenses de santé : l'IPCH suit des prix nets des remboursements de la sécurité sociale tandis que l'IPC suit des prix bruts.)

L'inflation en France demeure cependant inférieure au reste de la zone euro. En effet, le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à +9,1% en août 2022, contre +8,9% en juillet d'après Eurostat. C'est notamment le cas pour le poste alimentation, alcool & tabac (+10,6%/août 2021, comparé à +9,8% en juillet).

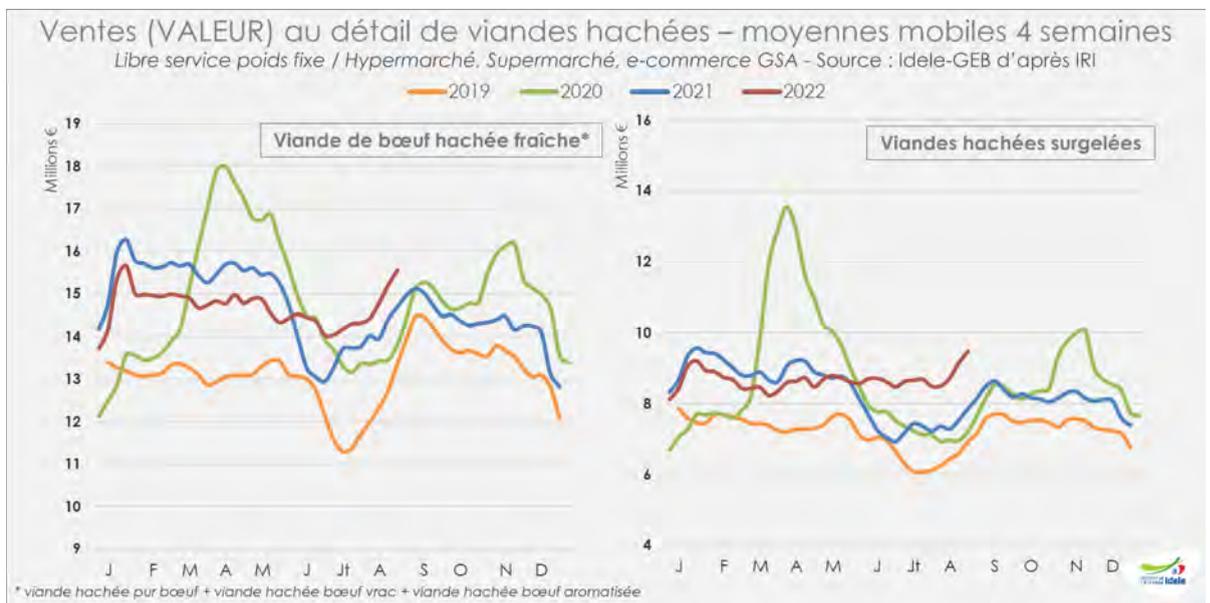


L'inflation soutenue participe à la progression des ventes en valeur de la grande distribution

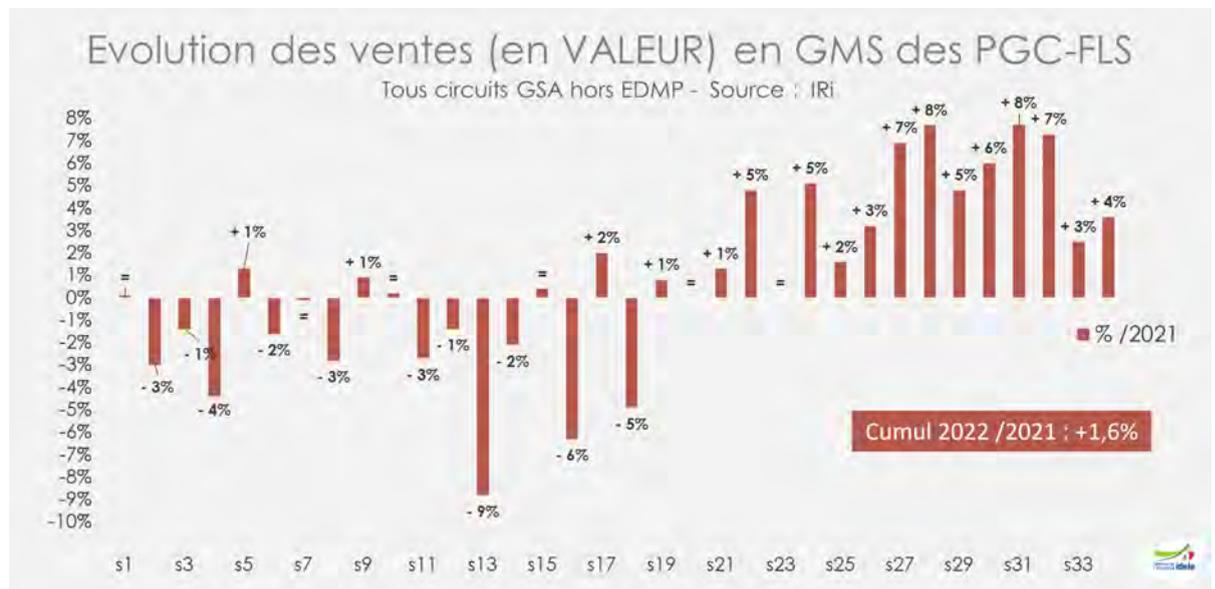
L'inflation dans les rayons « alimentaire et petit bazar » a de nouveau progressé en juillet puis en août d'après IRI. En août, elle a ainsi atteint +7,9% /2021 contre +6,7% en juillet et +4,9% en juin. Tous les rayons sont touchés comme le rayon des produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) où l'inflation a atteint +9,3% /août 2021 et le rayon des surgelés (dont les viandes congelées) où elle a approché les +10,1% /2021.



Parmi les 10 catégories les plus touchées par l'inflation, les viandes hachées surgelées figuraient à nouveau la 1^{ère} place en août (+29% /2021) et les viandes hachées du rayon frais la seconde (+22%), devant les pâtes, les margarines ou encore le café. **Les ventes de viandes hachées** ont encore ainsi fortement progressé **en valeur durant tout l'été**. En cumul sur 34 semaines, elles dépassent nettement les niveaux d'avant pandémie pour le bœuf haché frais (-1% /2021, mais +15% /2019) et le haché surgelé (-1% /2021, mais +18% /2019).

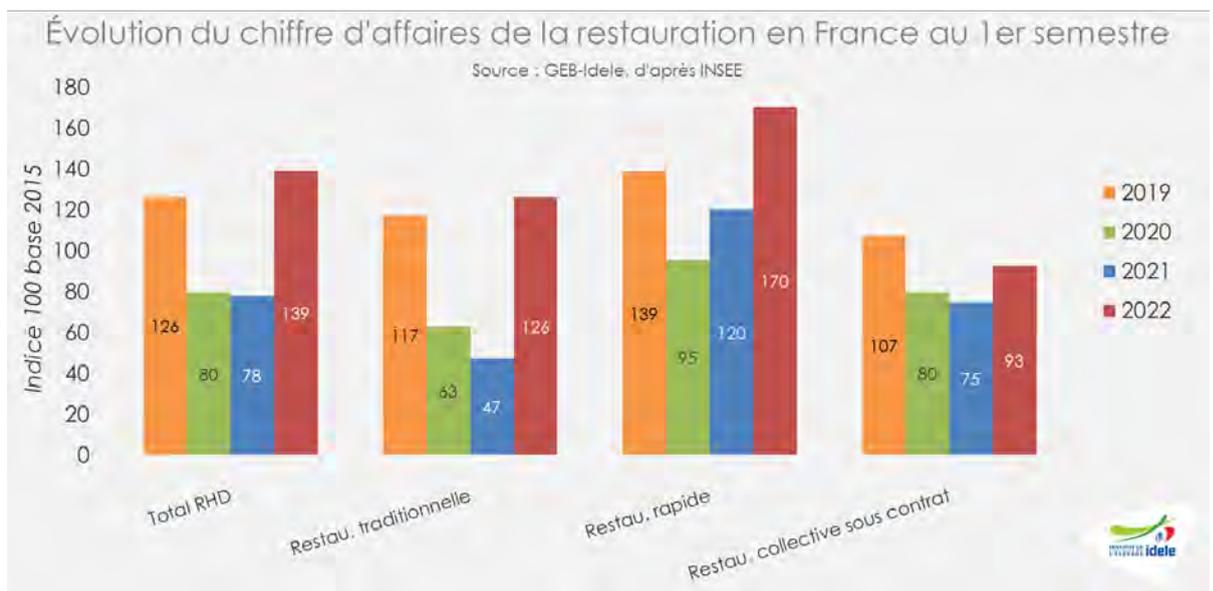


La progression de l'inflation participe à la hausse générale du chiffre d'affaires de la distribution des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS). D'après IRI sur 34 semaines, elles étaient désormais supérieures à l'année dernière (+2% /2021). Ce n'est pas le cas en volume (-2% /2021).



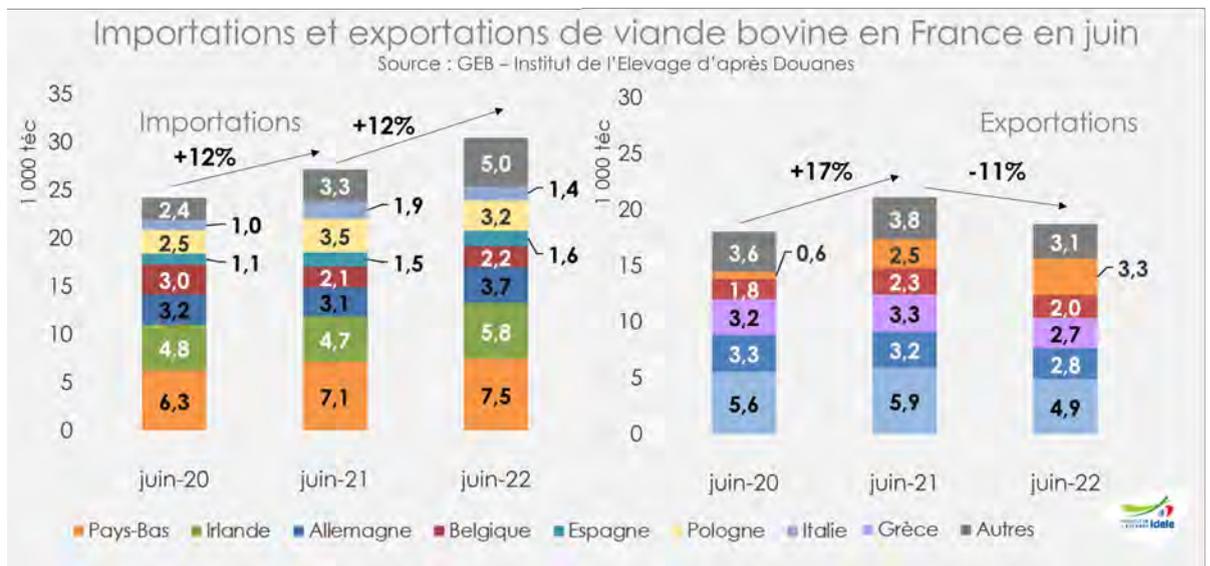
Le chiffre d'affaires de la RHD a progressé au premier semestre en France

Sur le **premier semestre 2022**, le chiffre d'affaires global de la RHD **en France** a progressé, dépassant nettement le niveau d'avant pandémie (+78% /2021 et +10% /2019). C'est notamment le cas pour le secteur de la restauration rapide, consommateur de viande hachée (+42% /2021 et +23% /2019), et dans une moindre mesure pour la restauration traditionnelle (x2,7 /2021 et +8% /2019). La restauration collective restait en retrait avec le développement du télétravail notamment (+24% /2021 mais -14% /2019).



Les importations ont progressé en juin, pas les exportations

En **juin 2022**, les importations françaises de viande bovine ont poursuivi leur progression sur un an d'après les **Douanes françaises**. Elles ont dépassé les 30 000 téc (+12% /2021 et +26% /2020). Les exportations ont marqué le pas, à moins de 19 000 téc (-11% /2021, mais +4% /2020).

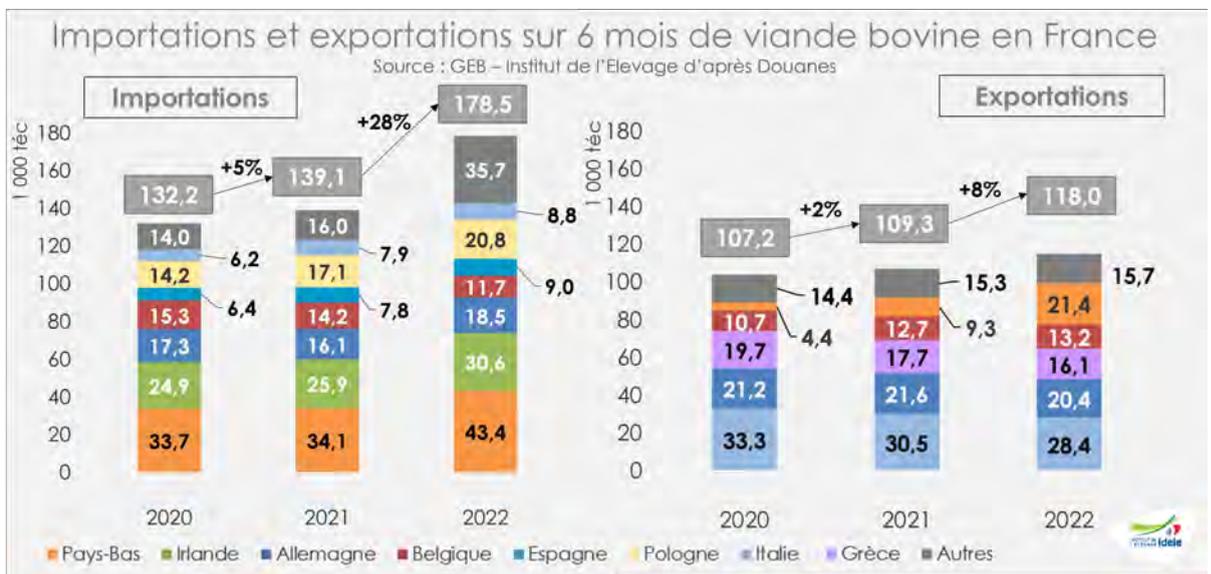


En cumulé **sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2022**, le commerce extérieur français a poursuivi sa progression, supérieur à l'avant pandémie :

- Les exportations ont totalisé 118 000 téc (+28% /2021, +35% /2020 et +6% /2019) ;
- Les importations ont atteint 179 000 téc (+8% /2021, +10% /2020 et +3% /2019).

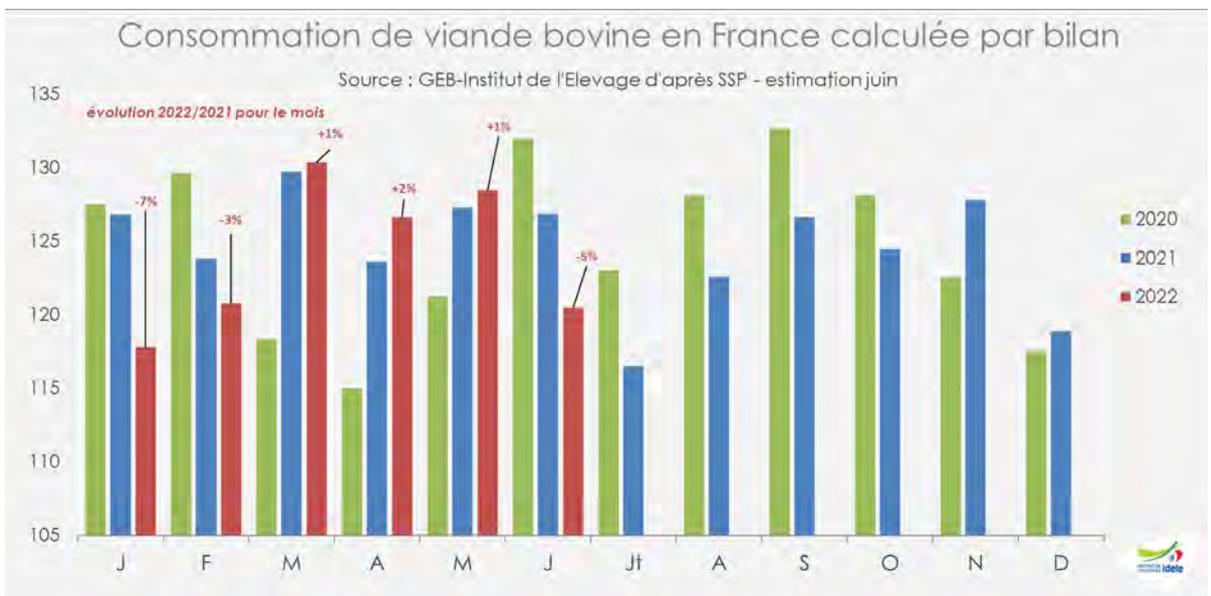
Cette hausse est partiellement liée au *Brexit*. Pour simplifier les nouvelles procédures douanières, certains importateurs néerlandais dédouanent en France les viandes achetées au Royaume-Uni avant de les réexpédier vers les Pays-Bas. Ainsi, en 6 mois :

- Les importations françaises depuis le Royaume-Uni ont approché les 25 000 téc (≈x3 /2021) ...
- ... quand les exportations vers les Pays-Bas ont dépassé les 21 000 téc (≈x2 /2021).

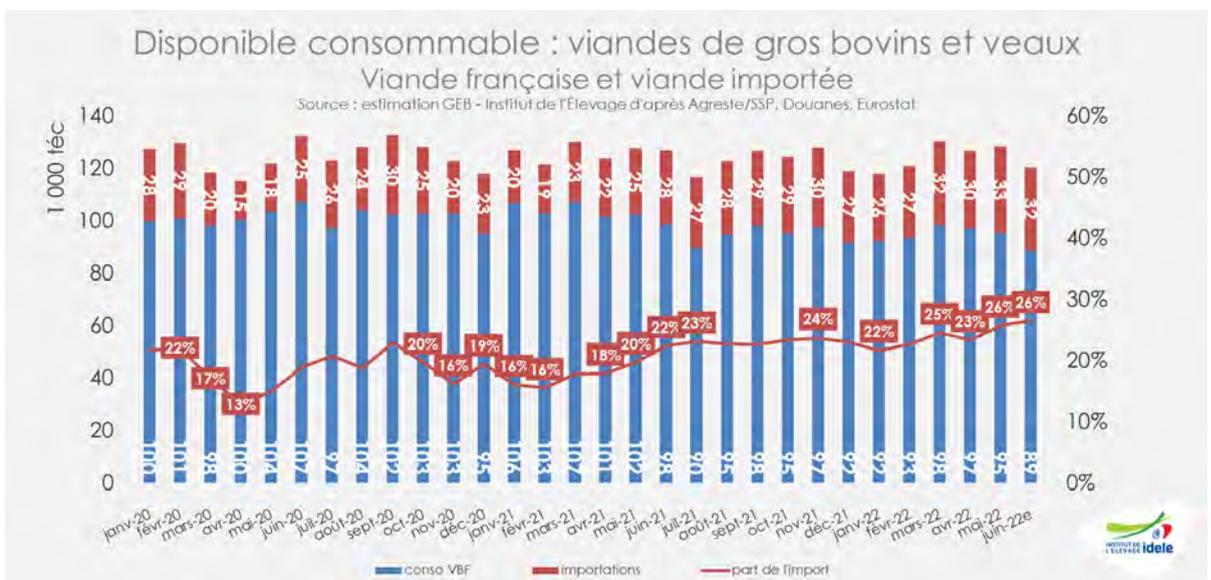


La consommation par bilan en léger recul sur le premier semestre

Après 3 mois consécutif de hausse, la consommation calculée par bilan a reculé en juin 2022 à 121 000 téc d'après nos estimations (-5% /2021 et -9% /2020). En cumul sur six mois, la baisse est limitée et la consommation avoisine les 745 000 téc (-2% /2021 ; = /2020).



Avec de moindres disponibilités et des importations plus importantes que durant la pandémie, la proportion d'import dans les disponibilités totales atteignait 26% en juin 2022 pour le deuxième mois consécutif.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

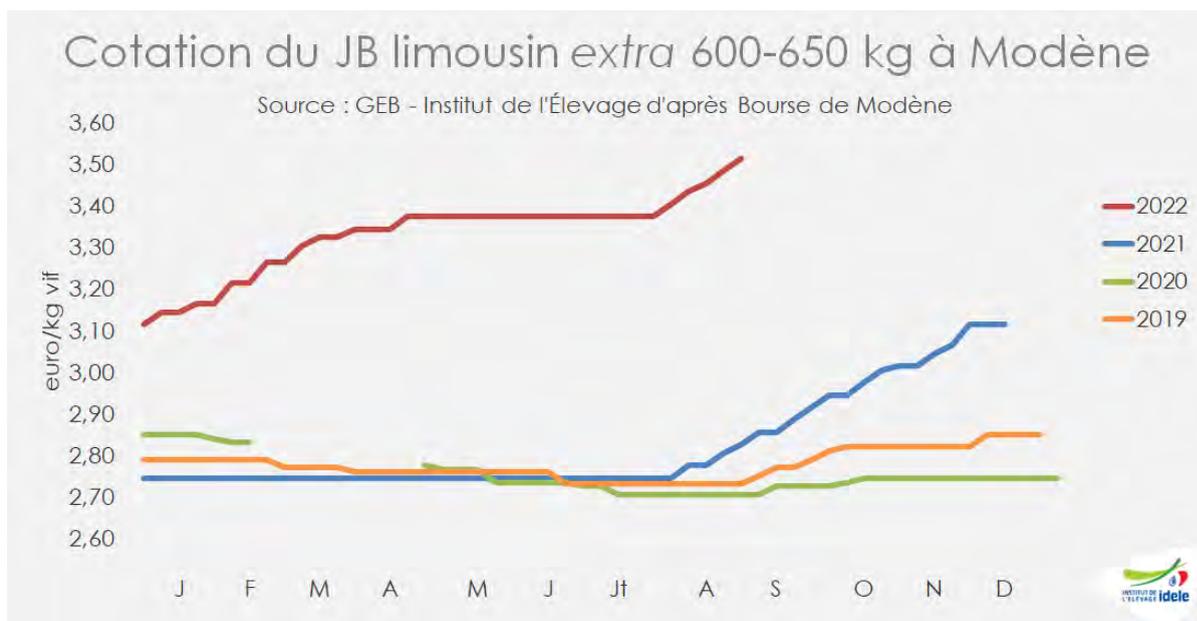
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Hausse des cours

Dernière révision le 13 septembre 2022

Les prix des JB finis sont à la hausse chez nos voisins européens en raison d'une offre globalement limitée. Certes, la demande subit l'inflation galopante qui réduit le pouvoir d'achat, mais la viande bovine reste une valeur sûre pour les ménages et son prix au détail augmente finalement moins que celui de la volaille.

ITALIE : les cours ont démarré leur hausse saisonnière

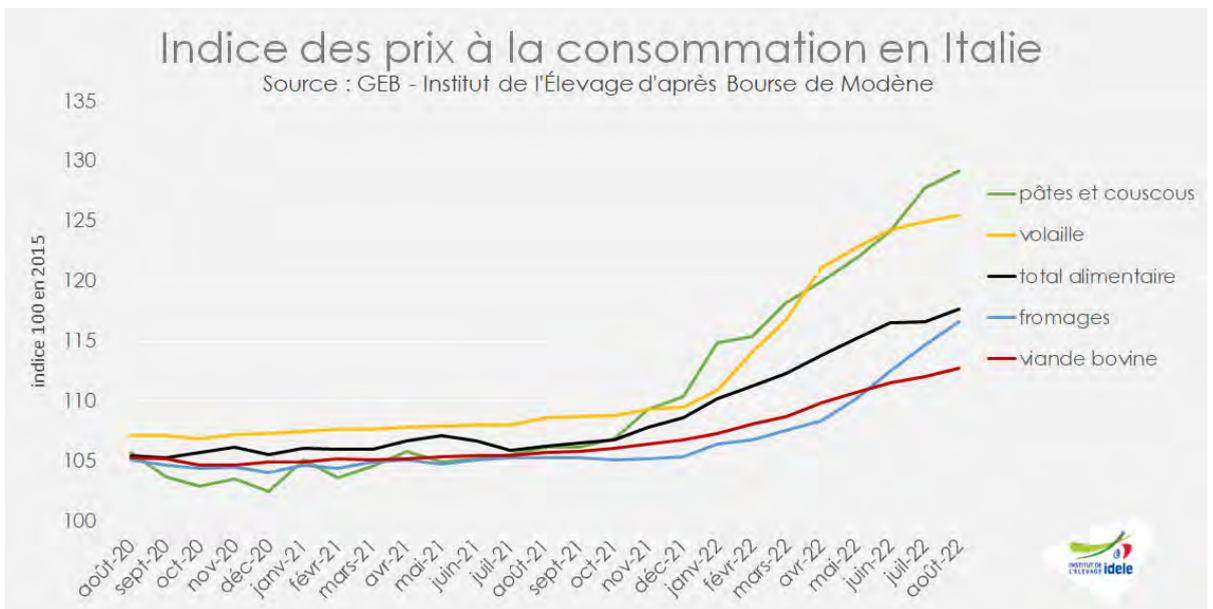
En **Italie**, les cotations des jeunes bovins ont entamé leur hausse saisonnière. La demande semble ainsi bien se tenir face à une offre limitée. Le mâle charolais de 1^{ère} catégorie à Modène a gagné 11 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,33 €/kg vif début septembre (+28% /2021). Le mâle limousin Extra a gagné également 11 centimes à 3,52 €/kg vif (+24% /2021).



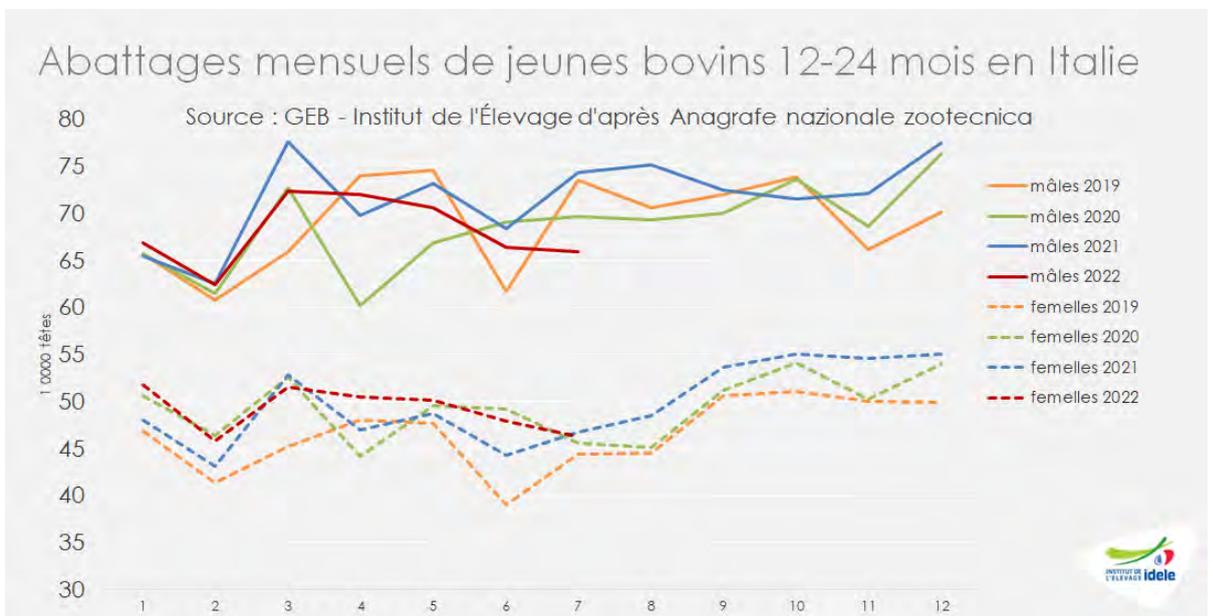
Les cotations des femelles ont gagné 8 centimes en 4 semaines, à 3,32 €/kg vif pour la Charolaise (+24% /2021) et 3,53 €/kg pour la Limousine (+22%).

Ces hausses de prix sont les bienvenues pour amortir la hausse des coûts de production. L'indice (analogue à l'IPAMPA français) « jeunes bovins d'abattage » calculé trimestriellement par l'ISMEA, en base 100 en 2015, a atteint 130,1 au 2^{ème} trimestre (+18% /2021 et +19% /2020). Les 2 postes principaux de cet indice composite sont l'achat du brouillard (63%) et l'alimentation des animaux (24%).

L'inflation a poursuivi son accélération en août selon Istat (+8,4% /2021 contre +7,9% en juillet). L'indice des prix à la consommation des produits alimentaires est passé à +10,7% /2021, contre +10,1% en juillet. L'inflation est moindre pour la viande bovine que pour les autres produits animaux, à +6,7% en août, contre +15,6% pour la volaille, +15,2% pour les œufs et +10,7% pour les fromages.



D'après la base de données Anagrafe zootecnica, les abattages ont été limités en début d'été. Sur les 2 mois de juin et juillet, 226 000 bovins de 12 à 24 mois ont été abattus (-4% /2021) dont 132 000 mâles (-7%) et 94 000 femelles (+3%).

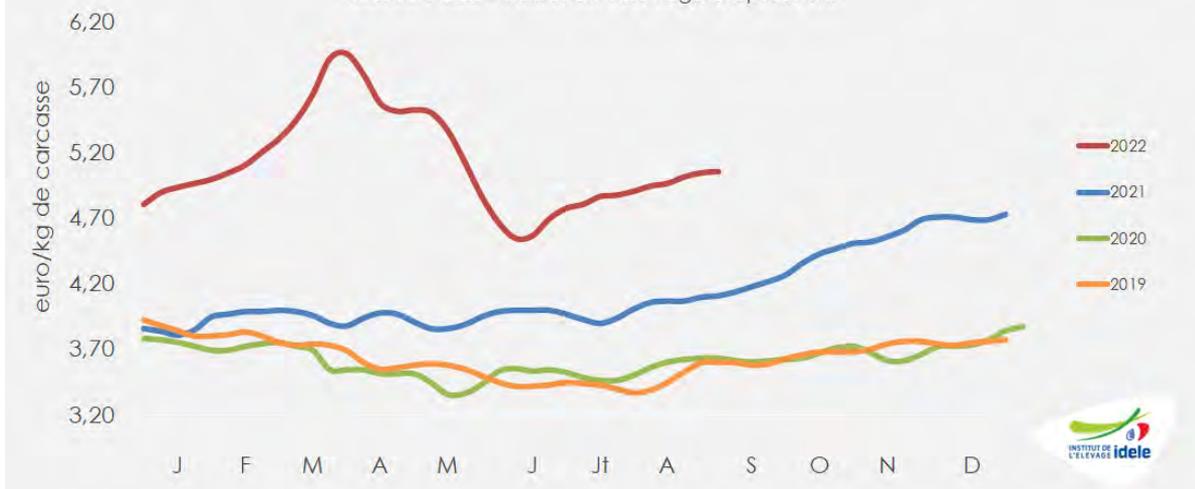


ALLEMAGNE : offre restreinte, prix en hausse

En **Allemagne**, le marché est équilibré et les prix poursuivent leur hausse saisonnière. Les cotations des jeunes bovins ont gagné entre +7 et +11 centimes en 4 semaines selon les conformations et se situent toutes à +23% /2021 début septembre, soit 5,06 €/kg de carcasse pour le JB U, 4,99 €/kg pour le JB R et 4,75 pour le JB O.

Cotation du JB U en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



L'offre de jeunes bovins est très limitée. Sur les 8 semaines 28 à 35, les abattages de jeunes bovins ont enregistré une baisse significative par rapport aux années précédentes (-8% /2021 et -7% /2020).

L'inflation est très forte en Allemagne (+7,9% /2021 en août) et en particulier l'inflation alimentaire (+16,6%), ce qui réduit le pouvoir d'achat des ménages. Toutefois les experts allemands d'AMI sont confiants sur une bonne tenue de la demande en viande bovine à l'automne avec l'arrivée des températures plus fraîches, quand les Allemands devront se tourner vers des plats plus consistants.

D'après Gfk, les achats de viande bovine par les ménages sur les 7 premiers mois de l'année étaient en recul par rapport aux années précédentes (-23% /2021, mais seulement -3% /2019). Rappelons qu'en 2021, la fermeture des restaurants avait engendré comme ailleurs en Europe un report important sur la consommation à domicile.

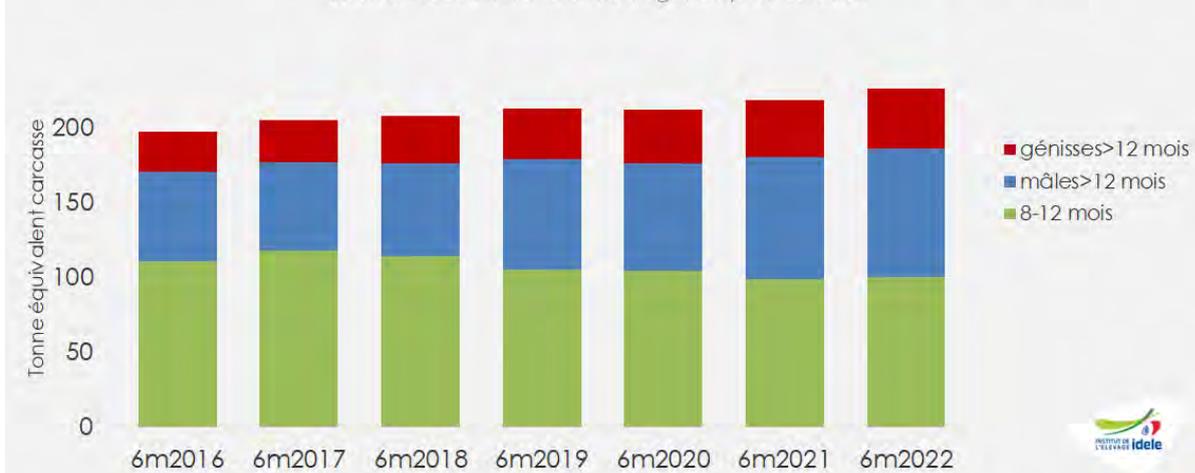
ESPAGNE : la hausse de production n'empêche pas celle des prix

En **Espagne**, la production de jeunes bovins poursuit sa hausse. Certes, la flambée des prix des matières premières inquiète dans un pays où l'engraissement est principalement basé sur des rations sèches très dépendantes de l'importation de céréales et d'oléagineux et où le coût alimentaire représente plus de la moitié du coût de production d'un JB. Mais il semble que pour l'instant les systèmes parviennent à y faire face, en témoigne le maintien des flux de petits veaux français vers l'Espagne.

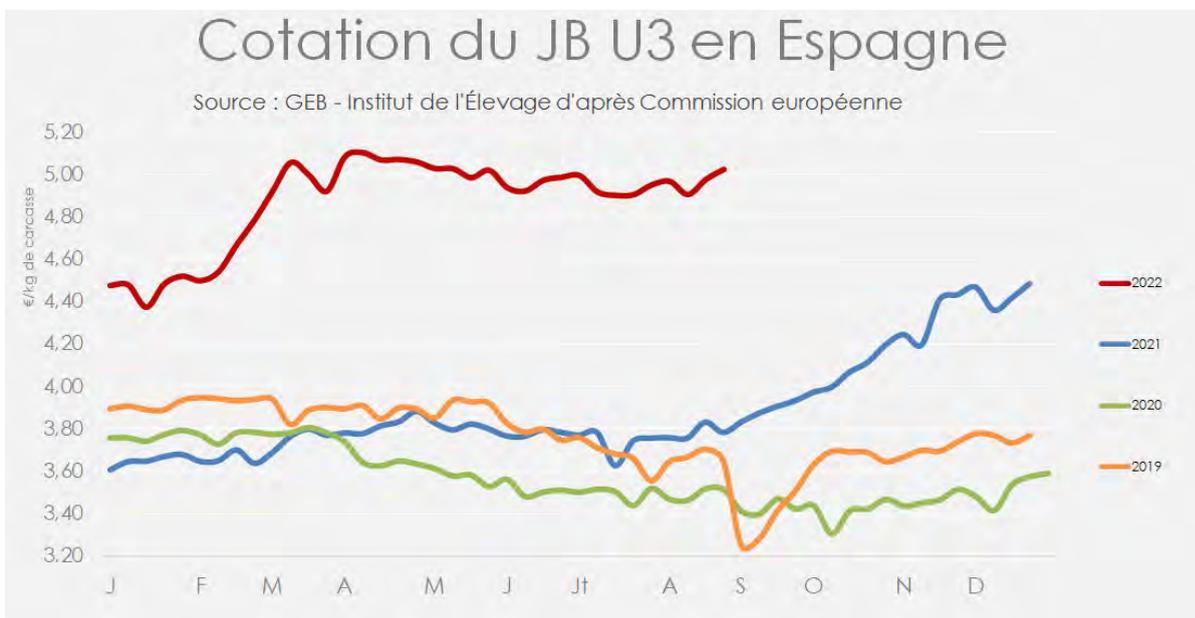
Sur les 6 premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins ont totalisé 196 000 téc (+5% /2021), dont 71 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (+7% /2021), 85 000 téc de taurillons (+4% /2021) et 40 000 téc de génisses (+4% /2021). A cette production abattue croissante s'ajoute des exports de bovins finis eux aussi en hausse de +24% /2021 à 116 000 têtes sur le premier semestre. Les exportations de bovins vivants ont ainsi concerné 8% des bovins produits dans le pays sur les 6 premiers mois de l'année.

Abattages de jeunes bovins mâles et femelles en Espagne sur les 6 premiers mois de l'année

source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat



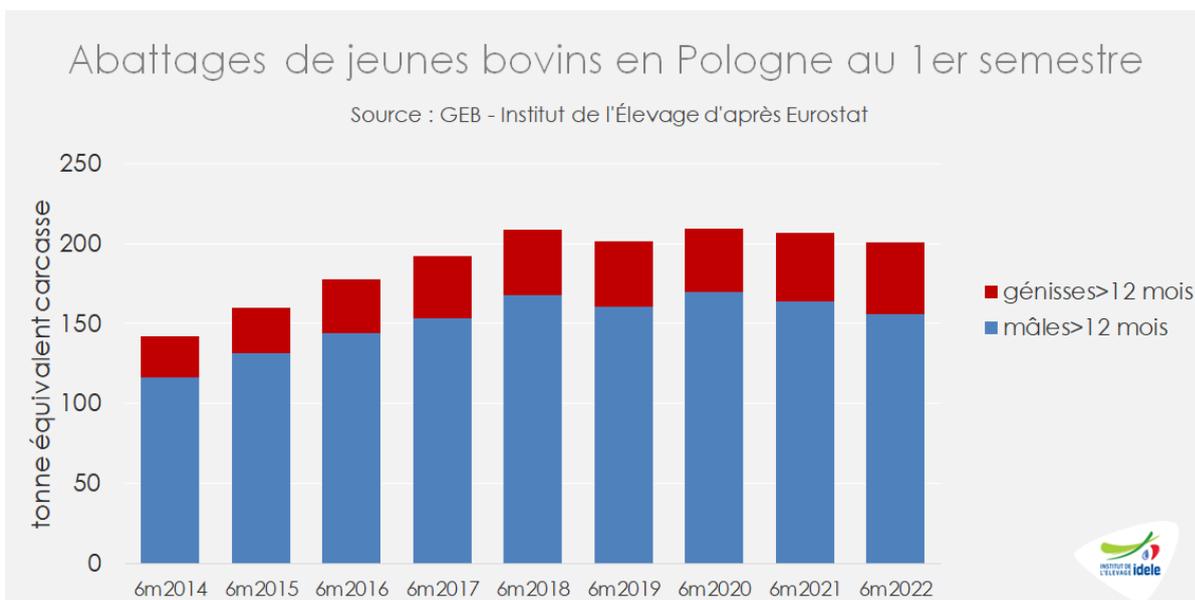
Malgré la hausse des sorties, les prix ont enclenché une petite hausse saisonnière grâce à la baisse des températures qui stimule la demande sur le marché européen. Le JB U espagnol cotait 5,03 €/kgéc en semaine 35 (+33% /2021) et le JB R 4,96 €/kgéc (+32% /2021).



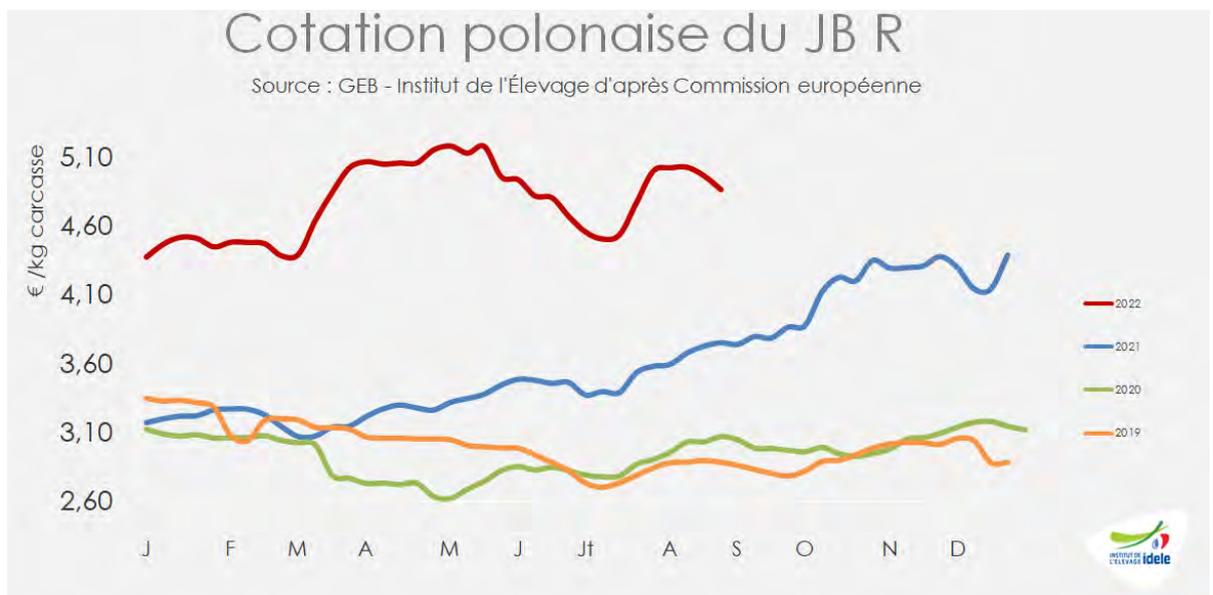
La demande nationale est plus en retrait du fait de la très forte inflation (+10,4% en août) qui bride la consommation.

POLOGNE : baisse de production au 1^{er} semestre

En **Pologne**, la production de jeunes bovins plafonne très nettement. Sur les 6 premiers mois de l'année, les volumes de jeunes bovins mâles et femelles abattus n'ont totalisé que 201 000 téc (-3% /2021 et -4% /2020), dont 156 000 téc de taurillons (-5% /2021) et 45 000 téc de génisses (+5%). La part croissante de femelles dans la production témoigne d'une part de la difficulté croissante à trouver des veaux mâles (à 156 €/tête début septembre, les veaux mâles laitiers polonais étaient de loin les plus chers d'Europe) et d'autre part de la mise en place d'une filière génisse pour servir le marché italien.



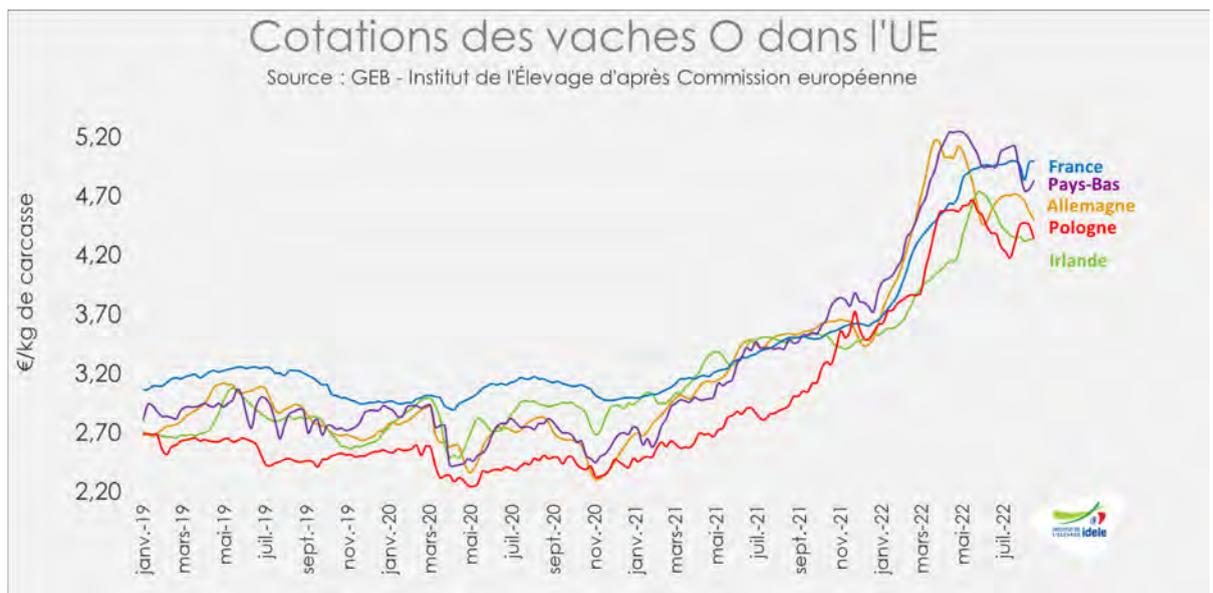
La cotation du JB R polonais oscille à un haut niveau. Elle s'établissait début septembre à 4,87 €/kg de carcasse (+30% /2021). Elle n'est plus très loin de la moyenne européenne (4,99 €/kg en semaine 35, soit +26% /2021).



Viandes bovines » Femelles » Europe » Les cotations oscillent à des niveaux supérieurs aux années précédentes

Dernière révision le 13 septembre 2022

Les cotations des réformes en Europe restent largement supérieures aux années précédentes. Malgré la sécheresse et le manque de fourrages dans une grande partie de l'UE, l'offre est globalement restée limitée alors que la demande a été affectée dans certains pays par une inflation galopante puis par la canicule.



ALLEMAGNE : Entre inflation et léger rebond des abattages.

En **Allemagne**, l'inflation est restée élevée au cœur de l'été à +7,9% /août 2021 d'après l'institut de statistique Destatis. La hausse des prix de l'alimentation était beaucoup plus marquée encore : +16,6% /août 2021. Début septembre, et alors que la Russie annonçait l'interruption du gazoduc Nord Stream 1 le principal canal d'importation en Europe, le gouvernement allemand annonçait la mise en œuvre d'un troisième plan d'aide de 65 milliards d'euros pour les ménages et pour les entreprises. Au total, les trois plans totalisent près de 95 milliards d'euros. Avec plus de 2,6% du PIB national, c'est le plus haut niveau de soutien au sein de l'UE.

En attendant de constater d'éventuels effets de ces plans d'aide, les ventes au détail de viande ont continué de diminuer par rapport à l'année dernière. C'est d'abord un effet de la fin des mesures de restriction autour de la RHD, mais aussi une conséquence de la forte inflation. En cumul sur les 7 premiers mois de l'année, les ventes au détail de viandes ont reculé de -14% /2021 en volume. C'est encore plus vrai pour la viande bovine (-23%), mais il s'agit avant tout d'un effet de report du détail vers la RHD. La baisse des ventes au détail par rapport à l'avant pandémie restait beaucoup plus limitée, estimée à -3% /2019.

Consommation de viandes, saucisses et volaille par les ménages allemands de janvier à juillet 2022

source : AMI, d'après GfK-Haushaltspanel

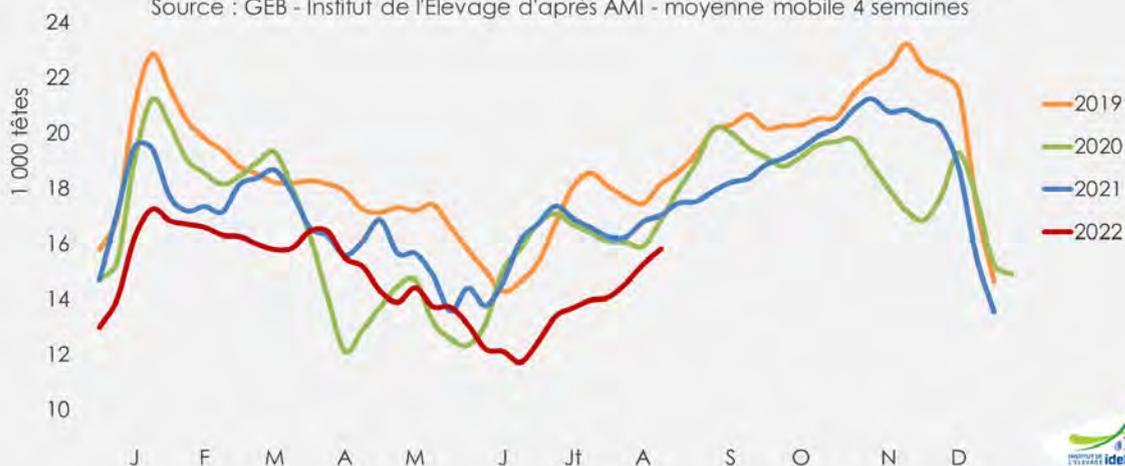
évolution /2021 (%)	Volume	Valeur	Prix
Viande de volaille	-13,2%	0	+15,2%
Viande bovine	-23,0%	-13,7%	+12,1%
Mix porc / viande bovine	-12,1%	+6,3%	+20,9%
Viandes pour saucisse	-7,8%	-3,3%	+4,9%
Viande de porc	-12,8%	-7,6%	+5,9%
Substituts de viande	+13,0%	+11,7%	-1,1%



Bien que toujours relativement faibles, les effectifs de vaches à abattre se sont redressés au cours de l'été dans un contexte de sécheresse et de hausse des prix des aliments. Entre les semaines 31 à 34, les abattages de réformes étaient toujours en retrait, mais plus limités que les semaines précédentes (-7% /2021 et -6% /2020).

Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne

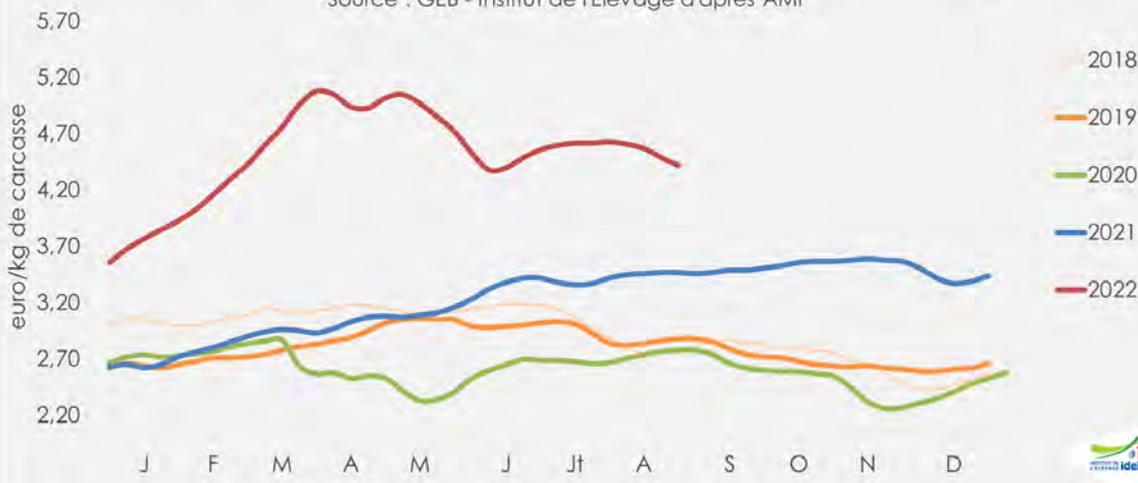
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



En parallèle, la demande des abattoirs en réformes a été moindre qu'en JB. Les cours des vaches ont subi un réajustement à la baisse, mais restent soutenus : la cotation de la vache O a perdu 20 centimes entre les semaines 31 et 34 à 4,42 €/kgéc (+27% /2021 et +50% /2020). D'après AMI, la demande devrait rebondir à l'automne permettant d'envisager des hausses de prix en septembre.

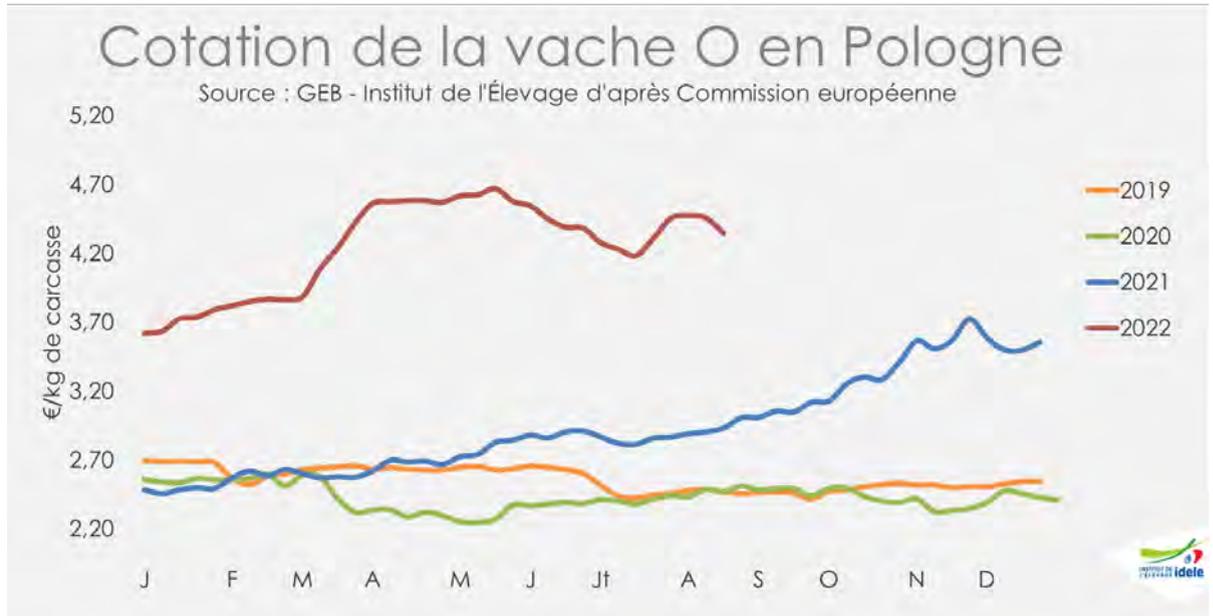
Cotation de la vache O en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



POLOGNE : la cotation de la vache O toujours au-dessus des 4,20 €

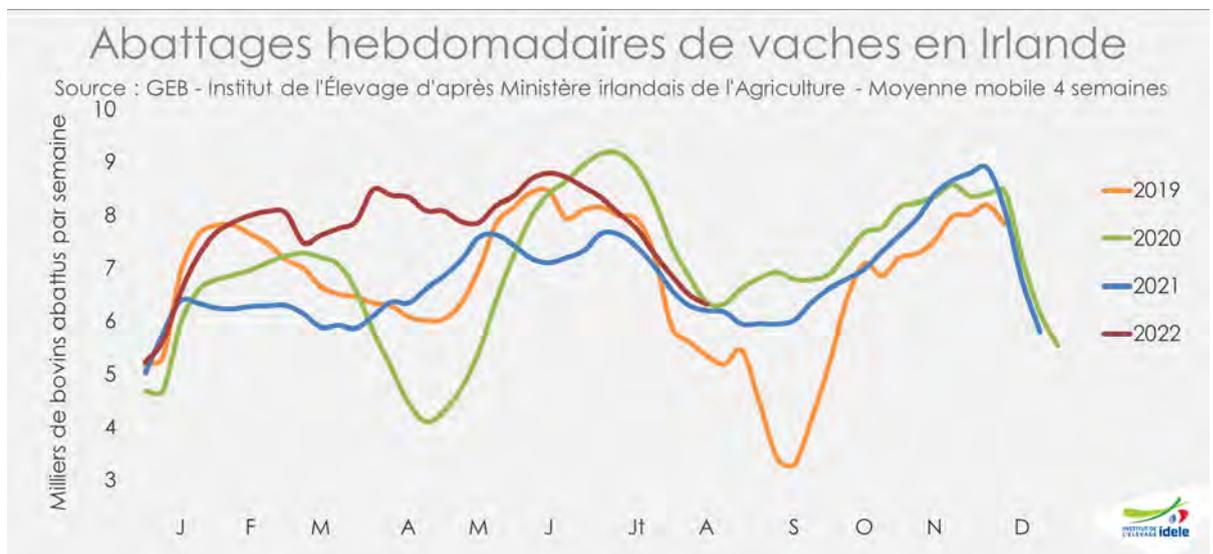
En **Pologne**, les cotations continuent de fluctuer à des niveaux très supérieurs aux années précédentes. Après une phase de hausse, le cours de la vache O a perdu 13 centimes en deux semaines pour atteindre 4,35 €/kg de carcasse en semaine 34 (+51% /2021 et +76% /2020).



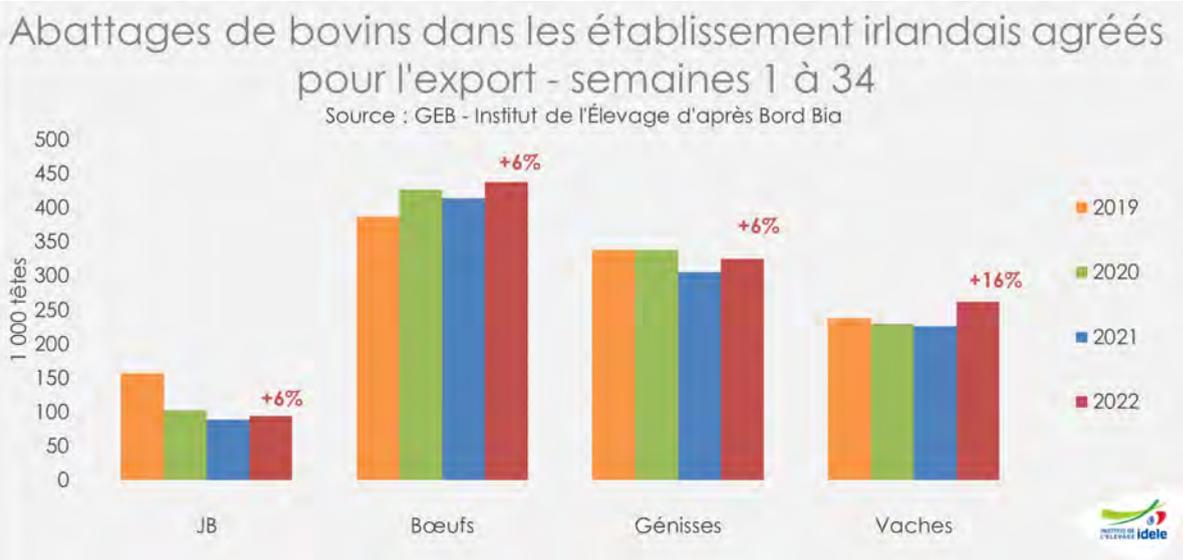
Face à une inflation croissante partout en Europe, la demande en viande de réforme, plutôt soutenue au 1^{er} semestre, semble avoir désormais légèrement ralenti. Mais l'offre de femelles en ferme est plus limitée compte tenu de la forte baisse du cheptel enregistrée en début d'année.

IRLANDE : l'inflation n'a pas vraiment impacté la demande en viande irlandaise

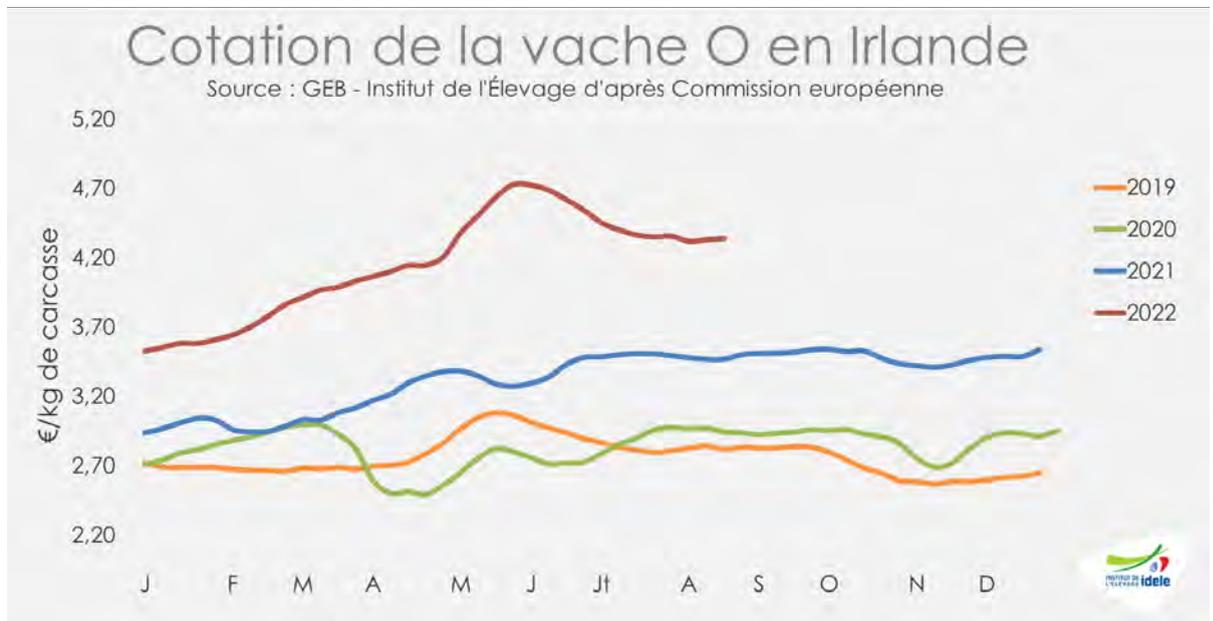
En **Irlande**, les abattages de réformes sont restés dynamiques bien qu'en léger retrait. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, entre les semaines 31 et 34, les niveaux d'abattages de vaches étaient intermédiaires par rapport aux années précédentes (+2% /2021 et -1% /2020).



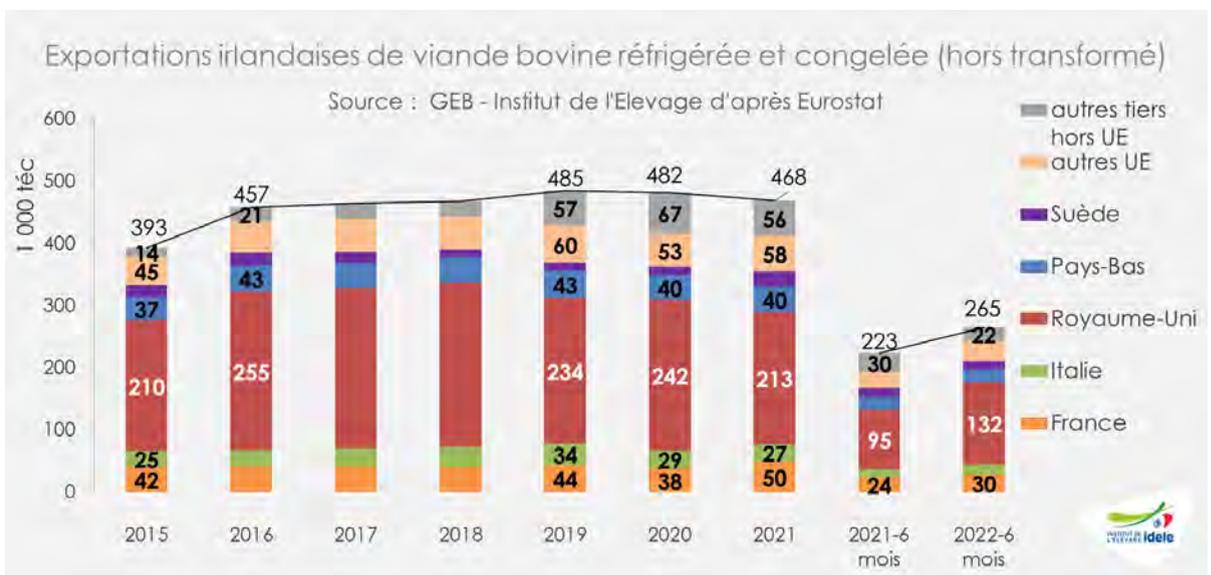
Mais en cumul depuis le début de l'année, les abattages dans les établissements irlandais agréés pour l'export ont été en hausse (+16% /2021, +14% /2020 et +10% /2019).



D'après *Bord Bia*, la poursuite de la hausse de l'inflation en Europe a limité le pouvoir d'achat des consommateurs. Et avec une météo caniculaire, les cotations ont été légèrement sous pression au cœur de l'été. Elles sont désormais stables depuis plusieurs semaines. Le cours de la vache O atteignait 4,34 €/kg en semaine 34, toujours bien supérieur aux années précédentes (+24% /2021 et +47% /2020).



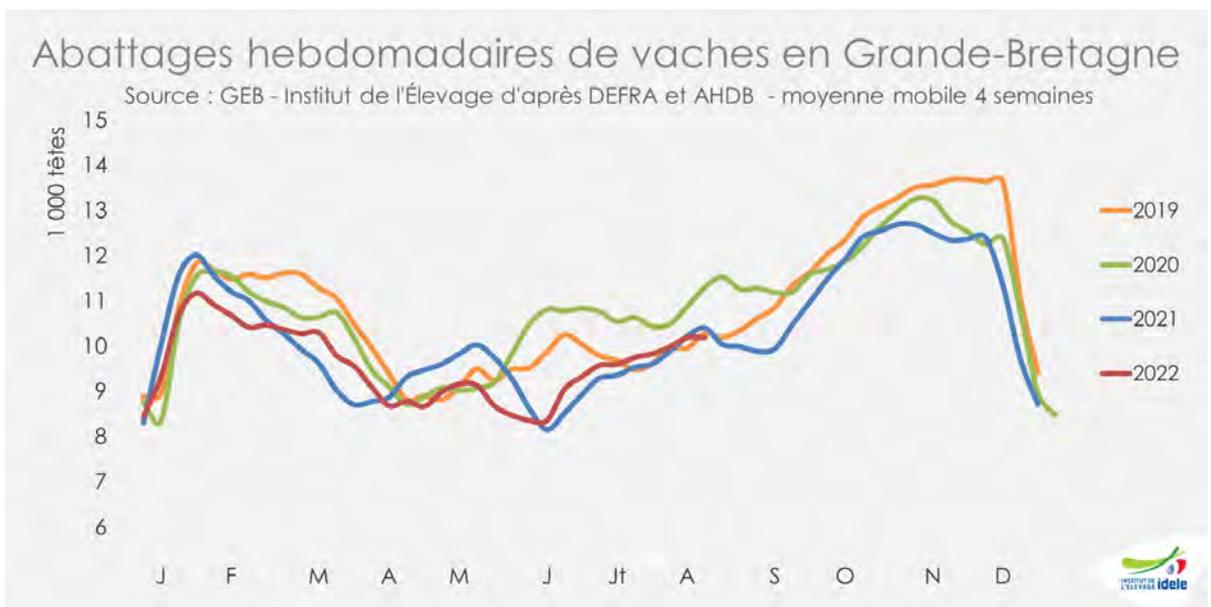
Jusqu'ici portées par une demande soutenue sur le marché européen au 1^{er} semestre 2022, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont augmenté. En cumul sur 6 mois, elles ont atteint 291 000 téc (+20% /2021 et +14% /2020) en hausse surtout vers le Royaume-Uni (+39% /2021, + 37 ktéc !), puis vers la France (+23%) essentiellement au détriment des autres pays-tiers (-27%).



A plus long terme, le plan du gouvernement irlandais pour réduire de 25% les émissions de gaz à effet de serre (GES) devrait avoir un effet sur les effectifs de bovins. Le ministère de l'Agriculture estime que la réforme de 10 000 vaches permettrait de réduire les émissions de GES de 45 000 tonnes équivalent CO₂. Si le gouvernement se défend officiellement de vouloir réduire le cheptel bovin, les inquiétudes des éleveurs irlandais restent vives.

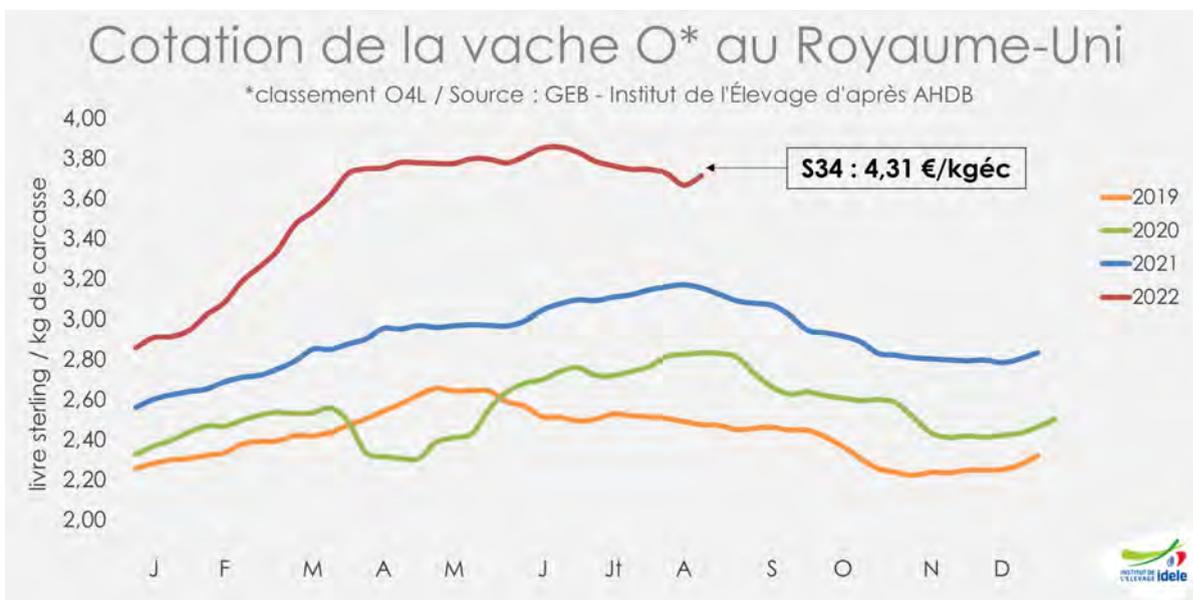
ROYAUME-UNI : offre limitée malgré la sécheresse

D'après l'indicateur d'AHDB, les abattages de gros bovins au **Royaume-Uni** sont restés relativement limités. Entre les semaines 31 et 34, ils se situaient à des niveaux inférieurs à ceux des deux années précédentes (-1% /2021 et -10% /2020). C'était également le cas pour les vaches de réforme (-2% /2021 et -10% /2020).

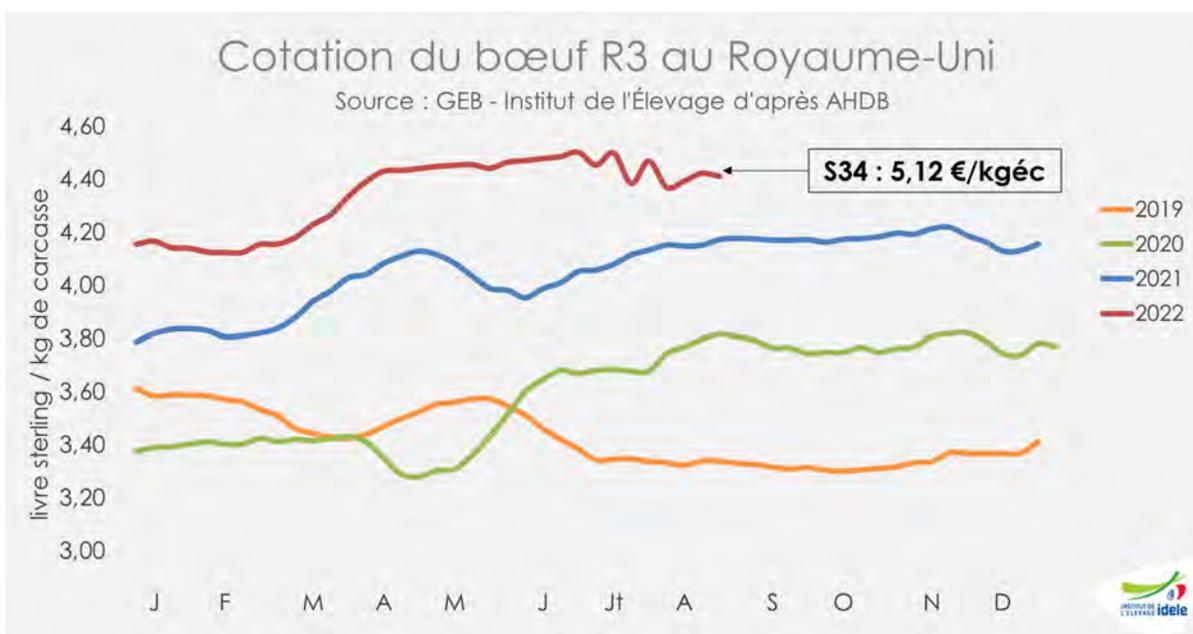


La période sèche prolongée et les températures record de juillet associées à de faibles précipitations, notamment dans le Sud de l'Angleterre, ont limité la pousse de l'herbe, mais sans effet apparent sur le taux de réforme dans les fermes laitières. Comme dans l'Ouest de la France, certains agriculteurs ont pourtant dû affourager les animaux dès juillet en raison du manque de pâturage.

Avec des abattages contenus mais une demande plutôt limitée dans un contexte d'inflation plus marquée qu'en Europe continentale, la cotation de la vache O a atteint 3,72 £/kg de carcasse en semaine 34, soit 4,31 €/kg, niveau toujours supérieur aux années précédentes (+19% /2021 et +31% /2020).



Même constat pour les cours de la génisse R3 et du bœuf R3 qui s'établissaient à 4,42 £/kg de carcasse (soit 5,12 €/kg de carcasse ; +6% /2021 et +16% /2020).



Les importations britanniques de viande bovine ont subi un coup d'arrêt en juin 2022 alors que 2021 a été affectée par le *Brexit* et le retour de procédures douanières. 19 000 tonnes de viande bovine réfrigérée et congelée ont été importées (-13% /2021 ou -3 000 tonnes). Cette baisse s'explique notamment par la baisse des importations depuis l'Irlande (-24% /2021 ou -4 000 tonnes), tranchant avec la hausse sur les premiers mois de l'année. Les exportations se sont légèrement redressées à 9 800 tonnes (+16% /2021) notamment vers l'Irlande, la France, les Pays-Bas et l'Allemagne.

En cumul sur le 1^{er} semestre, le rattrapage des échanges britanniques restait marqué :

- 118 000 tonnes ont été importées (+15% /2021 ou +15 000 tonnes) ;
- 65 000 tonnes ont été exportées (+43% ou +21 000 tonnes).

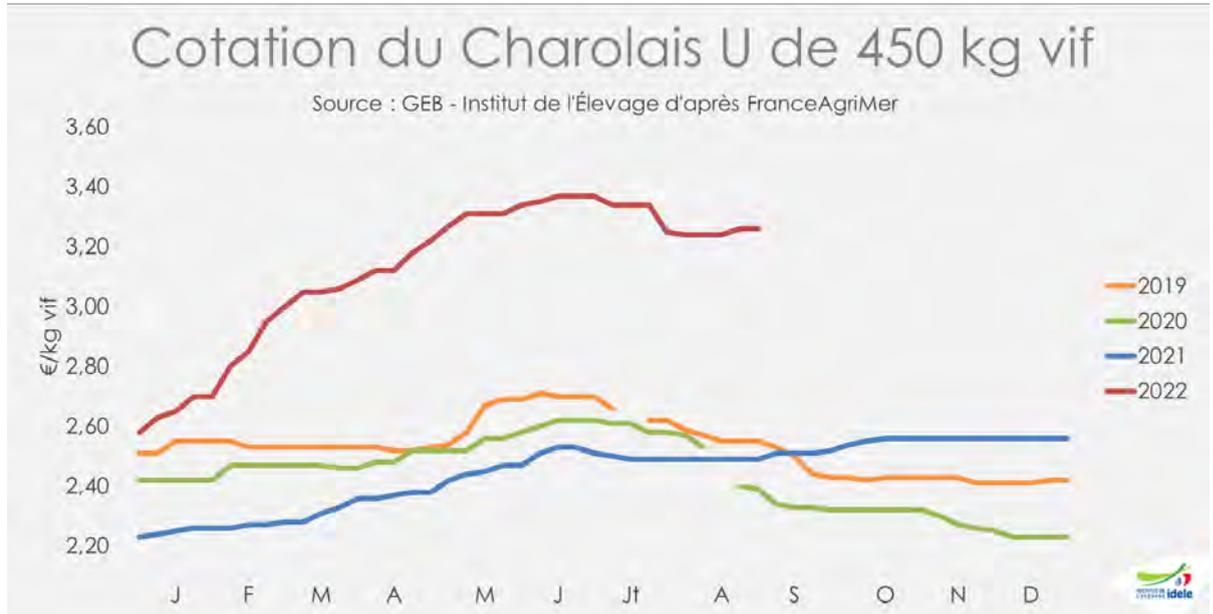
Viandes bovines » Maigre » Les prix se maintiennent

Dernière révision le 13 septembre 2022

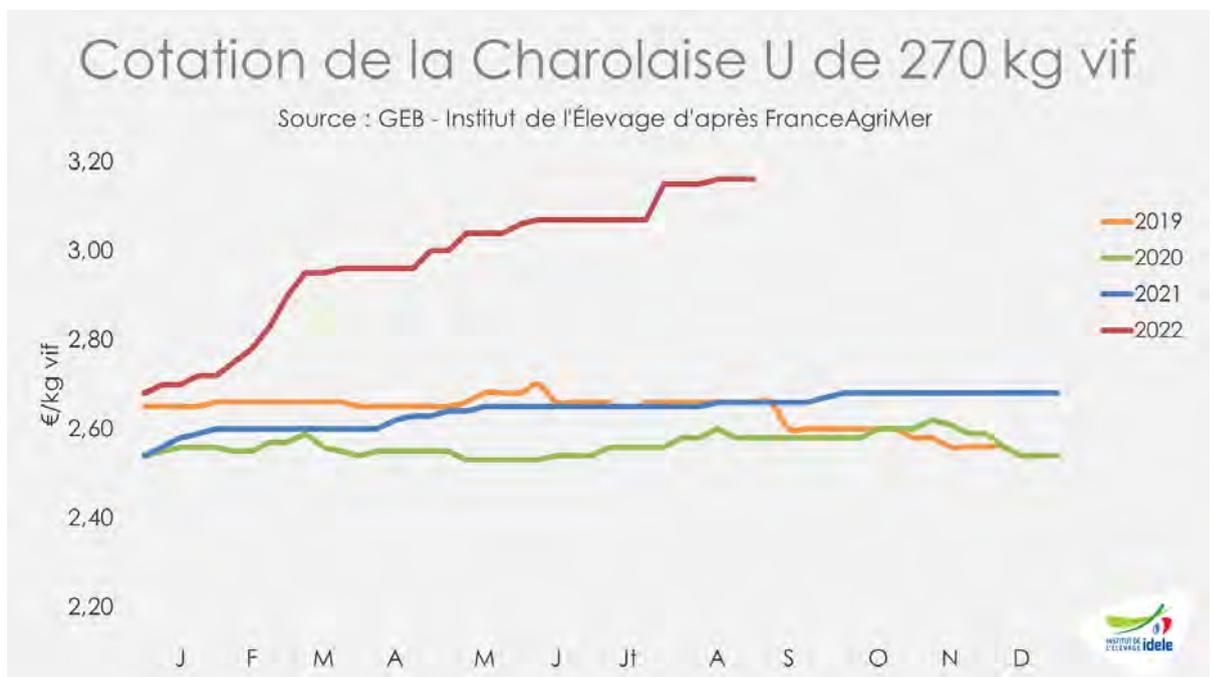
Les cours des Charolais ont amorcé leur recul saisonnier en juillet, avant de se stabiliser fin août à des niveaux toujours très supérieurs aux années précédentes. Malgré l'intensité de la sécheresse dans la plaine du Pô, la demande des engraisseurs italiens n'a pas faibli. Elle s'est même renforcée ces dernières semaines. Les exportateurs peinent à y répondre, le recul des naissances pesant sur les disponibilités.

Le manque de disponibilités soutient les cours

Les cours des broutards charolais ont amorcé leur baisse saisonnière début juillet, avant de se redresser ces deux dernières semaines. A 3,37 €/kg vif en semaine 35, la cotation du Charolais U de 350 kg était toujours très supérieure à celle des années précédentes (+72 cts /2021, soit +27%). L'écart de prix par rapport à 2021 était encore plus marqué pour le Charolais U de 450 kg, qui à 3,26 €/kg en semaine 35 dépassait de +77 cts son niveau de l'année dernière (+31%). Les importations italiennes de bovins vifs ont été dynamiques ces deux dernières semaines (+8% en semaines 34 et 35 d'après les données TRACES), stimulées par la hausse des cours des JB en Europe et par le retour de la pluie. La baisse des rendements en maïs, fortement impactés par la sécheresse inédite qu'a subi la plaine du Pô pendant plusieurs mois, semble avoir davantage affecté les productions de monogastriques, très présentes dans cette région (porc et volaille), que celle de viande bovine.



Après trois mois à 3,40 €/kg, la cotation du Limousin E de 350 kg a progressé de +5 cts en une semaine pour atteindre 3,45 €/kg vif en semaine 35 (+71 cts /2021 soit +26%). En femelles, la Limousine E de 270 kg a également gagné +5 cts après trois mois stationnaires (3,15 €/kg en semaine 35, soit +33 cts /2021). La Charolaise U de 270 kg s'est appréciée de +9 cts en 8 semaines, elle cotait 3,16 €/kg (+50 cts ou +19% /2021).



Quant aux cours des Croisés R de 300 kg, ils étaient stables à 3,02 €/kg ces cinq dernières semaines (+61 cts /2021 soit +25%).

-114 000 naissances allaitantes sur la campagne 2021/2022

En cumul de juillet 2021 à juin 2022, 3 434 000 veaux sont nés de mère allaitante soit 114 000 têtes de moins que lors de la précédente campagne (-3,2%). Les naissances de veaux charolais se sont repliées de -47 000 têtes, pour un total de 1 198 000 naissances sur la campagne (-3,7%). La baisse a été moins marquée pour les veaux limousins, avec 994 000 naissances (-2,6% /2020-2021 soit -27 000 têtes). Le recul des naissances s'est

Naissances de veaux de mère allaitante

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



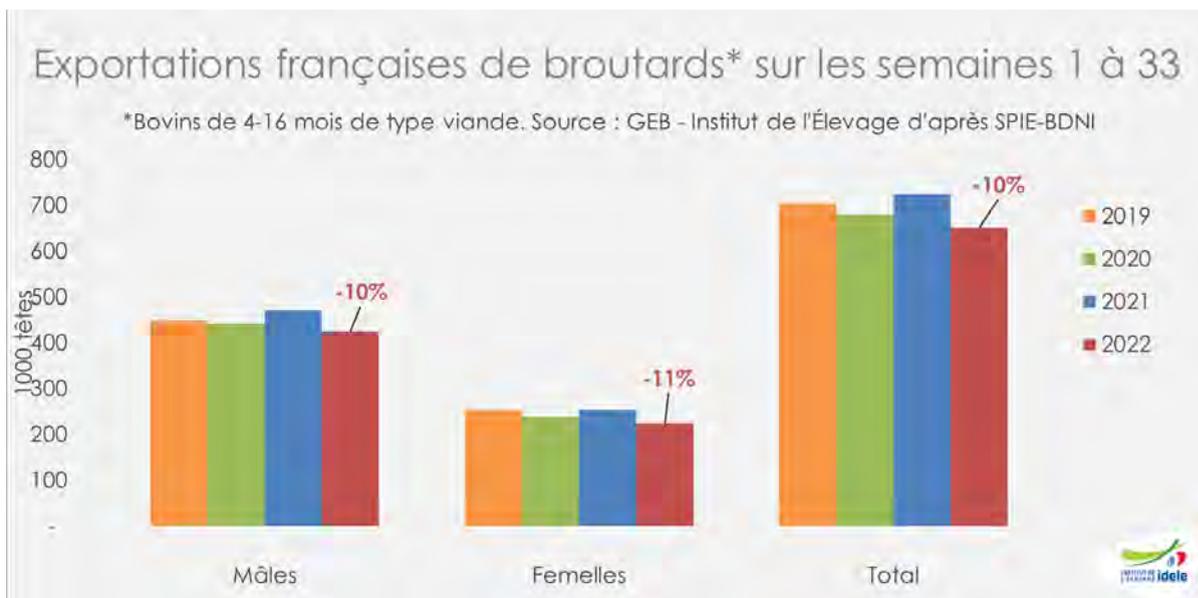
La baisse des naissances est directement liée au repli du cheptel allaitant, qui s'est accrue ces derniers mois avec 3 544 000 vaches allaitantes au 1^{er} août soit -3,1% /2021. Le renforcement de la sécheresse cet été fait craindre une accélération de la décapitalisation allaitante, pas encore visible.

Conséquence de la contraction des naissances allaitantes, les disponibilités en broutards reculent. Au 1^{er} août, on dénombrait dans les élevages 625 000 mâles allaitants de 6-12 mois, en repli de -2% /2021. La baisse était encore plus marquée pour les animaux plus jeunes, avec 772 000 veaux de 0 à 6 mois (-4% /2021).

Faute de disponibilités, les exportations sont limitées

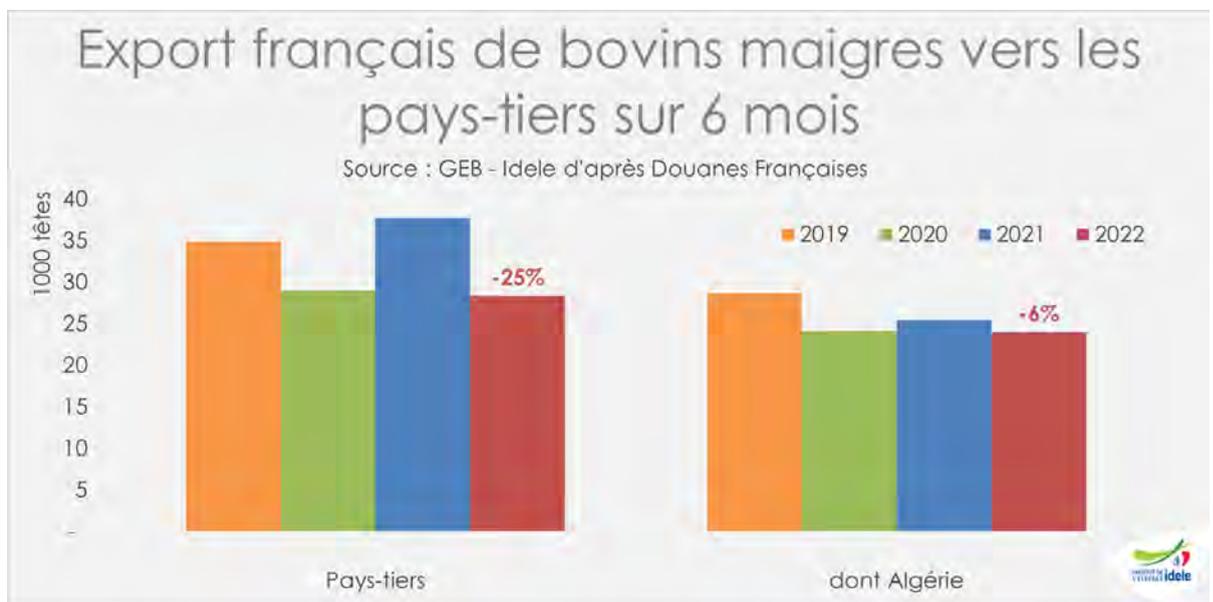
Le dynamisme des mises en place dans les ateliers français observé depuis fin 2021-début 2022 semble avoir ralenti ces derniers mois (-3 000 têtes /2021 en juin d'après les données BDNI). Pour autant, les disponibilités à l'export manquent toujours. En cumulé jusqu'à la semaine 33 (mi-août), les envois de broutards ont reculé de -10% par rapport à 2021, année record, d'après les données SPIE-BDNI. 426 000 mâles ont été exportés sur cette période (-10%), ainsi que 226 000 femelles (-11%) soit 35% des envois.

Durant l'été, les épisodes caniculaires ont également stoppé les transports d'animaux vifs, provoquant des « stop & go » compliqués à gérer chez les exportateurs.



D'après les données des Douanes, disponibles sur la période janvier-juin, 437 000 broutards ont été exportés vers l'Italie sur les 6 premiers mois de l'année (-4% /2021). Les envois vers l'Espagne sont toujours ralentis, avec seulement 43 000 têtes (-38% /2021).

Quant aux exportations vers les pays tiers, elles sont évidemment dépendantes des disponibilités, mais elles sont aussi toujours soumises aux aléas politiques et économiques du pourtour méditerranéen. En cumul sur les 6 premiers mois de l'année, 28 000 broutards ont été envoyés hors UE (-25% /2021), dont 24 000 têtes vers l'Algérie (-6% /2021). Le fort recul global vient du coup de frein des ventes vers Israël du fait de la hausse des prix français.



Viandes bovines » Veaux de boucherie »

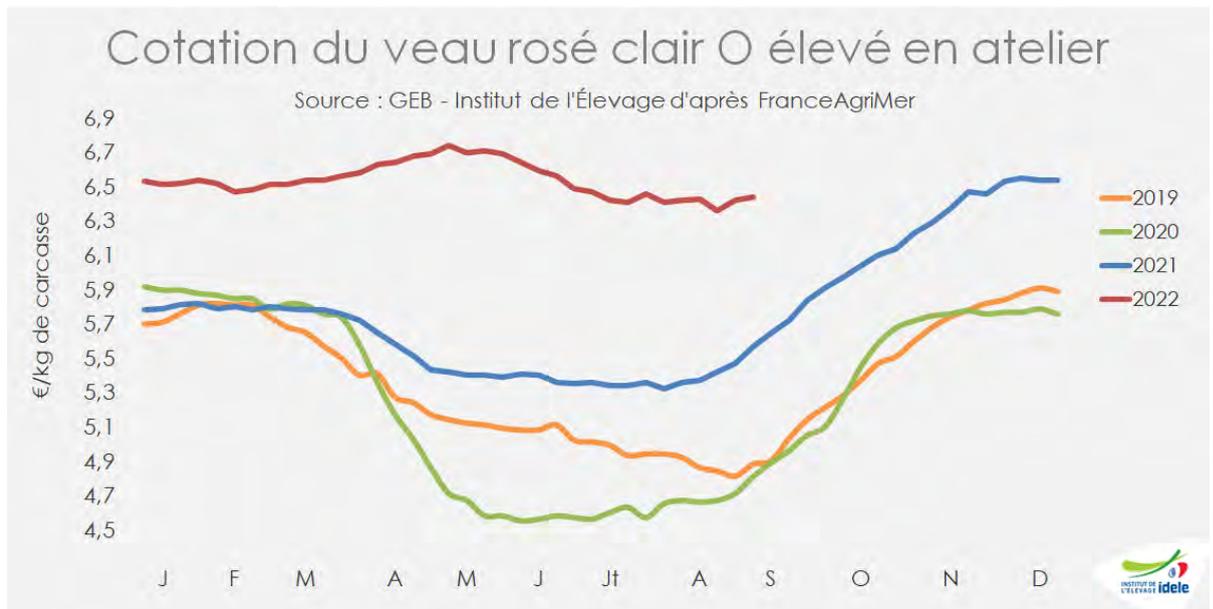
L'offre contenue a soutenu les cours durant l'été

Dernière révision le 13 septembre 2022

Les cours des veaux de boucherie sont restés fermes durant l'été, du fait de l'offre restreinte. Début septembre, avec la reprise de l'activité des cantines scolaires et d'entreprises, les prix ont amorcé une hausse. Les cotations des matières premières laitières ont reculé durant l'été, sans doute temporairement. Les abattages de veaux gras français sont en net recul de -6,2% depuis le début de l'année.

Baisse saisonnière modérée des cotations du veau gras

Malgré un été particulièrement chaud, le cours du **veau rosé clair O élevé en atelier** s'établissait début septembre (semaine 35) à 6,44 €/kg de carcasse, gagnant +2 centimes en 4 semaines après une baisse estivale limitée par la faiblesse des disponibilités en veaux gras. Les cours sont encore supérieurs à ceux des années précédentes (+16% /2021 ou +87 cts, et +34% /2020 ou +1,63 €), mais l'écart s'est réduit alors que les coûts de production sont globalement toujours en hausse.

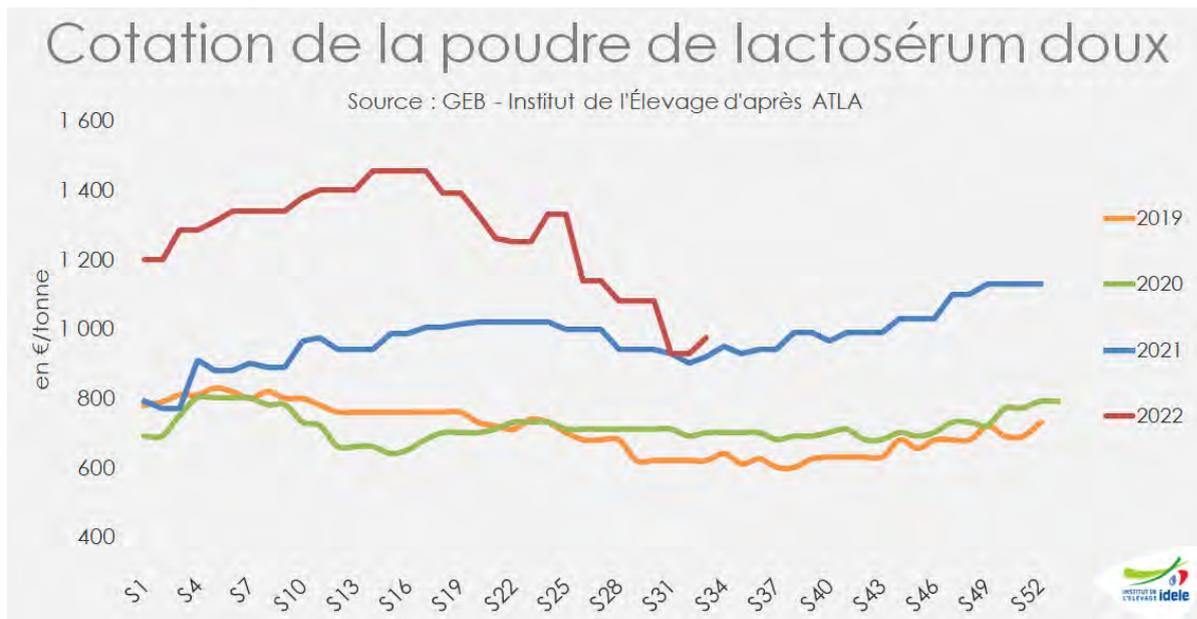


La baisse saisonnière a été encore moins marquée pour le **veau rosé clair R élevé en atelier**, dont la cotation remonte doucement (+4 cts en 4 semaines). En semaine 35 le cours s'établit à 6,87 €/kg éc, niveau équivalent à début juillet. L'écart de prix par rapport aux années précédentes est, comme début juillet, plus faible que pour le veau O (+11% /2021 et +26% /2020) alors même que l'alimentation de veaux R est plus coûteuse que celles des veaux O.

Les coûts de production restent élevés

Les cotations des matières premières lactées ont fortement chuté cet été, en lien notamment avec le recul de la demande chinoise.

La poudre de lactosérum doux a perdu -355 €/t en 8 semaines (-27%) repassant sous son niveau de début 2022. Elle est repartie à la hausse en semaine 33, à 975 €/t (soit +6% /2021). L'accalmie des prix est sans doute passagère car la collecte laitière dans les principaux bassins laitiers excédentaires reste ralentie et le prix du gaz monte en flèche.



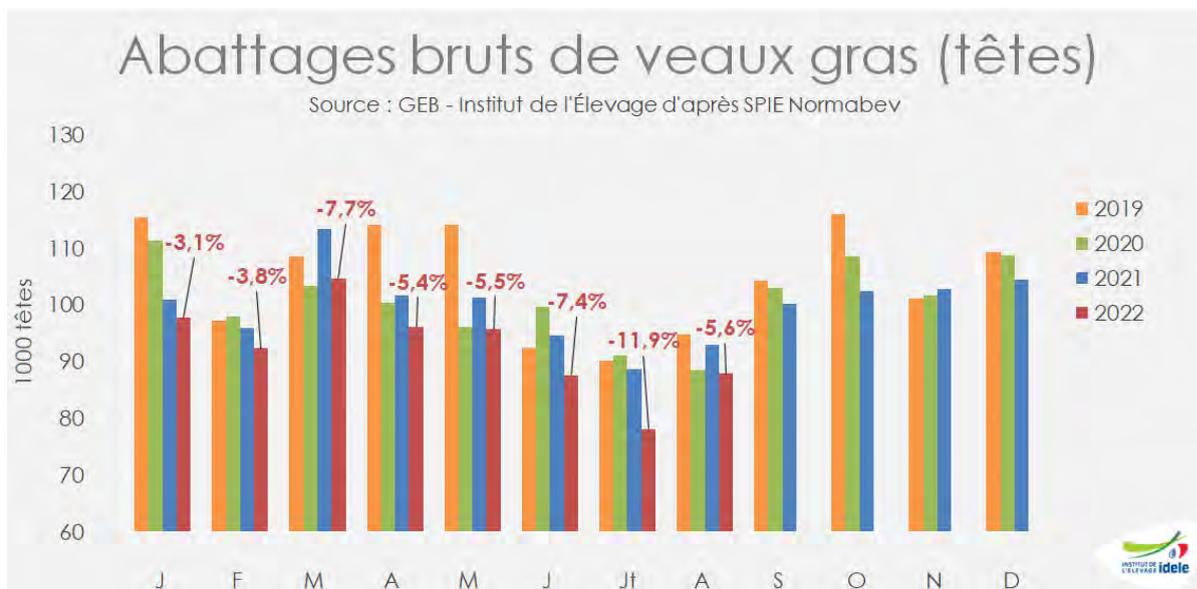
Comme le lactosérum, la cotation de **la poudre de lait écrémé** a chuté cet été, de -27% (-520 €) en 8 semaines à 3 500 €/t en semaine 33, mais reste cependant toujours très élevée par rapport à 2021 (+39%).

En juillet, l'**IPAMPA** des aliments d'allaitement pour veaux s'était stabilisé à un niveau historiquement élevé de 170,3 points (+35% /2021 et +55% /2020) et l'**IPAMPA des autres aliments pour veaux** continuait de progresser pour atteindre 147,0 points (+30% /2021, +44% /2020) avec la poursuite du conflit en Ukraine.

L'**IPAMPA gaz** s'est établi en juillet à 140,7 points, soit +18% /2021, sans encore refléter la hausse de +37% du cours du gaz en Europe intervenue entre juillet et août d'après la Banque Mondiale.

Les abattages reculent du fait de l'offre restreinte

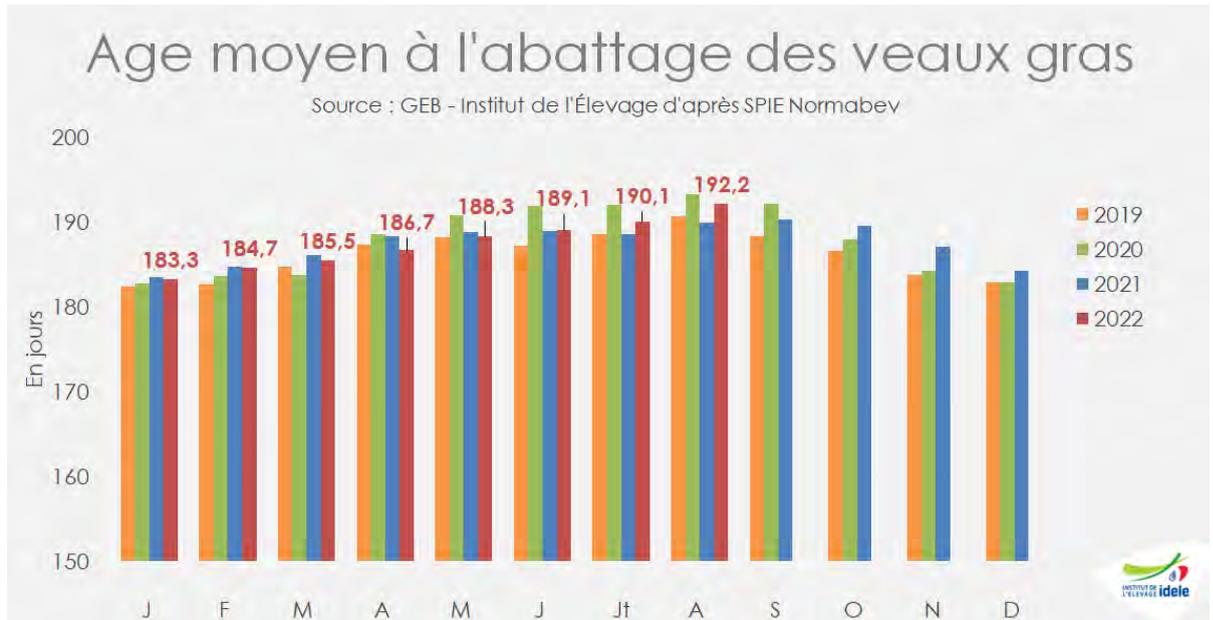
Les abattages de veaux de boucherie ont totalisé 740 000 têtes sur les 8 premiers mois de l'année, en net recul de -6,2% /2021 (-49 000 têtes). La production abattue recule au même rythme (-6,3%) soit de -7 000 têtes, atteignant un total de 110 000 têtes.



Les mises en place ont été réduites depuis de nombreux mois, face à la hausse des coûts amorcée fin 2020 et à l'absence de garantie sur le prix de vente des veaux finis. Elles ont été particulièrement prudentes en vue des mois d'été et des chaleurs récurrentes ralentissant la consommation. Les effectifs abattus en juin et juillet, étaient donc en net recul de -7,4% et -11,9% /2021.

L'offre et la demande s'équilibrent bien et le **poids carcasse moyen** des veaux abattus recule même depuis avril, comparé à 2021. En cumulé, le poids est stable par rapport à 2021, et 2020, à 148,1 kg. En août, le poids moyen était de 148,9 kg, en repli de -0,9 kg /2021, recul similaire à celui constaté en juillet.

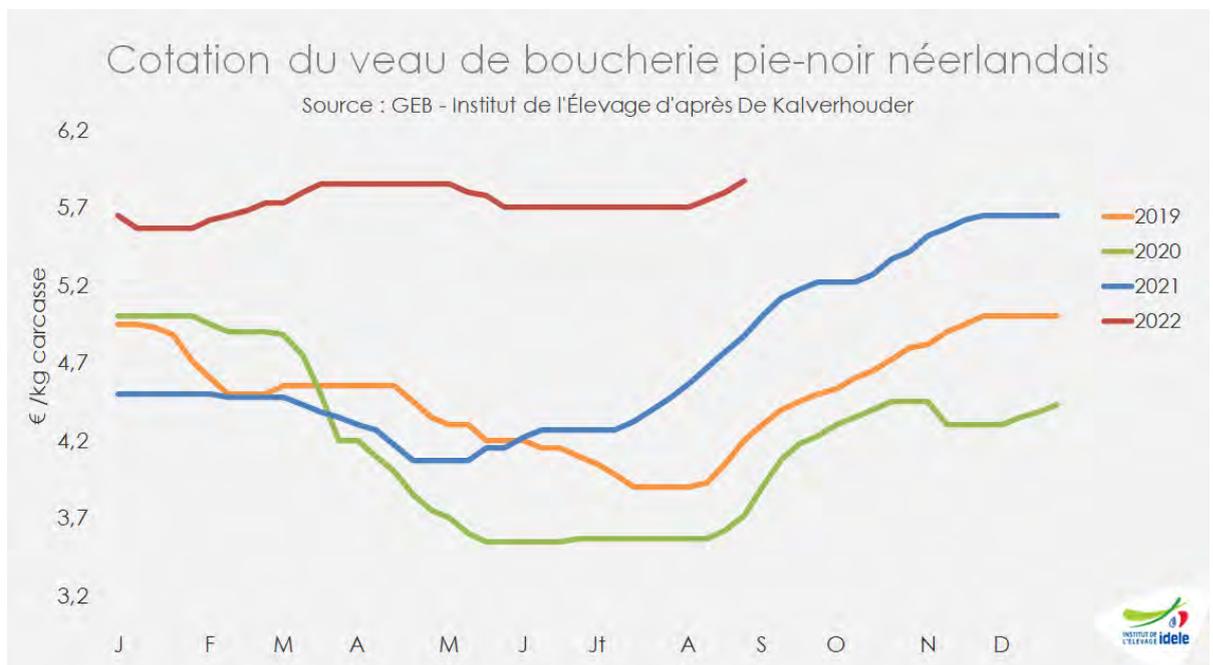
Cette évolution s'explique par le changement des plans d'alimentation de certains lots de veaux, nourris avec plus de fibres et moins d'aliments lactés, entraînant un poids plus léger.



L'âge à l'abattage a légèrement augmenté en juillet et août, comparé à 2021, marquant l'arrivée sur le marché des lots de veaux gras alimentés avec plus de fibres, sur une durée plus longue. En août, l'âge moyen à l'abattage était donc de 192,2 jours (+2,3 jours /2021, mais -1,1 jour /2020).

Pays-Bas : le marché est équilibré aussi

La cotation du veau pie-noir néerlandais a résisté à la baisse saisonnière estivale. Les mises en place ont été maîtrisées en anticipation de la plus faible demande en été. La cotation s'établissait en semaine 35 à 5,87 €/kg de carcasse (+21% /2021, +58% /2020) en hausse depuis deux semaines, avec le retour des vacanciers européens sur leur lieu de travail et la reprise de la RHD collective.



Les Pays-Bas ont redressé leur production après deux années de Covid-19, sans pour autant retrouver les volumes de 2019. Selon Eurostat, les abattages ont progressé au 1er semestre 2022 de +6% en têtes /2021et de +2% /2021 en volume, à 109 000 téc. Le poids moyen des carcasses a perdu -6 kg, à 153,7 kg au 1^{er} semestre 2022, dans un contexte d'offre restreinte face à une demande de la RHD européenne redevenue dynamique, comparée à celle de 2021.

Mais le plan de réduction de l'élevage néerlandais est toujours d'actualité et pourrait impacter la filière veau néerlandaise, très concentrée dans deux régions (Gelderland et Noord-Brabant).

En Italie à Modène, le veau gras pie-noir a lui aussi résisté durant l'été. Il a entamé sa hausse saisonnière dès le début du mois d'août et se trouve à 6,38 €/kg éc en semaine 36 (+5% /2021 ou +33 cts et surtout +52% /2020 ou +2,18 €).

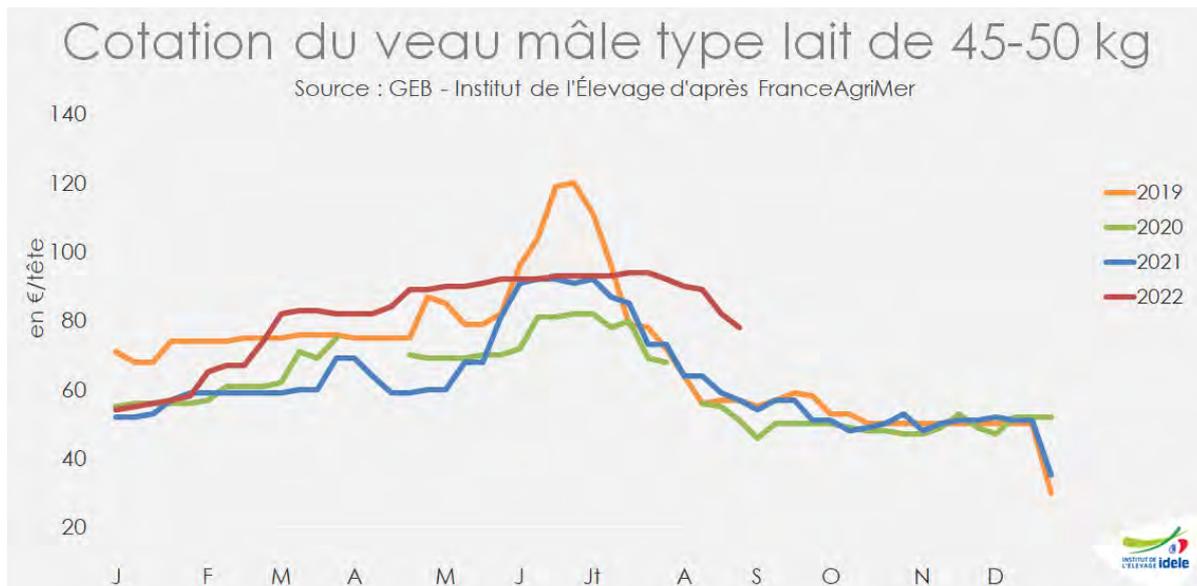
Les exports de veaux laitiers toujours dynamiques

Dernière révision le 13 septembre 2022

La cotation française du petit veau laitier n'a pas enregistré de pic saisonnier cette année, le secteur du veau de boucherie étant très affecté par la hausse du coût de l'aliment depuis 2021. En Espagne, la demande pour le veau laitier français ou espagnol persiste malgré l'envolée des prix des matières premières. Les flux de petits veaux vers l'Espagne se sont poursuivis cet été.

Le prix des veaux laitiers reste modeste

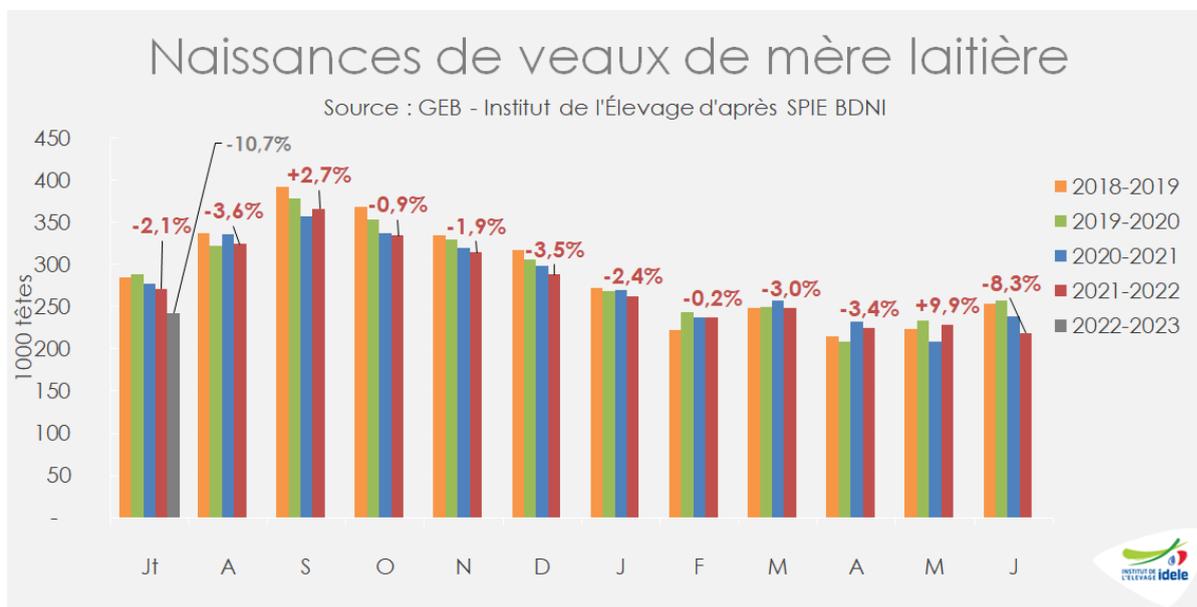
L'été n'a pas connu de pic du prix des veaux nourrissons. Face à la hausse des coûts de production, les intégrateurs font des mises en place prudentes. La cotation du veau type lait de 45-50 kg semble cependant résister à la baisse saisonnière à l'approche des naissances d'automne, du fait notamment du recul global des naissances. Début septembre en semaine 35, le veau laitier mâle de 45-50 kg vif cotait 78 €/tête (+37% ou +21 €/2021 et +27 €/2020). Le veau mâle type lait de 50-55 kg cotait lui 105 €/tête.



Le cours du veau mâle de type viande, croisé lait-viande ou mixte, a suivi la même évolution et cotait 208 €/tête en semaine 35 (+20% ou +35 €/2021 et +40 €/2020).

Les naissances de veaux laitiers ont reculé en 2021-2022

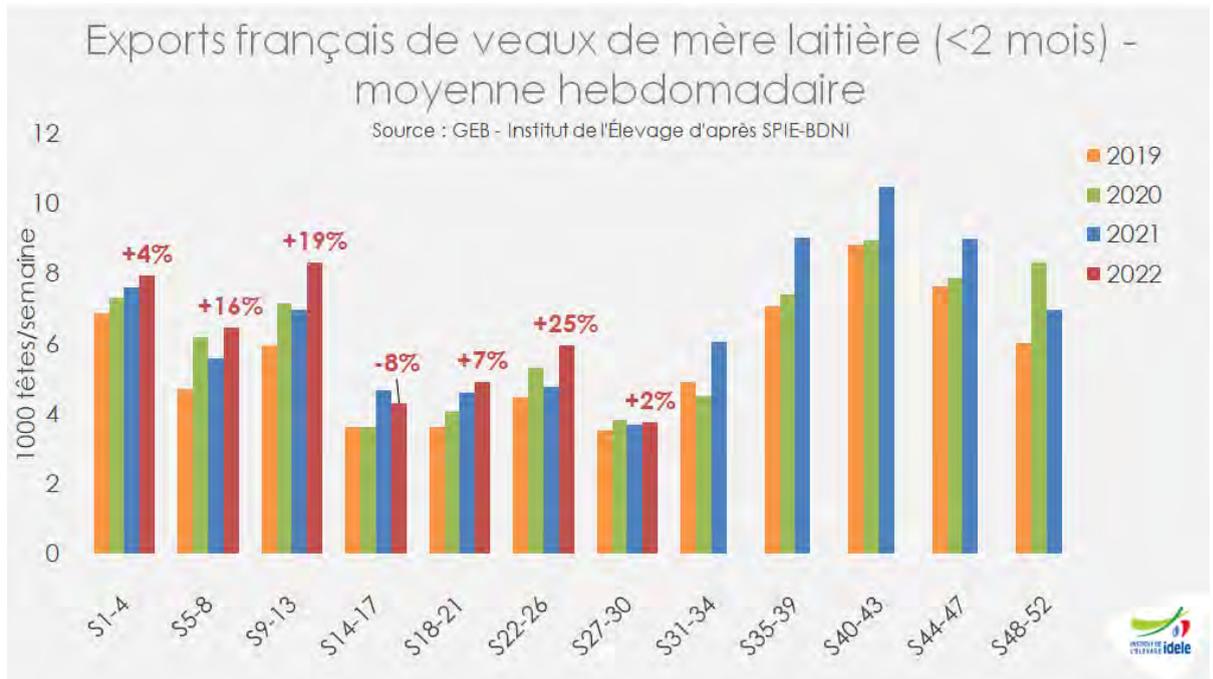
En France, 3 321 000 veaux sont nés de mère laitière sur l'ensemble de la campagne 2021-22, soit une baisse de -1,5% comparé à la campagne précédente. Cependant, les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement (mâles laitiers purs et croisés lait-lait, mâles et femelles croisés lait-viande) n'ont reculé que de -0,4% (-7 000 têtes).



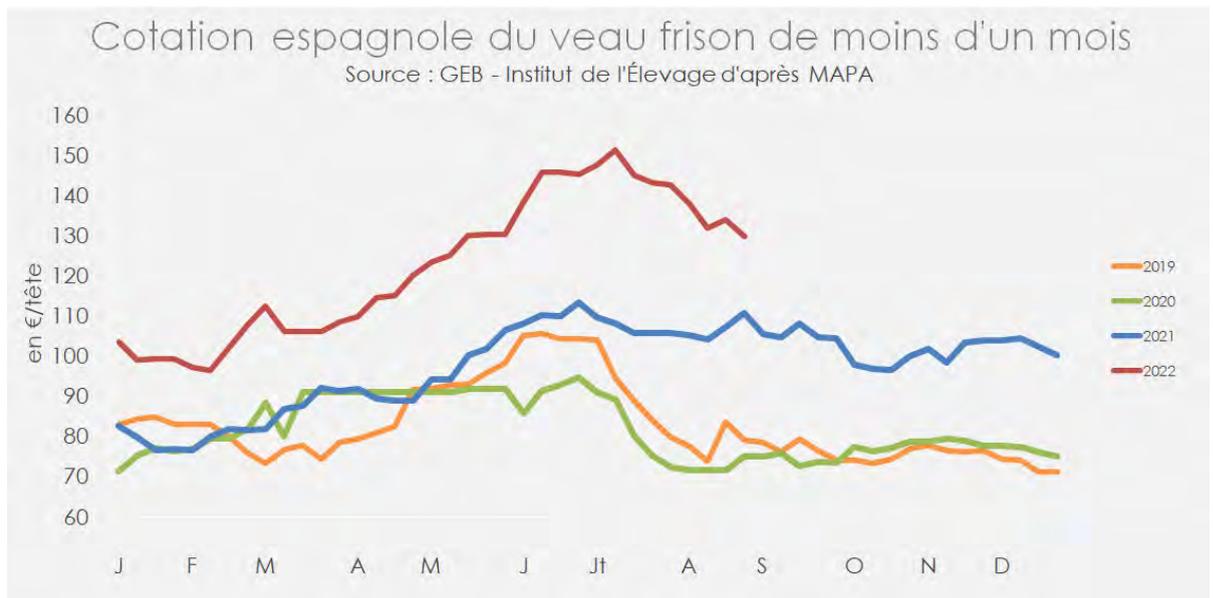
En juillet, les naissances de veaux de mère laitière ont subi une baisse marquée, de -11% /2021 à 242 000 naissances (-12% /2020). Le nombre de génisses laitières de 18-36 mois était également en recul en France.

La demande espagnole pour les veaux laitiers français est toujours là

Selon SPIE-BDNI, après un excellent mois de juin, la demande espagnole en veaux laitiers est demeurée ferme en juillet. 19 000 veaux de mère laitière de moins de 2 mois ont été exportés entre les semaines 27 et 30 (+2,3% /2021 et -1,3% /2020). Au total, 196 000 têtes ont quitté la France entre le 01/01 et le 20/08, soit +8% /2021 et +13% /2020, à 90% vers l'Espagne.



Côté espagnol, le prix du veau frison de moins d'un mois a augmenté cet été, témoignant d'une fermeté de la demande des engraisseurs grâce à la bonne tenue du prix des JB en Espagne et en Europe. Début septembre (semaine 35), le prix du veau frison était encore à un niveau élevé, à 130 €/tête (+17% ou +19 €/2021 et +55 €/2020). La demande des engraisseurs espagnols demeure.



La reprise de la production laitière se fait attendre

Dernière révision le 13 septembre 2022

Durant l'été, la production laitière est demeurée ralentie en France, comme dans presque tous les bassins laitiers. Dans le même temps, le prix du lait a poursuivi son ascension, avec un écart croissant entre la France et l'Allemagne, pour atteindre des niveaux historiquement élevés.

Les éleveurs subissent une flambée encore plus prononcée des charges, mais aussi des incidents climatiques majeurs (canicule et sécheresse en Europe mais également en Amérique du Nord ; inondation en Océanie) très défavorables à la production fourragère.

Malgré des disponibilités laitières limitées, les cours de la poudre maigre ont décroché cet été contre toute attente. D'un côté, la demande internationale, en premier lieu chinoise, semble moins active, alors que les fabrications ont été relancées dans quelques pays européens aux dépens des fromages. Comment expliquer ce paradoxe ?

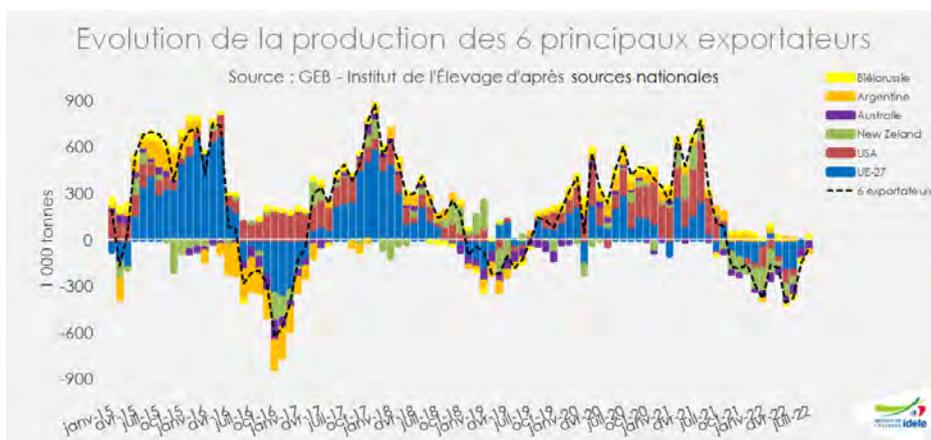
Lait de vache » Collecte laitière »

Comment la météo estivale a-t-elle joué sur la production laitière mondiale et européenne ?

Dernière révision le 13 septembre 2022

Depuis le deuxième semestre 2021, la production de lait évolue négativement chez les principaux pays exportateurs, ce qui limite les disponibilités en produits laitiers sur le marché mondial. Ainsi, au premier semestre 2022, la production chez les 6 principaux exportateurs a baissé de -1,1% /2021. Les producteurs, où qu'ils soient dans le monde, sont impactés par la hausse des coûts de production, mais aussi par de nombreux aléas climatiques plutôt défavorables. Malgré un prix du lait historiquement élevé, ils se montrent particulièrement prudents dans leurs choix et conduite d'élevage.

Cet été, les prix de l'aliment ont légèrement baissé ainsi que ceux des engrais tandis que les prix du lait ont continué de monter. Ceci a entraîné une légère reprise notamment aux Etats-Unis et dans quelques pays européens. En juillet, la production dans les 6 bassins agrégés aurait sensiblement baissé de près de -0,6% /2021.



Union européenne : quel impact de la sécheresse ?

Dans l'UE-27, les conditions météo estivales ont été dans l'ensemble fort peu propices aux pâtures (sécheresse et fortes températures). En France, seules les zones les plus centrales du pays semblent moins touchées. En Allemagne comme au Benelux ou encore dans le sud de l'Europe, les conditions chaudes et sèches ont fortement réduit l'accumulation de biomasse dans la plupart des pâtures.

En Pologne, les conditions étaient variables selon les régions. Si l'ouest du pays a été touché par le sec, l'Est et le Centre ont davantage été épargnés avec des températures moins élevées et davantage de pluies. Les pâtures en Irlande et au Danemark semblent en assez bon état et s'être globalement remis du manque d'eau au printemps.

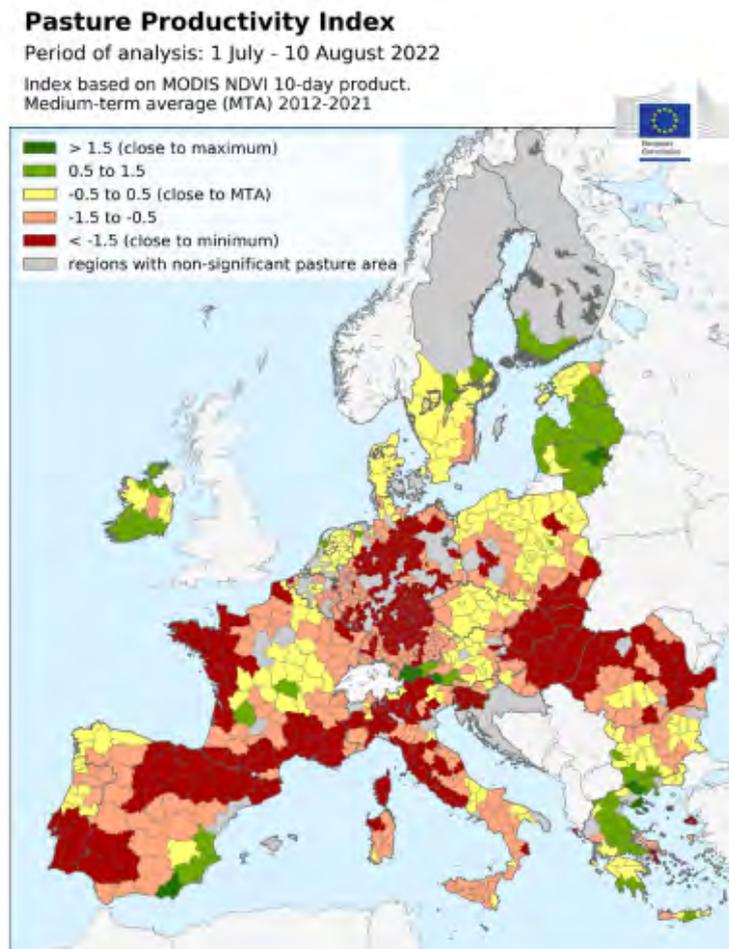
Du côté du maïs ensilage, les chantiers se terminent en France et de nombreux retours font état de maïs récoltés trop secs ou sans épis. Dans l'ouest notamment, des parcelles de maïs grain ont été ensilées afin d'accroître les réserves fourragères. En Allemagne, la floraison des maïs a coïncidé avec les fortes températures.

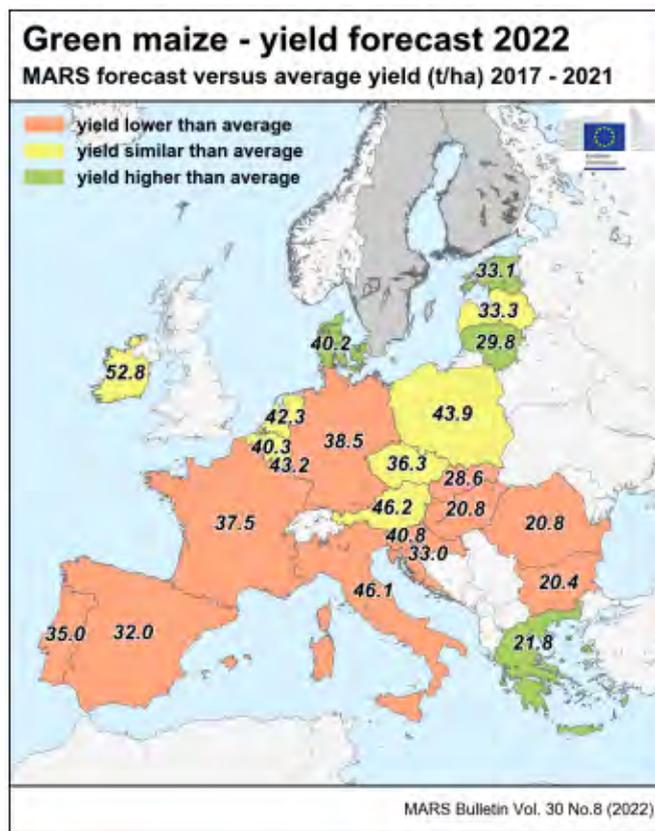
Les rendements sont donc attendus en net repli (-18% par rapport à l'an dernier selon l'observatoire MARS). En Espagne et en Italie, l'irrigation a dû être limitée accentuant la perte de rendement. Dans le nord de l'Italie, une partie des maïs grain a été ensilée tandis que certaines parcelles seront abandonnées.

La Pologne, l'Irlande et le Danemark semblent moins impactés comme pour les prairies.

Ces éléments sur le fourrage européen n'auront pas forcément d'impact à très court terme. Néanmoins, de nombreux éleveurs ont dû compléter les rations cet été par du stock prévu pour cet hiver. Le stock de fourrages de cet été est limité en quantité tandis que les ensilages de maïs verront leur qualité nutritive baisser en l'absence d'épis.

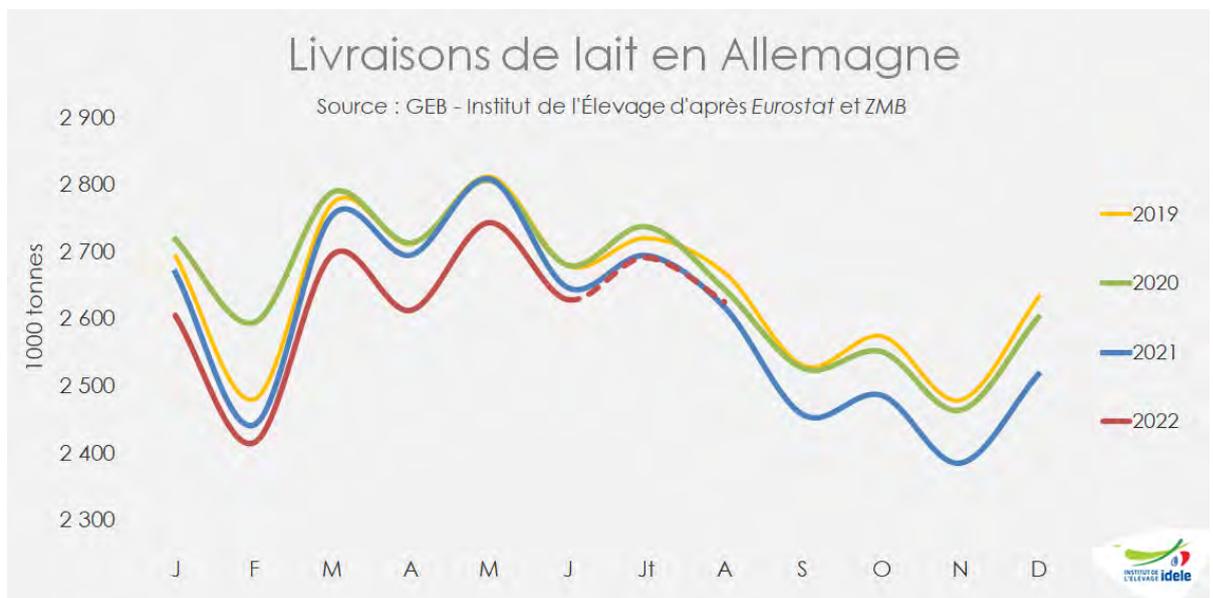
Les fortes chaleurs estivales semblent n'avoir eu qu'un impact direct limité sur la production laitière durant les mois de juillet et août. Néanmoins, elles ont semblé-t-il impacté le taux de fécondité des inséminations artificielles qui ont moins bien fonctionné et sur l'état corporel des vaches. Aussi, la réduction de production sera peut-être davantage sur du long terme.





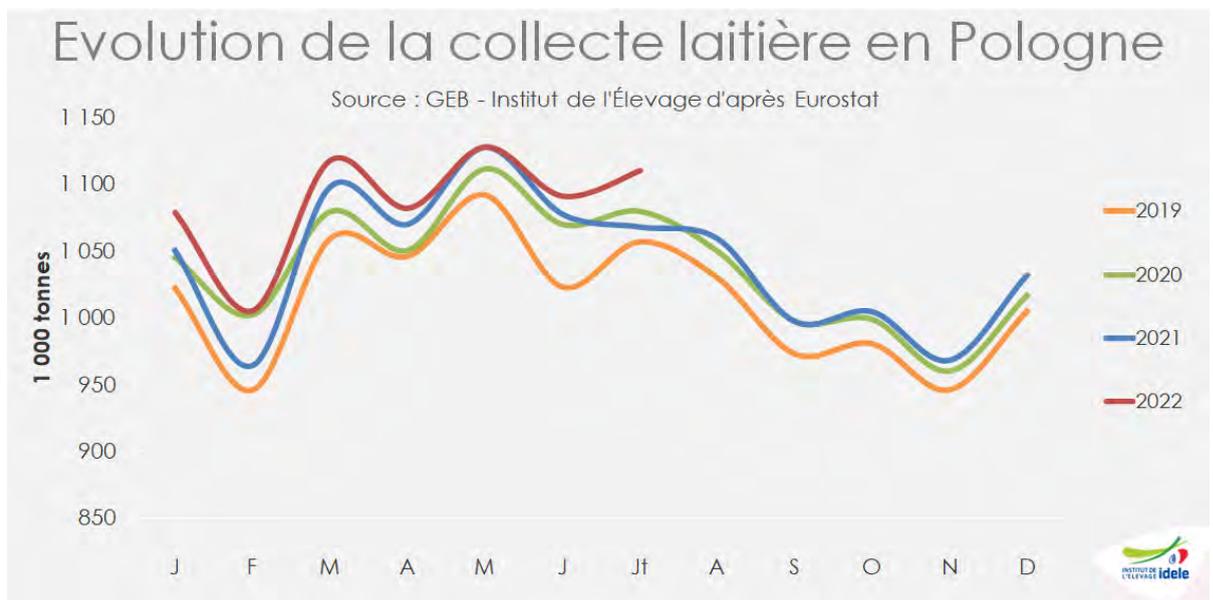
Source : MARS bulletin 22 Août 2022

En **Allemagne**, les livraisons de lait semblent reprendre selon les enquêtes hebdomadaires de ZMB et se stabiliser au niveau de l'été 2021, déjà dégradé par rapport aux années précédentes. Néanmoins, les taux semblent dégradés par rapport à l'an dernier selon Eurostat.



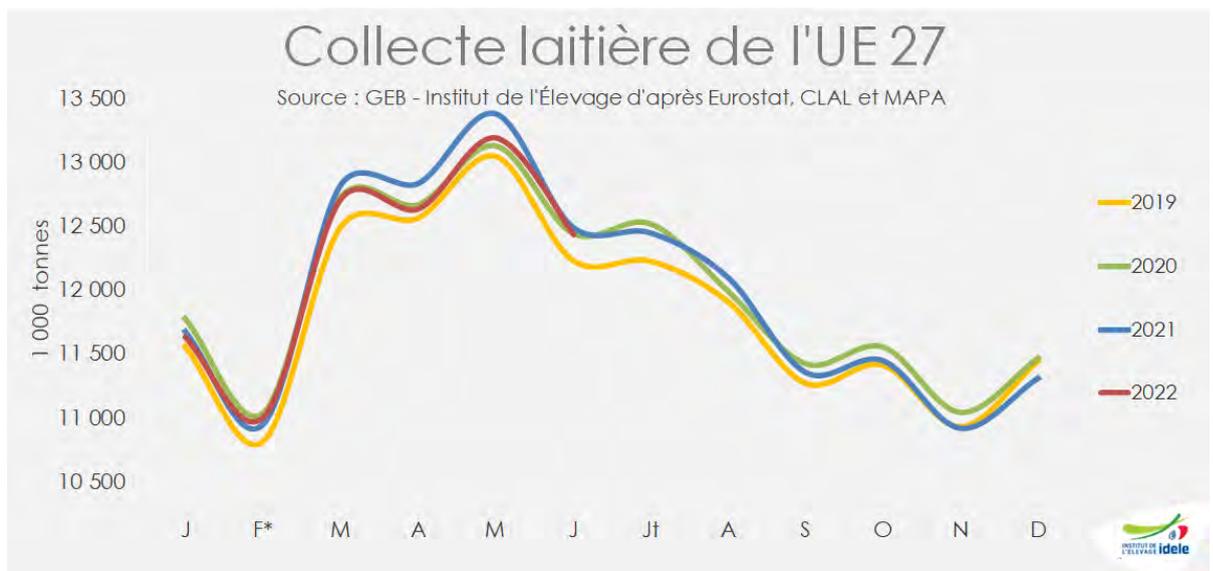
En **Irlande**, le retour des pluies fin juin/début juillet a permis un retour de la pousse de l'herbe et s'est traduit par une hausse de la production au mois de juillet de +1% /2021 ainsi qu'une hausse des taux dans le lait.

En **Pologne**, la dynamique laitière reste solide avec une production en hausse de à +3,9% /2021 en juillet, soit un nouveau record de production pour un tel mois.



Enfin, en **France** la production se serait stabilisée en juillet, mais aurait chuté davantage en août (-2,4% /2021 selon la collecte hebdomadaire de FranceAgriMer). En **Espagne**, la collecte aurait baissé en juillet de -4,8% /2021.

A l'échelle de l'UE-27, une reprise globale de la production paraît peu probable d'ici la fin d'année. Elle pourrait au mieux égaler le niveau modeste du second semestre 2021, durant lequel elle était repassée sous le niveau record de 2020. La pousse de l'herbe cet automne sera déjà un élément conditionnant une possible hausse des volumes.



Pas de reprise attendue en Nouvelle-Zélande et en Australie

Durant l'hiver austral, la production de lait est au plus bas saisonnier en Nouvelle-Zélande. Il n'empêche, les livraisons en juillet ressortent en repli de -5,6% /2021. Plus inquiétant, le début de la saison n'apparaît pas sous les meilleurs auspices. Selon l'ONU, la probabilité que l'épisode la Niña se poursuive durant les mois de septembre à novembre 2022 est forte, d'environ 70%. Sur les mois d'été, cela s'est traduit par d'importantes pluies (voire des inondations) dans l'île du Nord et pourra se transformer en sécheresse au moment du pic laitier.

Du côté de l'Australie, la production laitière a chuté en juillet, premier mois de la nouvelle campagne, de -8% /2021. Soit le troisième mois consécutif de forte baisse, si bien que la collecte cumulée à l'issue de la campagne 2021/22 a reculé de -3,4% par rapport à la précédente.

Reprise aux États-Unis ?

Depuis plusieurs mois, la conjoncture semble s'améliorer pour les éleveurs nord-américains. Le marché guette les signes de reprise. Pourtant, la production du mois de juillet, estimée par l'USDA à seulement +0,2% /2021, est nettement en dessous des attentes.

Quant à la météo, la sécheresse en Californie est rentrée dans le critère « exceptionnelle », soit le degré maximal. Les températures sont particulièrement élevées et la compétition pour l'eau se fait de plus en plus forte entre les producteurs d'amandes et les éleveurs laitiers.

A ce stade de l'année, l'USDA table sur une hausse de la collecte annuelle de +0,2% par rapport à 2021.

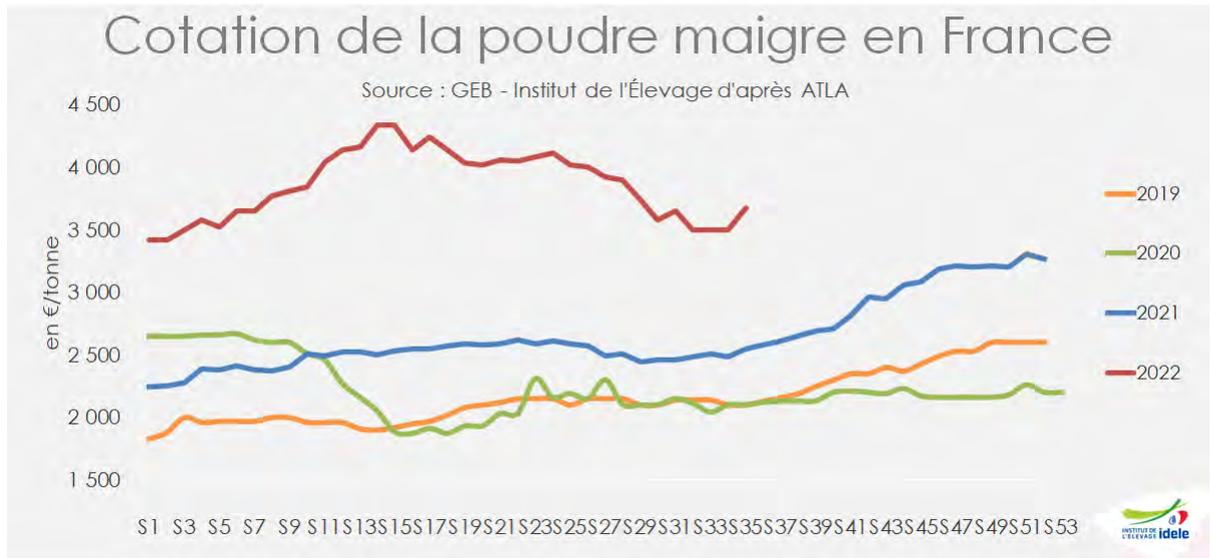
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Pourquoi les prix de la poudre de lait écrémé ont-ils baissé cet été ?

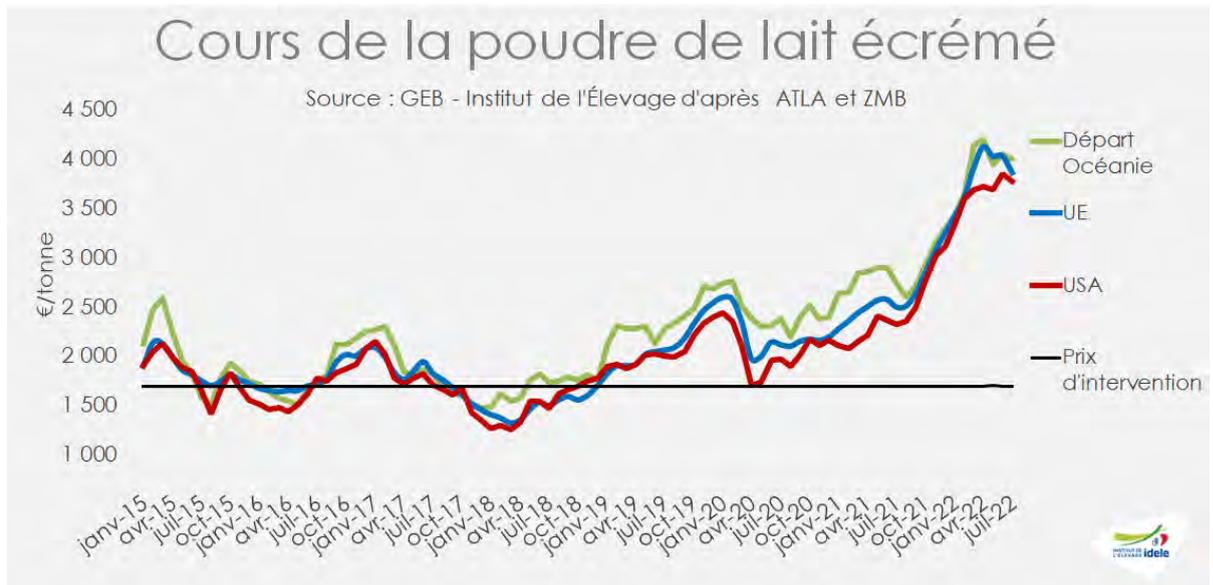
Dernière révision le 13 septembre 2022

Les prix de la poudre maigre ont baissé de près de -500 €/t depuis leur plus haut d'avril. Ce repli est en partie lié à une modification de la demande internationale et d'autre part un léger rebond de l'offre durant l'été.

Les prix de la poudre maigre ont commencé à corriger lentement au printemps depuis leur maximum au mois d'avril d'environ 4 200 €/t. Les cours sont passés sous la barre des 4 000 €/t au début du mois de juillet. Puis, la baisse s'est accélérée durant l'été, les cours s'affichent début septembre autour des 3 670 € selon ATLA.



La baisse de prix s'est d'abord observée en Nouvelle-Zélande sur la plateforme du *Global Dairy Trade* (GDT) signe que la demande faiblit.



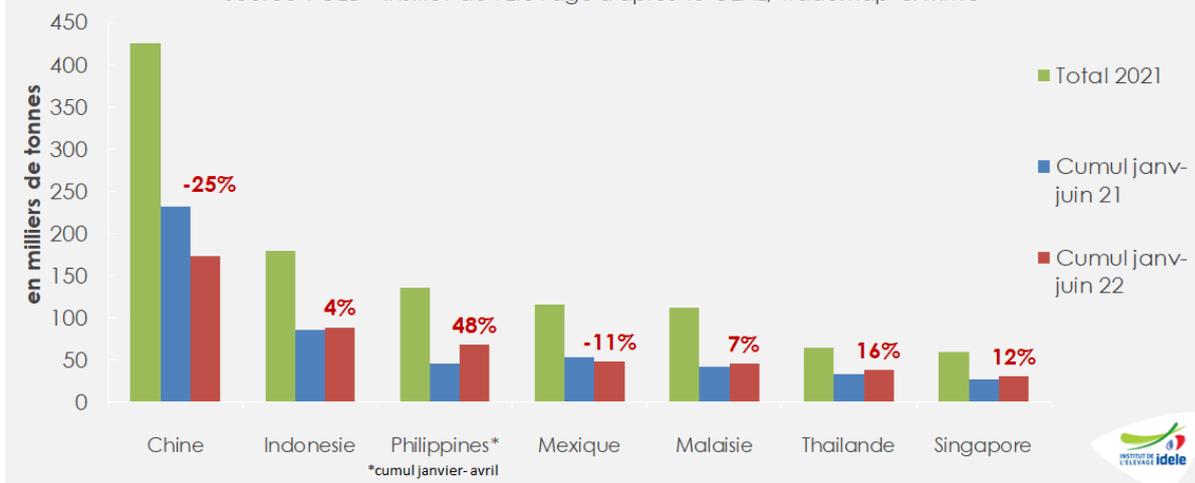
Moindre demande de la Chine compensée par d'autres importateurs

Le premier acheteur mondial de poudre maigre est la Chine où les importations ressortent toujours en net repli d'une année sur l'autre, à 201 000 t contre 278 000 t en 2021 (soit -28% /2021 sur la période janvier-juillet). Depuis la levée partielle du confinement à Shanghai, la consommation ne repart pas dans les cafés et les restaurants des grandes villes d'autant que de nouveaux confinements ont été annoncés en ce début du mois de septembre. Les acheteurs chinois ne semblent pas revenir aux achats ces dernières semaines au regard des retours autour des enchères du GDT.

Cette moindre présence de la Chine sur le marché international est une opportunité pour d'autres pays comme l'Indonésie et les Philippines qui voient leurs importations de poudres augmenter, respectivement +4% sur janv-juin /2021 et +48% sur janv-avril /2021.

Principaux importateurs de poudre maigre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le CLAL, TradeMap & MMO



Ce rééquilibrage entre la Chine et les autres pays de l'Asie du Sud-Est permet aux exportations néozélandaises de rester croissantes de +5% /2021 sur la période janvier-juillet.

Toutefois, ces pays sud-asiatiques sont également particulièrement touchés par l'inflation sur les produits alimentaires. Si l'Indonésie, la Malaisie ou encore la Thaïlande exportent également des produits agricoles comme de l'huile de palme à des prix plus élevés, ce n'est pas le cas des Philippines. Dans ce contexte, au deuxième semestre, il conviendra de vérifier si ces pays restent aux achats ou si la baisse de consommation liée à l'inflation prend le dessus.

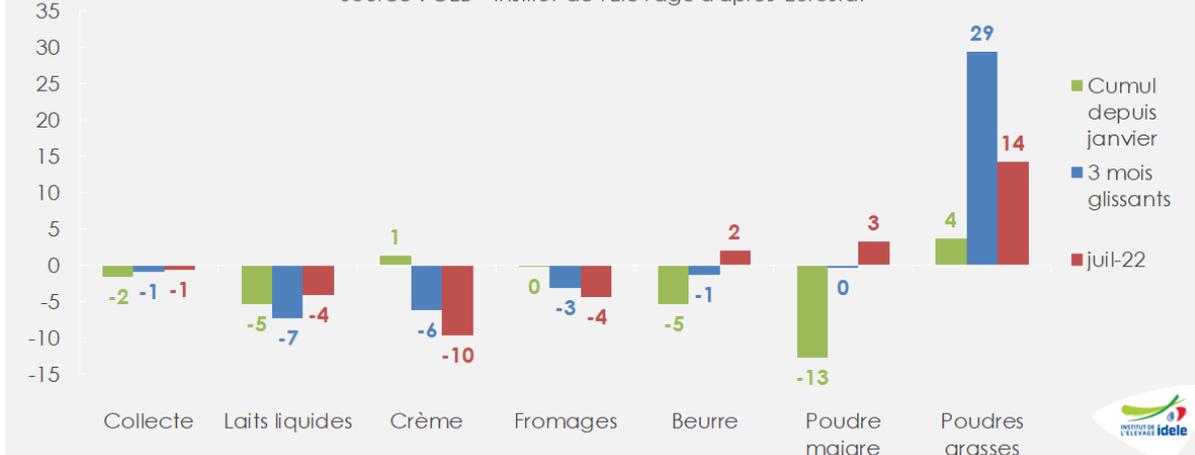
Reprise des fabrications

Du côté des principaux fournisseurs, les fabrications en Nouvelle-Zélande ont certainement progressé ces derniers mois face à l'important recul des exports de poudres grasses. La hausse des exportations de beurre et de poudre de lait écrémé pourrait étoffer cette hypothèse surtout dans un contexte de prix où la poudre maigre est ressortie plus chère que les poudres grasses.

En Europe, les choix de fabrications semblent avoir évolué. Les laiteries craignent d'une part de ne plus être approvisionnées en gaz cet hiver, combustible essentiel au séchage des poudres. D'autre part, si les poudres ne peuvent être fabriquées, le lait sera réorienté vers les fabrications de fromages. Aussi, pour éviter de saturer les entrepôts en stocks de fromages dès à présent et afin de disposer de plus d'offre en poudres, le mix produit a changé. Ainsi en Allemagne, les fabrications de fromages se sont repliées en juillet de -4% /2021, accentuant la tendance observée depuis le début d'année faute de volume. A l'inverse, les fabrications de poudre maigre ont augmenté en juillet, pour la première fois de l'année, de +3% /2021, tandis que celles de poudres grasses ont encore progressé le même mois de +14% /2021, après avoir bondi de +43% en mai et +31% en juin.

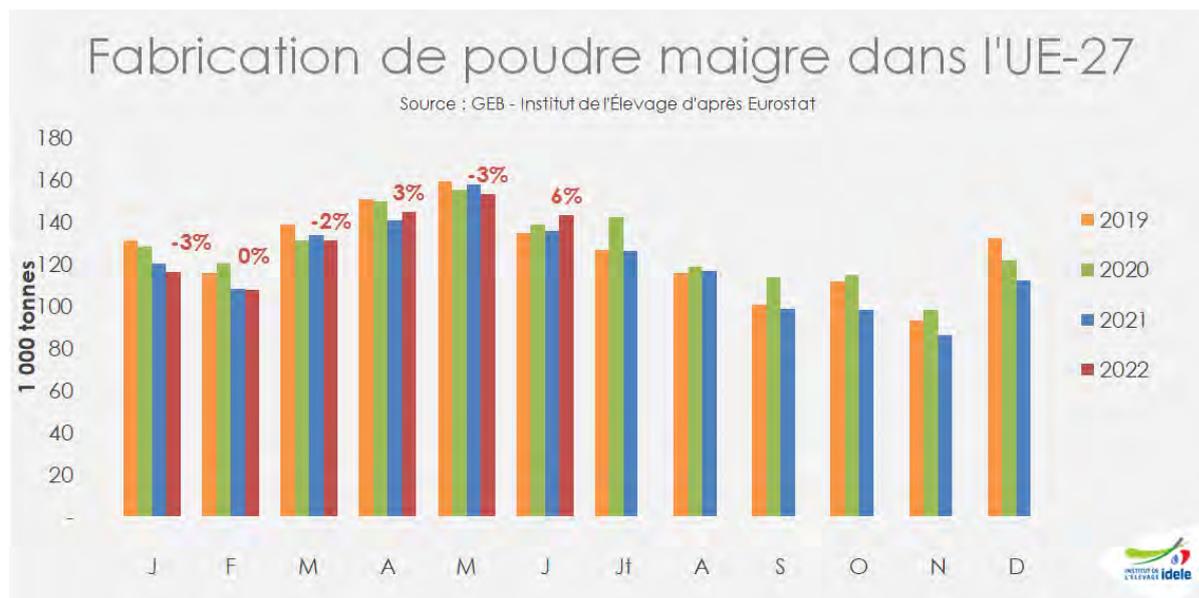
Evolution des fabrications allemandes (%/N-1)

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

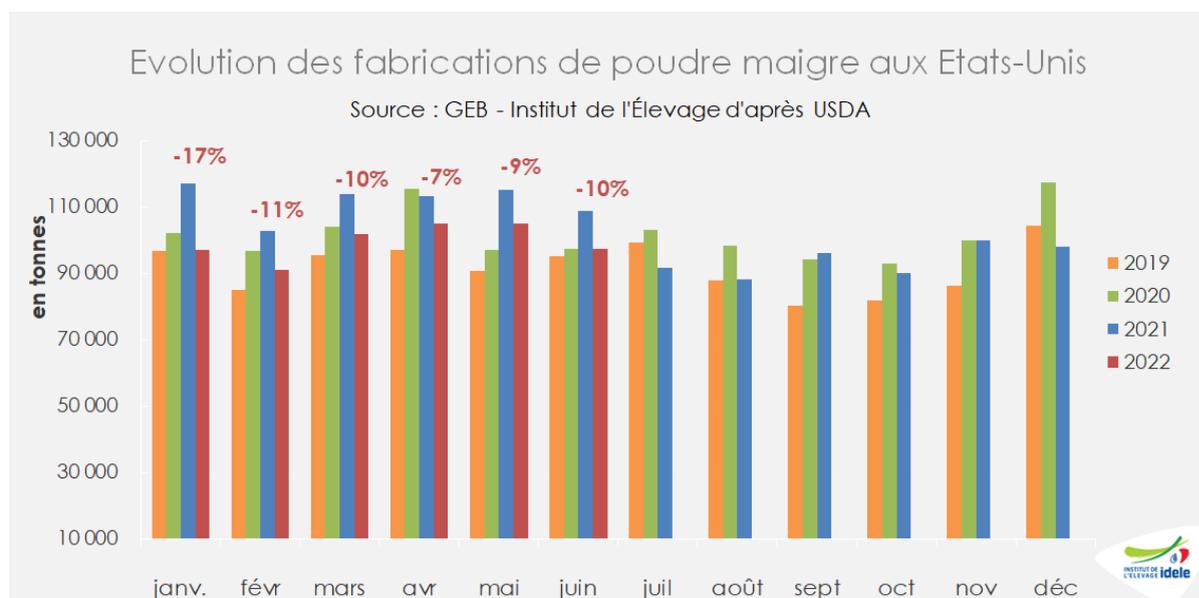


Les fabrications ont également progressé en Irlande (+35% en juin et +24 000 t au 1^{er} semestre) ainsi qu'aux Pays Bas (+24% en juin et +5 000 t en cumul sur 2022/21) permettant un rebond des fabrications européennes en juin de +6% /2021.

A l'inverse, la Pologne, privée de gaz russe depuis plusieurs semaines, a enregistré en juin un recul de ses fabrications de -10% /2021, soit -2 000 t.



Aux États-Unis, les fabrications de poudre maigre reprennent aussi au détriment de celles de fromages. Ce repli découle de stocks très abondants et de la moindre demande intérieure en fromages qui se répercutent sur les cours, d'autant que les disponibilités en gaz sont abondantes dans un pays largement autosuffisant.



Ainsi, la baisse des prix de la poudre maigre s'explique par une reprise des fabrications chez les grands pays producteurs dans un contexte de demande internationale morose. De plus, durant les congés estivaux, l'activité commerciale a été mise en pause en Europe limitant de fait temporairement les échanges.

Pour autant, cette diminution des cours de la poudre maigre ne parait pas durable en Europe dans un contexte énergétique qui s'annonce compliqué dans les mois à venir. Les coûts de séchage et donc de fabrication ont fortement augmenté. L'incertitude quant à la disponibilité en gaz menace surtout les pays de l'Est, les plus dépendants de la Russie pour leur approvisionnement, ce qui pourrait donner un avantage compétitif important à l'Irlande qui ne dépend pas de l'approvisionnement russe. Les fabrications en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis pourront en revanche davantage s'adapter à la demande internationale sous réserve de lait suffisant.

Lait de vache » France »

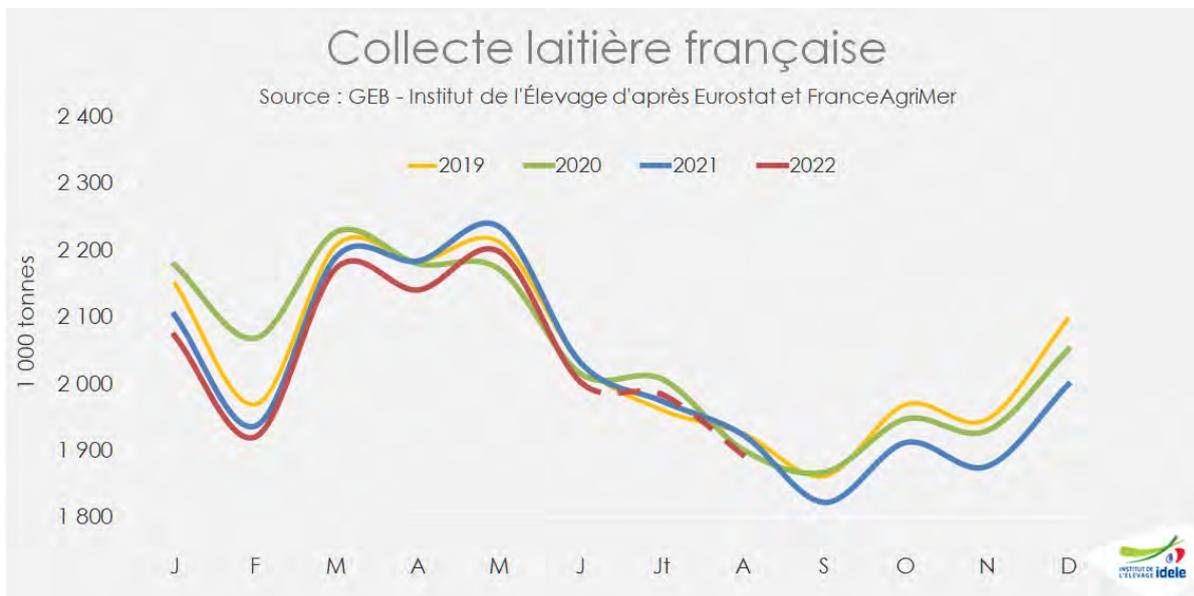
France : les indicateurs virent à l'orange

Dernière révision le 13 septembre 2022

Le recul de la collecte s'est poursuivi cet été sous l'effet d'une marge laitière peu incitative, d'une certaine reprise de la décapitalisation laitière et d'une météo (canicule et sécheresse) défavorable à la production herbagère. Les industries laitières ont dû en conséquence ajuster leurs fabrications d'autant que la demande intérieure subit les premiers effets de la hausse des prix, pourtant modérée comparée à celle dans les pays voisins. Le commerce extérieur est aussi affecté par le manque de ressource laitière, qui réduit les exportations en volume, et la flambée des cours des ingrédients qui renchérit plus les importations que les exportations. Soit une dégradation de l'excédent commercial au 1er semestre.

Le recul de la collecte se poursuit

En juin, la collecte, qui s'est établie exactement à 2,0 Mt, s'est contractée de -1,4% /2021, se situant à son plus bas niveau depuis 2013. Elle a reculé au même rythme que le cheptel, signe d'une stabilisation de la production par vache, probablement sous l'effet d'un usage modéré des aliments concentrés devenus très chers. La baisse de collecte s'accompagne d'une légère dilution de la composition du lait de -0,26 g/l à 40,31 g de MG et de -0,39 g/l à 32,54 g de MP. Tendances qui s'observe depuis le début de l'année probablement sous l'effet de rations moins bien équilibrées. Ce déséquilibre peut découler d'un rationnement excessif de correcteurs azotés.



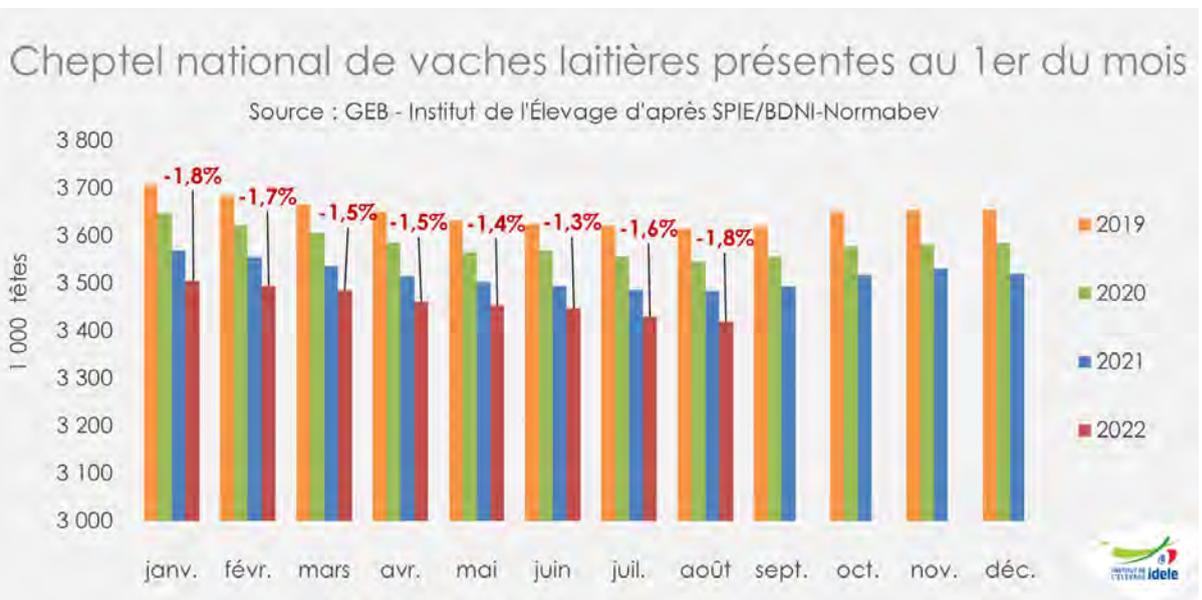
En juin, la collecte n'a progressé que dans le Grand Est (+0,6%), les Pays de la Loire (+1%) et surtout en Bourgogne-Franche-Comté (+5%). Elle a reculé modérément en Bretagne (-1,8%) et en Normandie (-1,5%), alors qu'elle continue de dévisser en Nouvelle-Aquitaine (-7%), en Occitanie (-6%) et plus surprenant en Auvergne-Rhône-Alpes (8%), probablement en raison d'une médiocre pousse de l'herbe.

Durant l'été, la collecte nationale se serait stabilisée en juillet et aurait de nouveau chuté en août (-2,4% /2021) selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer. Cette rechute pourrait s'expliquer par une forte contraction du cheptel en lactation, combinée au nouvel épisode de canicule sur l'ensemble de la France et à une production herbagère négligeable dans presque tous les bassins laitiers.

Reprise de la décapitalisation laitière

Au 1^{er} août 2022, le cheptel de vaches laitières s'établissait à 3,42 millions de têtes, soit un recul de -1,8% /2021 (-64 000 têtes).

Après avoir ralenti au 1^{er} semestre, avec -1,3% /2021 en juin, la baisse du cheptel laitier s'est accélérée de nouveau cet été, retrouvant retrouvé début août le rythme élevé en janvier 2022 (-1,8% /2021).



D'un côté, les entrées de génisses dans le troupeau national sont en chute libre (en juillet -13% /2021) et de l'autre les réformes laitières ont reculé modérément en juillet (-3% /2021). Ainsi le solde mensuel (entrées moins sorties) a été nettement négatif par rapport à juillet 2021.

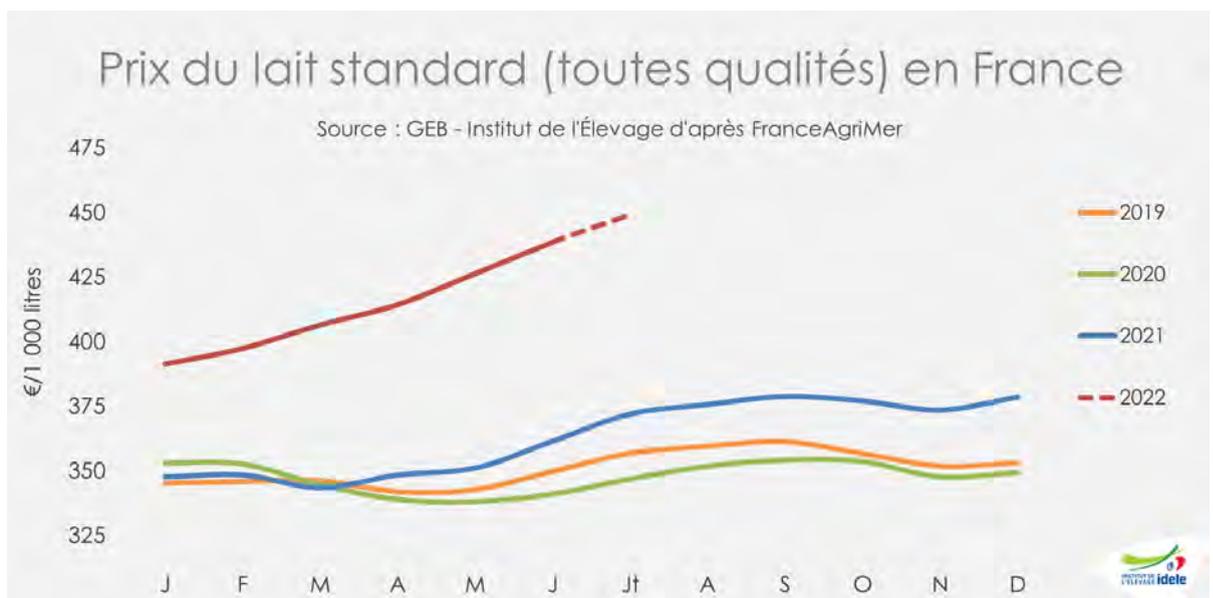
Cette tendance s'est visiblement prolongée voire intensifiée en août. Les entrées de génisses sont demeurées relativement faibles, d'après les effectifs de génisses de 24 à 36 mois, tandis que les réformes ont sensiblement repris, de +8% /2021, pour retrouver un niveau plus normal (moyenne 2013 à 2020).

La pénurie d'herbe et la cherté des aliments concentrés ont pu inciter certains éleveurs à raccourcir les lactations des vaches non gestantes pour ajuster le cheptel aux disponibilités fourragères.

La baisse du cheptel est toujours très prononcée en Nouvelle-Aquitaine (-7%) et en Occitanie (-5%), conséquente en Bretagne, en AURA et en Centre-Val de Loire (-2%), mais plutôt faible en Normandie, Pays de la Loire et dans le Grand Est (-1%). Seuls les Hauts de France enregistrent une stabilité des effectifs de vaches.

Hausse modérée du prix du lait

En juin, à 439 €/1 000 l, le prix du lait standard 38-32 (toutes qualités) a battu un nouveau record, gagnant +12 € d'un mois sur l'autre, dans le sillage de la hausse du cours des commodities laitières. Il se situe +88 €/1 000 l au-dessus de son niveau de juin 2021, soit une hausse de +21%. La hausse du prix réel moyen payé aux éleveurs est légèrement inférieure (+19% /2021, à 451 €/1 000 l), en raison de la baisse des taux d'une année sur l'autre.



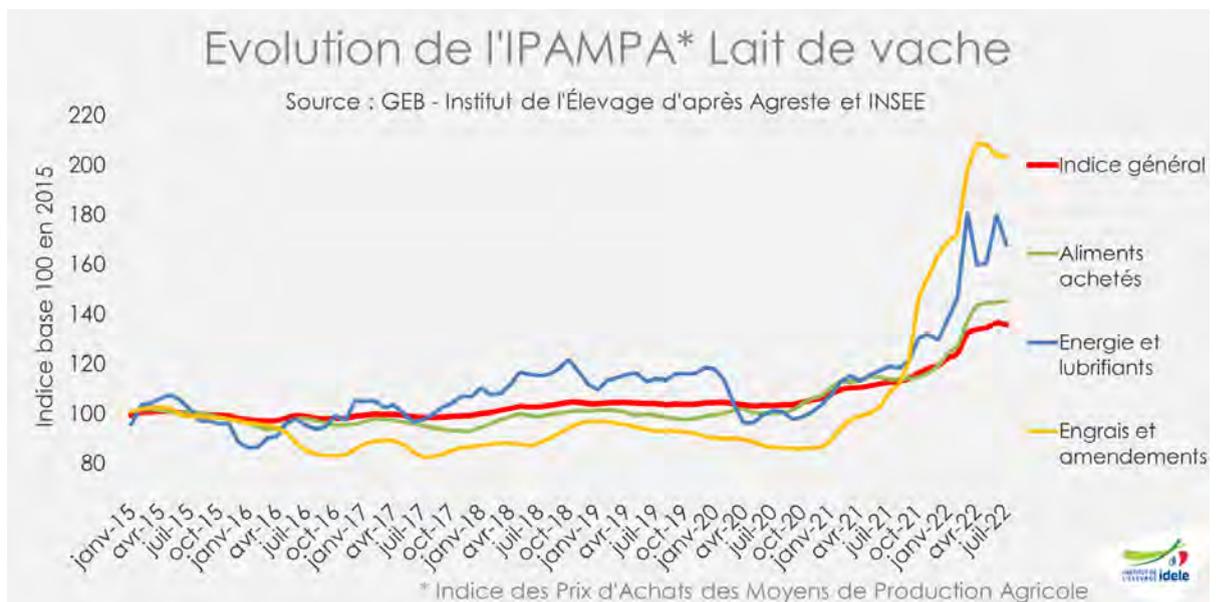
A 426 €/1 000 l, le prix du lait conventionnel (standard) talonne le prix du lait bio (443 €/1 000 l), après l'avoir dépassé en avril et mai en raison de la plus forte saisonnalité négative du second durant le printemps.

En juillet et août, le prix du lait standard se situerait entre 450 et 460 €/1 000 l, selon nos estimations basées sur l'observatoire des prix du lait de la revue *l'Éleveur laitier*.

Malgré cette progression durant l'été, l'écart s'est encore creusé avec le prix du lait conventionnel allemand, qui s'établit à 540 €/1 000 l en juillet 2022.

Fléchissement de l'IPAMPA en juillet

Après 24 mois de hausse ininterrompue, l'indice IPAMPA lait de vache a marqué le pas en juillet de -0,7 point d'un mois à l'autre, à 123,8 points. Il demeure toutefois très élevé : supérieur de +21% à l'indice de juillet 2021 et +31% au-dessus de celui de juillet 2020. Cette inflexion découle du fléchissement (provisoire ?) du prix de l'énergie et des lubrifiants, de -7% d'un mois à l'autre, parallèlement à une stabilisation du prix des aliments achetés. La conjoncture internationale incertaine, entre l'accalmie sur les marchés des grains et les tensions croissantes sur ceux de l'énergie, rend presque imprévisible l'évolution de l'IPAMPA, donc des charges dans les prochains mois.



La MILC poursuit sa lente appréciation

En juin, la MILC lait de vache s'est établi à 120 €/1 000 l, son plus haut niveau depuis décembre 2017, et ce malgré un niveau de charges qui continue de battre des records. Toutefois, elle demeure à un niveau relativement peu stimulant.

Sur un mois, elle a gagné +2 €, grâce à une hausse du prix du lait (+7 €/1 000 l) et du produit viande (+1 €/1 000 l) qui ont surcompensé la hausse des charges (+6 €/1 000 l).

Sur un an, elle a progressé de +32 €/1 000 l. La hausse du prix du lait (+80 €) est presque intégralement gommée par celle des charges (+72 €), mais le bond des prix du coproduit viande (de +24 €/1 000 l) permet à l'indice d'excéder nettement son niveau de juin 2021.

En juillet, la MILC s'est probablement améliorée, grâce à la poursuite de l'appréciation du prix du lait et un léger tassement des charges.

Des fabrications affectées par la baisse de la collecte laitière

Au 1^{er} semestre, les fabrications de laits conditionnés et d'ultra-frais ont reculé, respectivement de -2,7% et -2,5% /2021, face à une demande intérieure toujours baissière. Les fabrications de crèmes conditionnées ont été dynamiques (+4%), malgré le tassement de la demande intérieure. Devenues plus compétitives que les crèmes importées, les fabrications supplémentaires ont remplacé une part des crèmes importées.

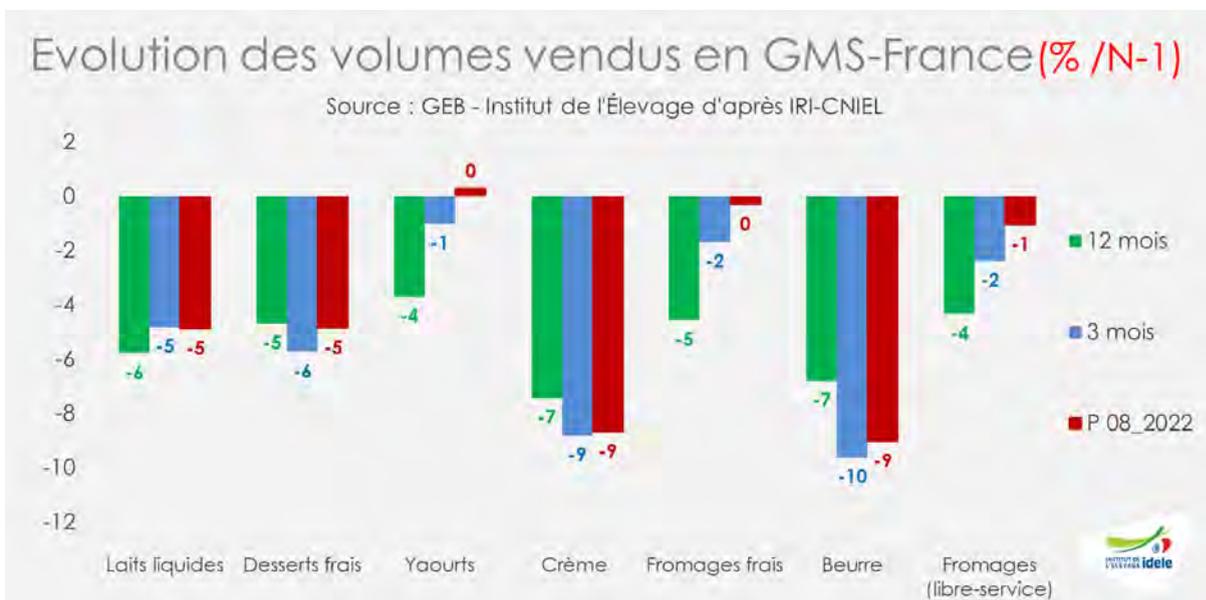
Les fabrications de fromages ont été stables, malgré le tassement de la demande intérieure, grâce à des exportations stimulées par une meilleure compétitivité sur les principaux marchés européens. Cette stabilité globale s'accompagne d'une poursuite des tendances lourdes : recul des pâtes molles (-3%), mais aussi des pâtes pressées non cuites (-2%), cuites (-4%) ; croissance des pâtes filées (+4%) et des fromages frais (+5%).

Les fabrications de laits infantiles ont retrouvé des couleurs (+10% /2021) après le trou d'air subi en 2021, sans répercussion notable sur les exportations à peine stationnaires en volume.

Les fabrications de poudre maigre ont logiquement baissé (-5,5%) faute de ressource laitière, comme celles de poudre de lactosérum (-7% /2021), affectées par le net ralentissement des exportations (-12%), surtout vers la Chine (-38%).

Net fléchissement de la consommation des ménages

L'impact de l'inflation commence à se faire ressentir sur les achats des ménages en produits laitiers, même si les prix de vente ont progressé modérément comparés à ceux dans les pays voisins (+6% /2021 sur les 3 périodes allant du 1^{er} mai au 24 juillet d'après IRI).

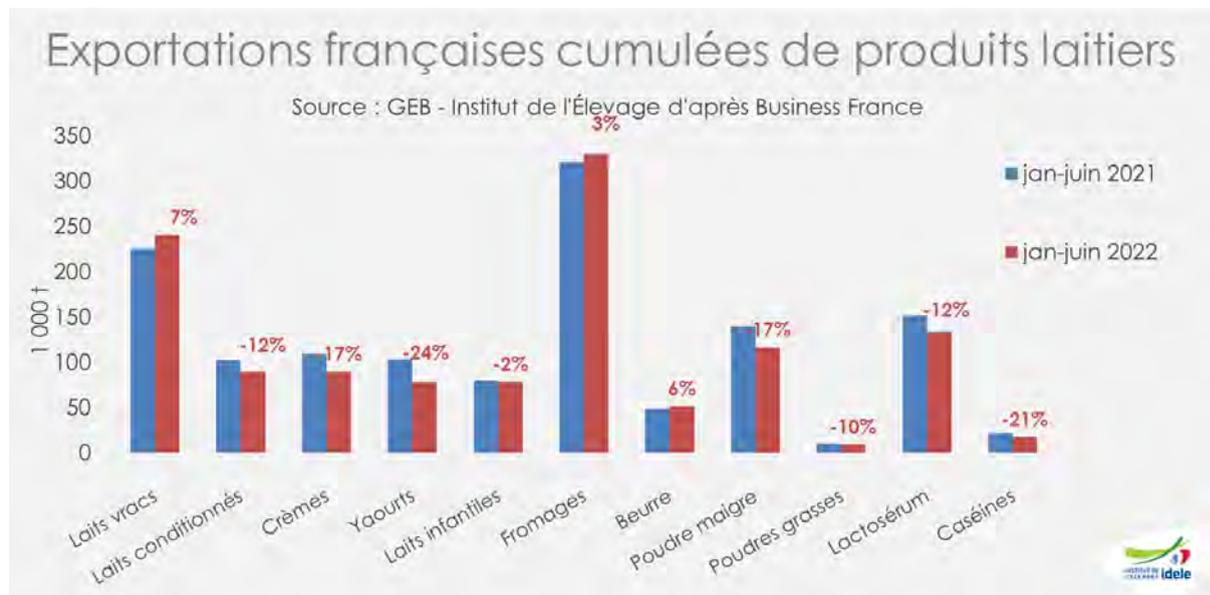


Les ventes de beurre, dont les prix ont le plus progressé (+11% /2021), ont subi la plus forte chute de volume (-10% /2021). En revanche, celles de fromages et de yaourts ont peu baissé (-2% et -1% /2021) malgré une hausse des prix conséquente (+6%). Entre les deux, les ventes de laits conditionnés et de desserts frais ont baissé plus nettement (-5% et -6% /2021), malgré des hausses de prix plutôt modérées (+4% et +2% /2021). Au total le chiffre d'affaires tous produits laitiers a progressé de +2% /2021 malgré une baisse de -4% des volumes vendus, plus que compensés par une hausse des prix moyens de +6% sur les trois dernières périodes mesurées.

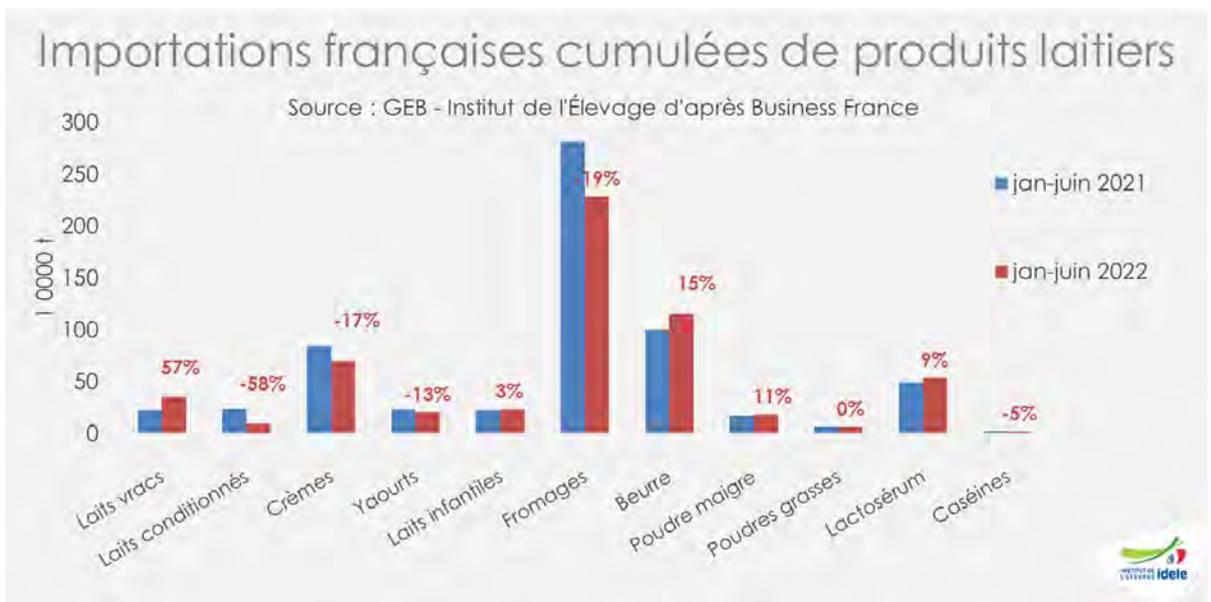
Commerce extérieur affecté par l'érosion de la collecte laitière

Le fléchissement de la collecte laitière au 1^{er} semestre s'est accompagné d'un recul encore plus prononcé des exportations, de -3,6% en Matière solide utile (MSU). Dans le même temps, les importations ont progressé de +2% en MSU malgré le tassement de la consommation intérieure.

Au 1^{er} semestre, les exportations de fromages et de beurre sont restées dynamiques, en volume de +3% et +6% /2021. Celles d'ingrédients secs (poudres grasses, maigre et de lactosérum) ont en revanche fléchi de -8% /2021. En valeur, les exportations tous produits confondus ont toutefois progressé de +12% /2021 à 5,854 Mrds€.



Les importations de laits vrac ont rebondi (+57% en volume) conséquence de faibles disponibilités. En revanche, celles de laits et crèmes conditionnés, devenues moins compétitives que les fabrications françaises en GMS et en RHD, ont chuté. Les achats de fromages importés ont aussi chuté (-19% /2021). Enfin les importations d'ingrédients secs et de beurre (surtout cube), essentiellement destinés à la transformation agro-alimentaire, ont bondi (+21% et +15%) pour palier le recul des fabrications nationales. La valeur totale des importations (3,89 Mrds €) a bondi de +32% /2021 principalement du fait de la flambée des cours des ingrédients laitiers qui constituent l'essentiel des produits importés.



L'excédent commercial de la France en produits laitiers a reculé de -300 M€ à +1,96 Mrd € au 1^{er} semestre, malgré la hausse de l'excédent en ingrédients secs (+8% à 665 M€) qui ne compense que partiellement l'érosion de l'excédent en fromages (-14%) et le bond du déficit en beurre (x2,7 à -333 M€).



L'inflation affecte la demande en viande d'agneau

Dernière révision le 13 septembre 2022

Malgré une offre d'agneau en hausse au Royaume-Uni, en Espagne comme en Irlande, les achats d'agneau, habituellement boostés par la rentrée scolaire, semblent ne pas être au rendez-vous cette année. Face à une inflation qui affecte leur pouvoir d'achat, les ménages délaissent la viande d'agneau, sauf en Espagne où son prix est épargné.

Viande ovine » France »

Un marché particulièrement calme

Dernière révision le 13 septembre 2022

Le cours de l'agneau français continue d'osciller autour de la barre élevée des 8 €/kg fin août, signe d'un marché relativement équilibré, entre une offre peu abondante et une demande contenue par les prix. Pour la rentrée, les achats semblent encore s'amoinrir, faisant légèrement baisser la cotation entrée abattoir.

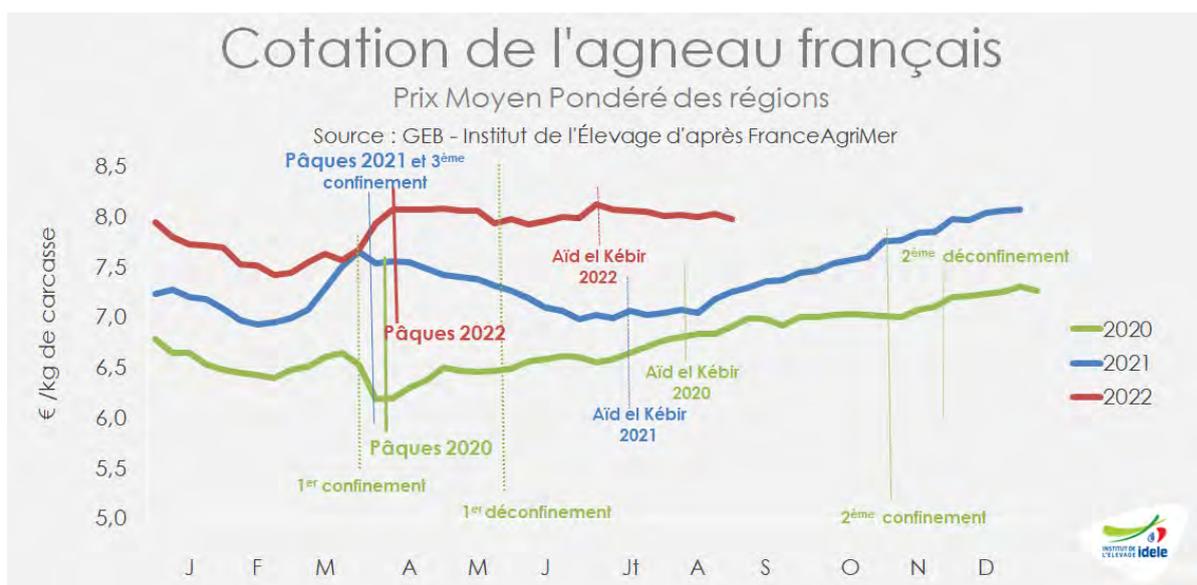
Le cours français toujours stable, autour des 8 €/kg

La **cotation** de l'agneau lourd entrée abattoir est relativement stable et oscille autour des 8 €/kg depuis Pâques. En semaine 35 (terminée le 4 septembre), correspondant à la rentrée scolaire, le commerce, jugé morose par les opérateurs, a entraîné un effritement de la cotation de 6 centimes d'une semaine sur l'autre, à 7,97 €/kg. Elle surpassait encore de +0,79 €/kg son niveau de 2021 et de +1,06 €/kg celui de 2020.

La demande n'est pas élevée, mais l'offre non plus : le marché est équilibré bien que particulièrement calme. Le taux d'inflation était de près de 7% en août.

Toujours à des niveaux déjà exceptionnellement élevés, l'IPAMPA ovin viande atteignait 136,3 points en juillet (soit +23 points /2021) du fait de la forte hausse des indices énergie et lubrifiants (+57% /2021), engrais et amendements (+86%), mais aussi aliments achetés (+29%).

Si la hausse des charges dépend beaucoup du système de production, d'après les prévisions Idele, l'augmentation de la cotation observée depuis 2020 – qui atteint aujourd'hui des niveaux historiques – pourrait cependant dans certains cas ne pas suffire à absorber cette flambée du prix des intrants.

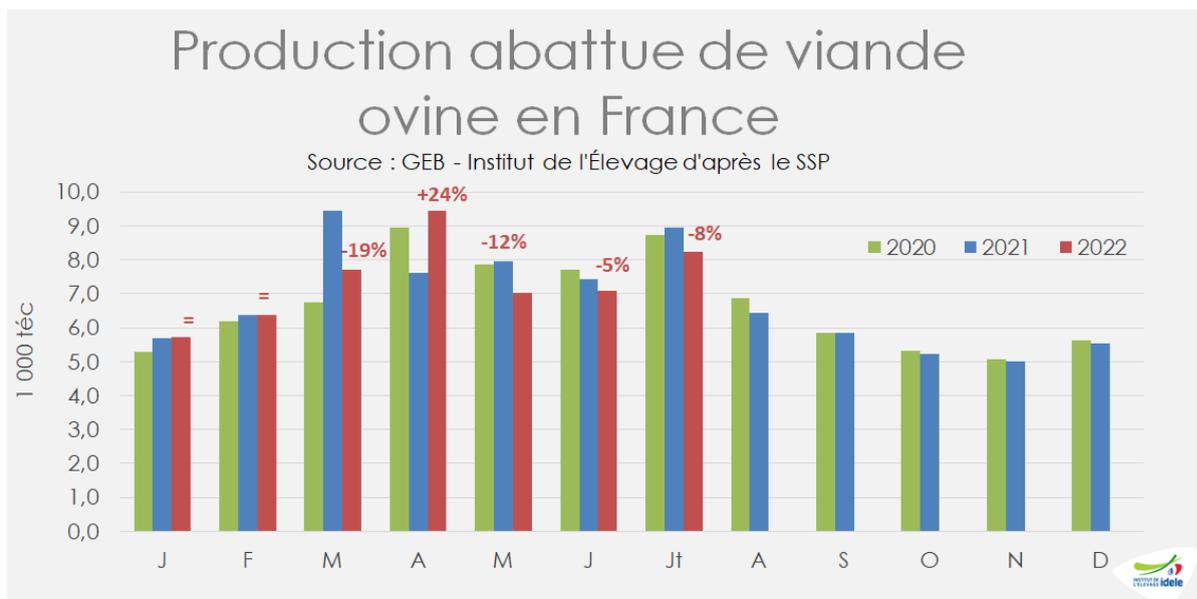


Des volumes abattus en France en net recul au 1^{er} semestre 2022

Selon Agreste, la **production** abattue de viande ovine a chuté de -8% d'une année sur l'autre en juillet, à 8 000 téc. 350 000 agneaux ont été abattus, en repli de -8% /2021 ; les réformes étaient quant à elles stables, à 63 000 têtes. Les volumes produits pour l'Aïd al-Adha (du 8 au 12 juillet) n'auraient pas été si faibles, mais cela n'a pas empêché la baisse des abattages d'ovins ce même mois.

De janvier à juillet, la production d'ovins s'est repliée de -4% /2021, à 52 000 téc, du fait d'effectifs d'agneaux (-4%) abattus en recul ; les réformes étant stables.

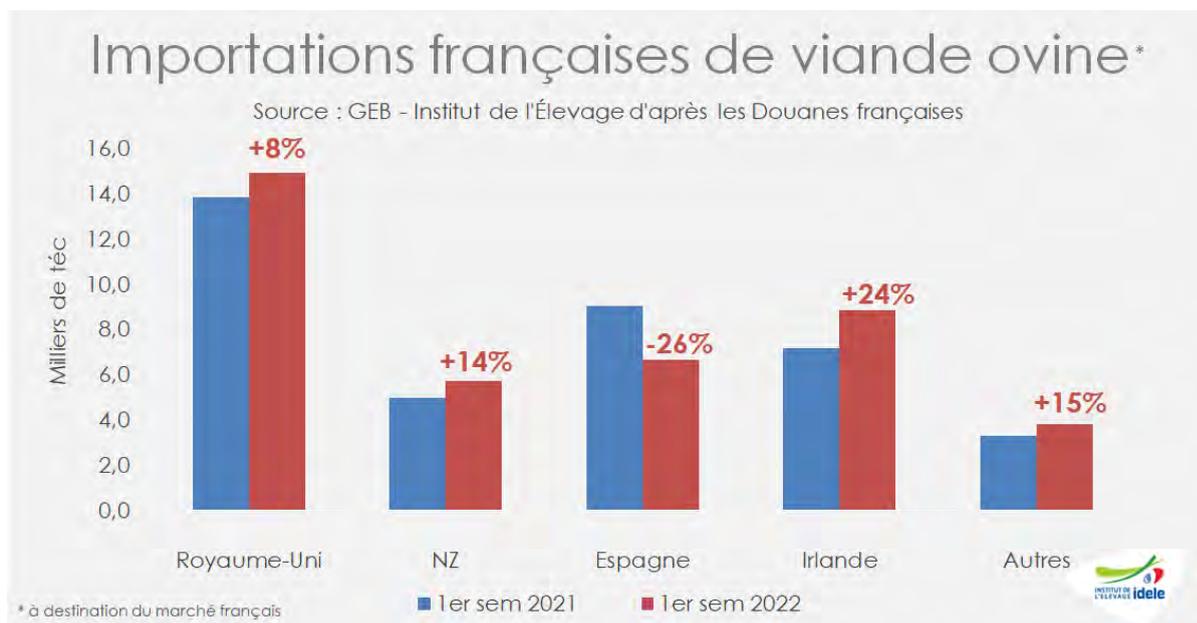
Les importations d'ovins vifs étaient stables d'une année sur l'autre au 1^{er} semestre, avec des importations d'agneaux en baisse (-10%), contrebalancées par un bond des importations de réformes, qui ont presque triplé. Selon *Ovinfos*, les abattages se seraient maintenus à de modestes niveaux en août.



Les importations se redressent d'une année sur l'autre, mais restent modestes

Au 1^{er} semestre 2022, les **importations** françaises de viande ovine étaient en légère hausse d'une année sur l'autre, de +4% à 40 000 téc. Toutefois, un tel volume reste relativement faible, en recul de -12% /2019.

Les achats en provenance du Royaume-Uni ont continué de se redresser en mai, si bien que sur 6 mois ils ont rebondi de +8% /2021. Ils sont toujours ralentis en provenance d'Espagne (-26% /2021 sur 6 mois), tandis qu'ils se rétablissent en provenance de Nouvelle-Zélande (+14% /2021) et d'Irlande (+24%).



Un disponible français qui s'améliore, mais reste modeste

Les abattages français suivent une tendance baissière depuis le début de l'année tandis que les importations, bien qu'en légère reprise d'une année sur l'autre, restent inférieures à leurs niveaux de 2019. Cela affecte d'autant le **disponible** français. Au 1^{er} semestre 2022, il était en légère hausse de +1% /2021, mais en net repli de -7% / 2019.

Viande ovine » UE et monde »

Le manque d'offre soutient les prix, malgré une demande modeste

Dernière révision le 13 septembre 2022

Avec des prix déjà élevés et des achats en recul depuis plusieurs années, la demande en agneaux pâtit cette année de la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

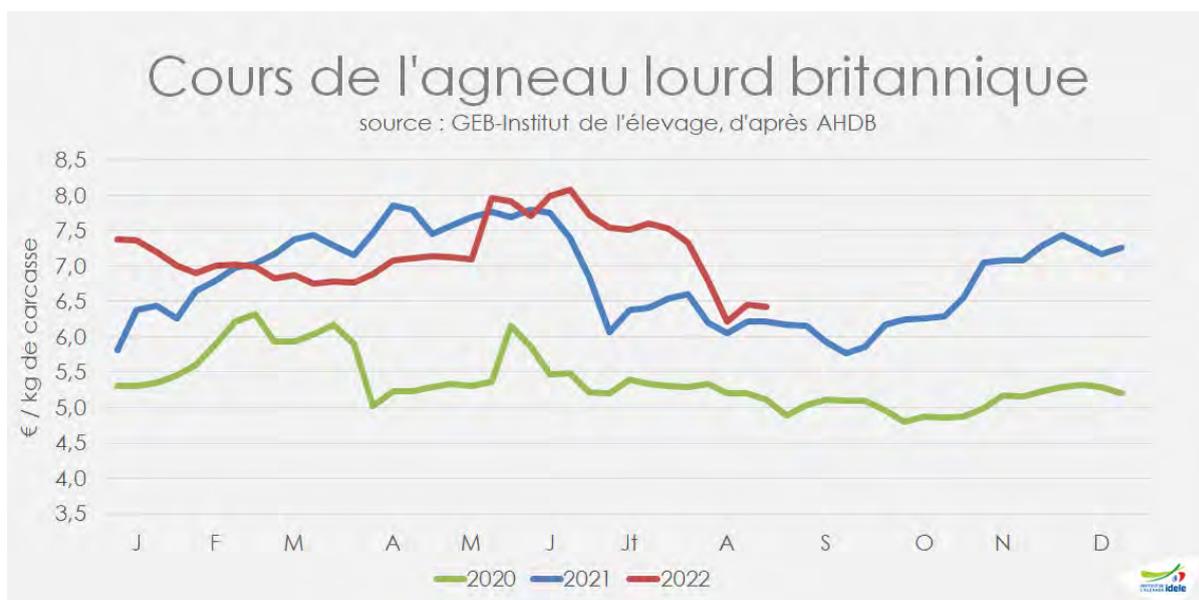
Royaume-Uni : L'offre britannique continue de s'étoffer

La baisse saisonnière du **cours** britannique a commencé un mois plus tard cette année, l'offre mondiale restant tendue alors que la demande se redresse. En semaine 34, il était à 7,43 €/kg, soit +0,20 €/2021 et +1,31 €/2020.

Sur une bonne lancée depuis le début d'année, la **production** de viande ovine britannique a ralenti à partir de juin, enregistrant un recul de -8% /2021 en juillet, à 22 000 t. Sur 7 mois, la production nationale reste tout de même haussière, de +8% /2021 à 155 000 t.

La **demande** intérieure comme celle à l'internationale sont modestes, compte-tenu de la crise du pouvoir d'achat qui touche de nombreux pays (inflation ≈10% /2021 en août au Royaume-Uni). Les achats britanniques d'agneau se sont en effet repliés de -10% d'une année sur l'autre sur les 12 dernières semaines se terminant le 7 août, selon le panel Kantar. Le prix moyen a dans un même temps augmenté de +10% /2021.

Selon les dernières données du *HMRC*, les **envois** de viande ovine britanniques se sont aussi redressés – vers leurs principales destinations (France, Allemagne, Belgique, Italie) – pour atteindre 37 000 t au 1^{er} semestre, soit +23% /2021. Les importations ont dans le même temps bondi de +39% /2021, à 41 000 t, venant compléter le disponible.



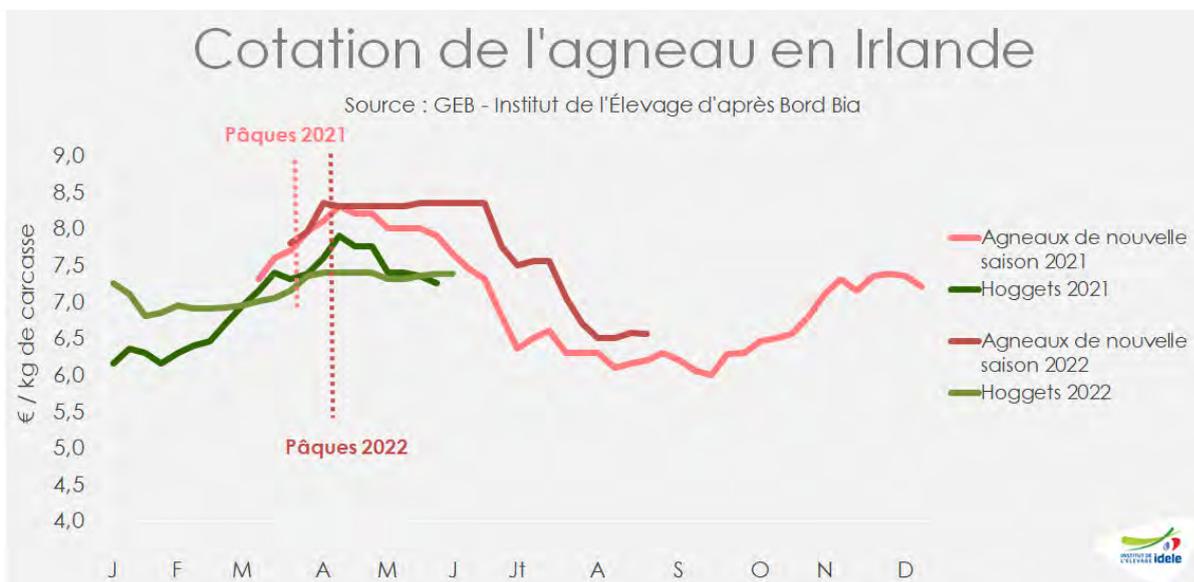
Irlande : le cours de l'agneau irlandais reste au-dessus de ses niveaux de 2021

Après avoir effectué sa traditionnelle baisse saisonnière (également tardive à cause d'une offre mondiale sous tension), la **cotation** des agneaux de la nouvelle saison stagne depuis août autour de 6,50 €/kg. En semaine 34, à 6,55 €/kg, elle surpassait son niveau de 2021 de + 0,35 €/kg et celui de 2020 de +1,30 €/kg.

De janvier à août, les **abattages** d'agneaux irlandais ont été relativement abondants, à 1,9 million de têtes, en hausse de +8% /2021 (+2% /2020). Les transformateurs décrivent toutefois quelques soucis de finition des agneaux qui pénalisent les éleveurs lors du paiement.

L'offre plus abondante dynamise les exportations de viande ovine : totalisant 29 000 téc au 1^{er} semestre, elles ont gagné +20% /2021, dont +33% vers le Royaume-Uni et +21% vers la France.

La filière observe une baisse de la **demande** en agneau chez les consommateurs irlandais, situation inhabituelle à la fin des vacances d'été. La crise du pouvoir d'achat touche aussi l'Irlande avec une inflation de +9% /2021 en août.



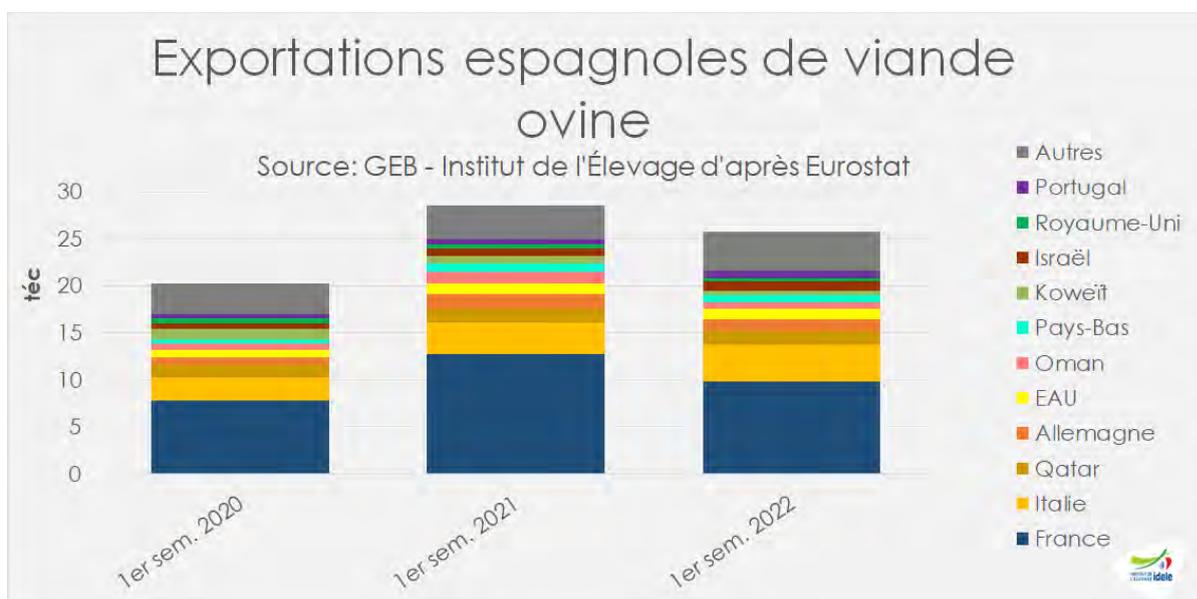
Espagne : des envois de viande ovine inférieurs aux niveaux de 2021

Le **cours** espagnol se redresse de façon saisonnière fin août : la demande intérieure est plus active tandis que l'offre diminue. En semaine 34, à 7,0 €/kg, il était supérieur de +0,60 €/2021 et de +1,02 €/2020.

Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -5% tandis que ceux des réformes ont progressé de +33% au 1^{er} semestre /2021. Au total, les effectifs d'ovins abattus ont baissé de -1% d'une année sur l'autre, mais la légère hausse des poids de carcasse a permis un regain de +2% de la **production** en volume.

Les **envois de vifs** vers les pays tiers, par bateau, se poursuivent à un bon rythme avec une demande jordannienne toujours prégnante.

Les **exportations de viande** sont modérées vers les pays tiers comme vers l'UE : l'agneau irlandais, moins cher, concurrence fortement l'agneau espagnol.



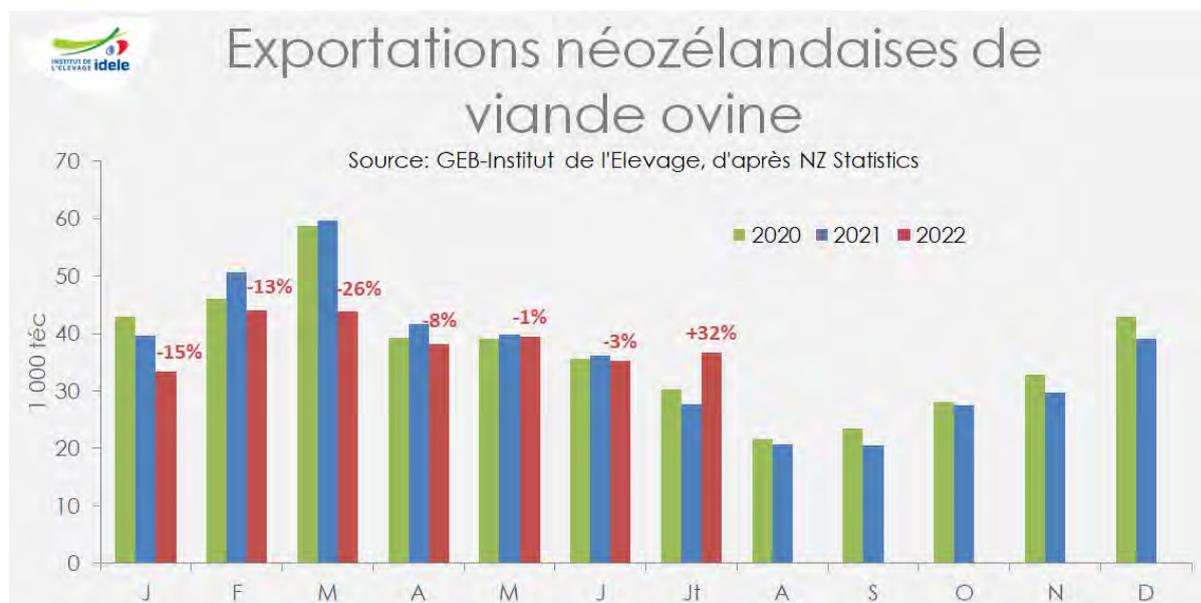
Nouvelle-Zélande : baisse des sorties d'agneaux au printemps 2022

D'après *Beef + Lamb New Zealand*, le **cheptel** ovin s'est faiblement étoffé d'un inventaire à l'autre, de +0,2 % à 25,8M de têtes au 30 juin 2022. Les effectifs de brebis reproductrices ont enregistré une contraction de -1,4% à 16,1M de têtes, tandis que le nombre d'*Hoggets* a augmenté de +3,2% à 8,8M de têtes.

Le nombre de brebis a reculé dans toutes les régions, mais de façon particulièrement marquée dans les zones frappées par la sécheresse. Combinée à une moindre productivité numérique, cette baisse d'effectifs pénalisera la production d'agneaux pour la saison 2022/23, avec des effectifs présents dans l'inventaire en recul de -0,8% d'une année sur l'autre, à 22,4M de têtes.

Sur 7 mois, la **production** de viande ovine en Nouvelle-Zélande a baissé de -3% /2021, à 274 000 t, via une chute des effectifs d'agneaux abattus de -2% /2021, à 11,7M de têtes, et des réformes, de -4% à 2,2M de têtes. Les poids de carcasse étaient en léger recul.

Les **exportations** ont conjointement baissé de -7% /2021, principalement du fait de la baisse des expéditions vers la Chine (-27%), partiellement compensée par les augmentations vers l'UE-27 (+21%), le Royaume-Uni (+11%) et plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Asie.



Bonne tenue de la collecte laitière malgré la hausse des charges

Dernière révision le 14 septembre 2022

La dynamique des importations de produits de reports caprins a permis de stabiliser les disponibilités en lait de chèvre face à une collecte qui s'est légèrement repliée. La demande extérieure des produits caprins est dynamique contrairement à celle domestique qui semble faire les frais de la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi au terme du premier semestre, on observe une baisse des fabrications de produits caprins, suivie d'une hausse des stocks de produits de report.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »

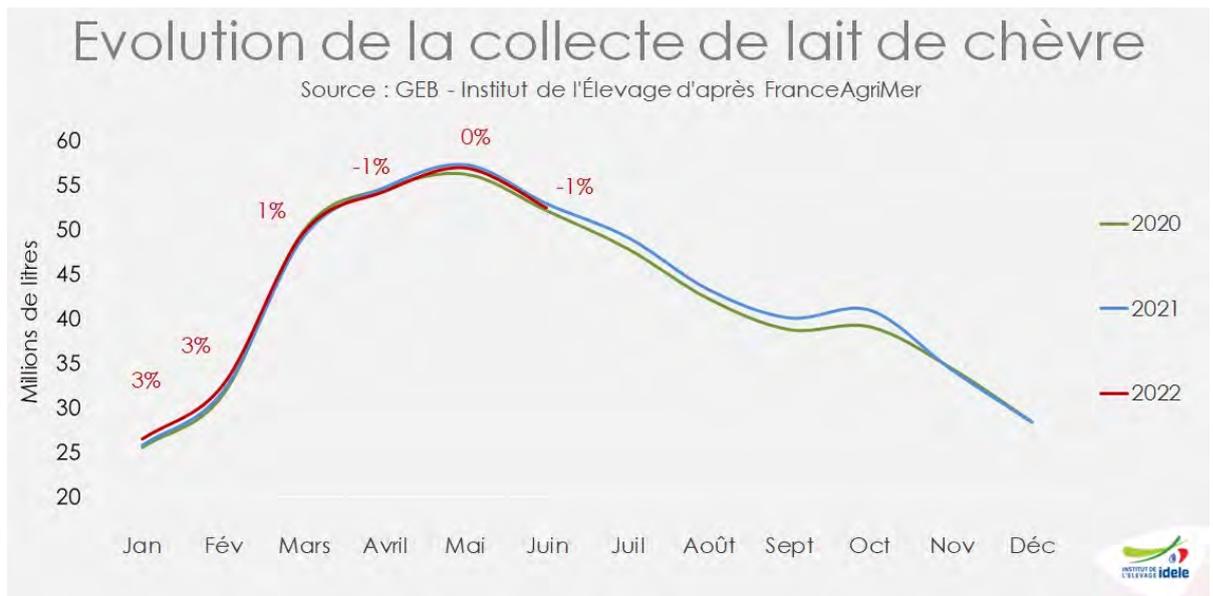
Bonne tenue de la collecte de lait de chèvre

Dernière révision le 13 septembre 2022

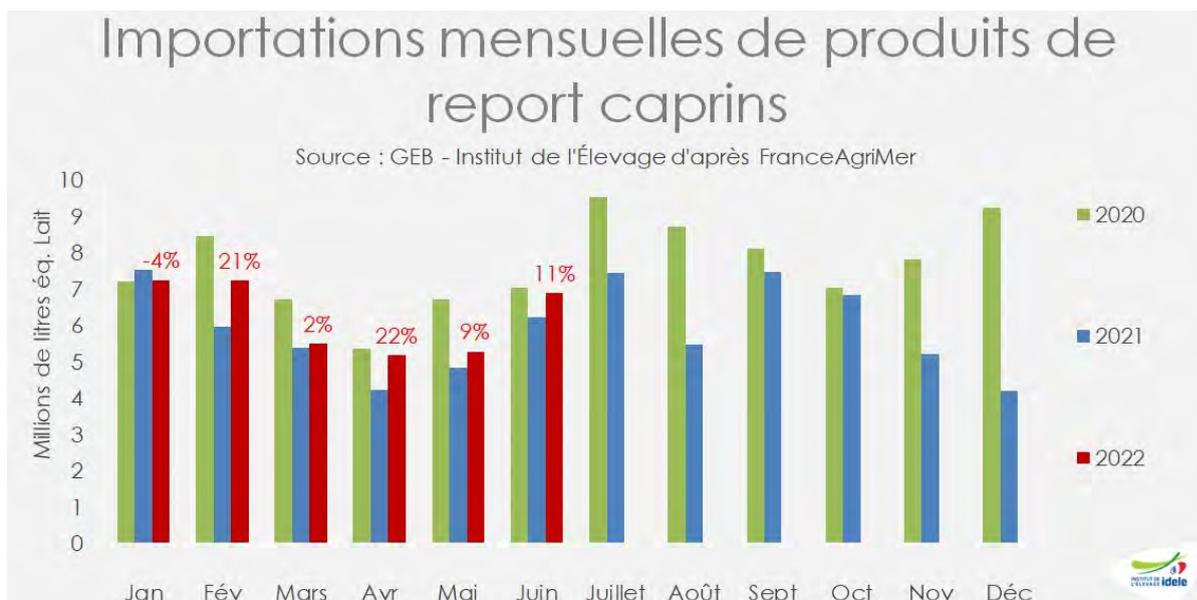
En juin, les disponibilités en lait de chèvre sont restées globalement stables grâce à des importations de produits de report accrues. Un tel approvisionnement a permis aux transformateurs de reconstituer leurs stocks de produits de report. Malgré des exportations dynamiques, les fabrications ont légèrement reculé sous l'effet d'une demande intérieure affectée par l'inflation.

Bonne tenue de la collecte laitière

En juin 2022, la collecte totale de lait de chèvre s'établit à près de 53 millions de litres, soit une légère contraction de -0,7% /2021. Ce léger repli s'inscrit dans un contexte général de hausse des coûts des moyens de production. En juin, l'IPAMPA-Lait de chèvre a progressé de +24% /2021. Les postes de charges tels que l'énergie et les aliments ont fortement progressé (respectivement +27% et +56%) par rapport à l'année précédente. La crise énergétique qui fait objet des différents débats médiatiques depuis le début de l'été ne permet pas d'envisager une baisse des charges de production dans les mois à venir. A cela s'ajoute la chaleur estivale qui a affecté la performances zootechniques des cheptels. Ceci laisse possiblement envisager une baisse plus prononcée de la collecte au 2^{ème} semestre. Cependant, en juillet et août, la collecte nationale de lait de chèvre s'est au mieux maintenue d'après les enquêtes hebdomadaires qui ont fortement fluctué entre les semaines 26 et 33 : de -6% /2021 en semaine 26, à +5% en semaine 30 en passant par +3% en semaine 27 et +1% en semaine 28. En moyenne sur la période des semaines 27 au 33, la collecte aurait progressé de +1,3% /2021.

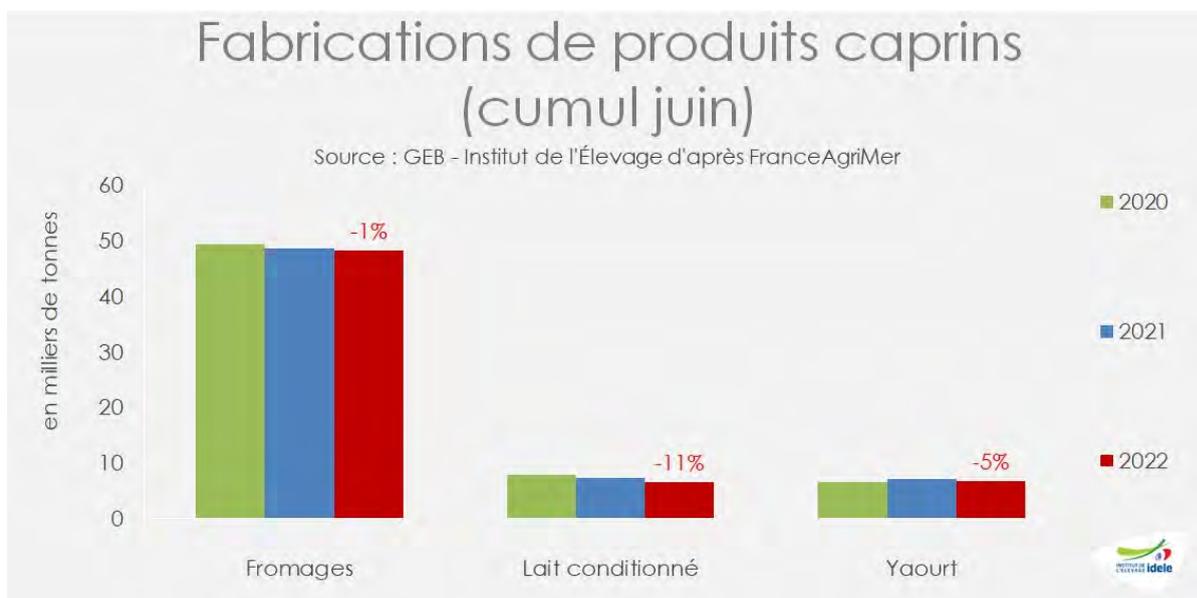


Des importations croissantes des produits de report



Les importations de produits de report sont restées dynamiques en juin, en hausse +11% /2021, à 6,9 millions de litres de lait. En somme, elles ont progressé au 1^{er} semestre de +9%, à 37 millions d'équivalent litres de lait. Ajouté à la collecte du mois de juin, la disponibilité totale avoisine les 59,5 millions de litres de lait, soit le même niveau qu'en juin 2021. Sur tout le premier semestre, on enregistre une hausse de la disponibilité totale en lait de +1,4% /2021.

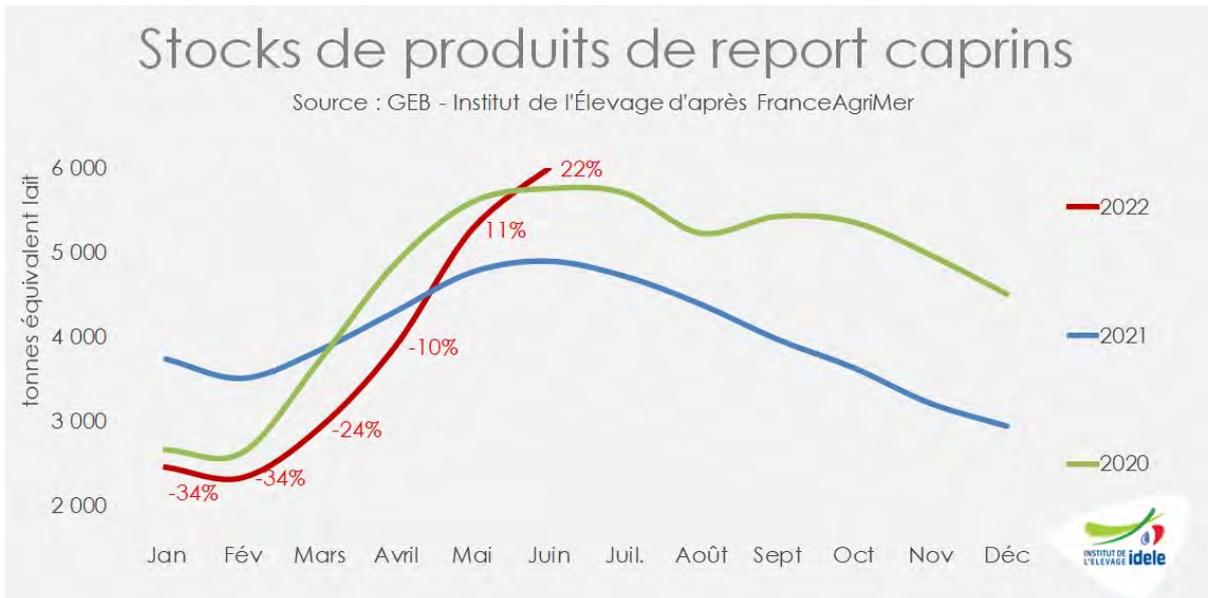
Des fabrications légèrement réduites



En juin 2022, les fabrications de fromages frais et de fromages à découper ont baissé respectivement de -9% et -11% /2021 tandis que les fabrications des fromages à la pièce ont progressé d'environ +3%. Sur tout le semestre, les variations sont de -5% et -1% pour les fromages frais et à découper, contre +6% pour les fromages à la pièce. Le recul des fabrications de yaourts et de laits conditionnés a été plus prononcé sur la même période, respectivement de -5% et -11% /2021.

Ce tassement des fabrications découle probablement de moindres ventes de produits caprins aux ménages, confrontés à une réduction de leur pouvoir d'achat grignoté par l'inflation. Dans le même temps, les exportations de fromages ont poursuivi leur redressement, de +34% /2021. En cumul sur le premier semestre, elles ont bondi de +48% /2021, à 17 240 t.

Hausse saisonnière des produits de report



Les stocks de produits de report enregistrent une hausse saisonnière prononcée au 1^{er} semestre sous l'effet d'un ralentissement des fabrications et de disponibilités légèrement croissantes. Très faibles en janvier (-34% /2021), ils ont dépassé le pic saisonnier de +22% /2021 pour se situer légèrement au-dessus du niveau de 2020.

Marchés des grains : stabilisation sur des cours hauts pour la rentrée

Dernière révision le 13 septembre 2022

La trêve estivale a été le théâtre de récoltes contrastées dans l'hémisphère Nord, de nouvelles tensions géopolitiques (Ukraine-Russie, Chine-Taiwan) et de conditions météorologiques difficiles. Les rendements, bien qu'hétérogènes, permettent une bonne production européenne en blé et en colza au contraire du maïs et du tournesol qui inquiètent les acteurs.

Céréales : une bonne récolte de blé mais une médiocre de maïs

D'après l'USDA, la production mondiale de blé est en hausse, notamment grâce à l'Australie et à la Russie. La production russe est estimée comme record à plus de 88 Mt. Pour autant les contraintes et les sanctions internationales pourraient rendre difficile sa commercialisation sur le marché international. Durant la trêve estivale, les prix se sont maintenus à un niveau élevé compte tenu de la situation géopolitique mondiale. L'annonce, fin juillet, d'un déblocage des exports depuis l'Ukraine par la mer Noire a tout de même légèrement détendu les marchés. Une trentaine de bateaux sont déjà partis des eaux profondes d'Ukraine. Une bonne partie de l'ancienne récolte est encore bloquée dans les silos dans l'attente d'exportation, même si les exports commencent à se rapprocher des volumes d'avant-guerre. Les autorités ukrainiennes estiment avoir exporté presque 3Mt de céréales en août. La nouvelle récolte de maïs, estimée à 30 Mt, arrive dans les prochaines semaines. Il faudra trouver des solutions de stockage sans quoi une partie de la récolte risque de rester sur pied.

Les épisodes de sécheresse de l'été en France et en Europe ont directement impacté les cultures de maïs, les prévisions de production sont à la baisse. En Europe, la baisse pourrait être de 8 Mt (-15% par rapport à la moyenne 2017-2021) alors que le contexte est déjà tendu. Même si l'Ukraine a repris ses exportations, sa capacité d'export pour la campagne 2022/2023 est estimée inférieure aux années précédentes. Outre Atlantique les perspectives sont meilleures : au Brésil la production serait supérieure à celle de l'an passé. Les semis de la deuxième récolte sont en cours et annoncent des perspectives optimistes. La demande s'était un peu amoindrie cet été, mais la Chine, qui fait face à une sécheresse majeure sur les deux tiers sud de son territoire, pourrait revenir massivement aux achats. Les prix sur le marché français repartent en hausse à la rentrée. Avec les coûts de l'énergie, il faudra aussi prévoir des frais supplémentaires pour le séchage du maïs.



Tourteaux et fourrages affectés par la sécheresse

Comme pour les céréales, la météo sèche et chaude sur le continent américain a menacé les récoltes de soja. Les surfaces à semer sont en hausse en Amérique du Sud et le CIC (Conseil international des Céréales) estime la production mondiale en hausse de +11% d'une campagne à l'autre. Les prix sont haut pour la graine comme pour le tourteau ce qui diminue l'intérêt pour ce tourteau. De plus l'euro faible face au dollar pénalise le prix du tourteau américain importé.

Les récoltes sont bonnes pour le colza en Europe et pour le canola au Canada. La pression de la demande sera ainsi réduite sur la graine européenne. Le Canada devrait retrouver sa place de leader mondial. En Europe le tournesol, comme le maïs, a été impacté par la sécheresse estivale. Malgré cela, la production mondiale de tournesol atteindrait un niveau record à 56,8 Mt selon le CIC. Les prix se sont stabilisés sur un plateau cette été. Cette situation semble être la nouvelle normalité et les prix des aliments composés resteront élevés sur le moyen et long terme.

Comme les céréales et les oléo protéagineux, l'herbe a aussi souffert de la sécheresse. Même si les premières coupes étaient plutôt bonnes, les prairies ont manqué d'eau et la pousse de l'herbe a été stoppée cet été dans la plupart des régions. Sauf conditions climatiques très favorables, le déficit d'herbe s'annonce important. Il est déjà estimé à -30% au 20 août d'après Agreste. De plus la récolte de maïs fourrages sera aussi réduite.

Face à de tels déficits, les éleveurs pourront ajuster leur cheptel à leurs stocks de fourrages, et/ou acheter des aliments concentrés. Auquel cas la tension sur le marché des matières premières pour l'alimentation animale s'en trouvera exacerbée.

